

Les médecins, déçus par les réponses du gouvernement, continuent la grève

À L'ISSUE d'une réunion avec le directeur de cabinet d'Elisabeth Guigou, lundi 31 décembre, l'Union nationale des omnipraticiens de France (UNOF) s'est déclarée déçue par les réponses du gouvernement. « Puisque nous ne sommes pas entendus, nous allons poursuivre notre grève et accentuer rapidement notre pression en organisant des actions unitaires d'un nouveau genre », a déclaré son président, Michel Chassang. Le ministre a souligné lundi qu'une concertation avec « l'ensemble des professionnels de santé libéraux », lancée il y a un an, avait abouti à la rédaction de treize propositions destinées à réformer les soins en ville. Et affirmé que le total des honoraires perçus par les généralistes avait progressé de près de 14 % de 1997 à 2001.

Lire page 7 et notre éditorial page 9

La très mauvaise année des Bourses

DANS LE MONDE entier, les Bourses ont traversé une année 2001 très morose et surtout très volatile. A Paris, l'indice CAC 40 a ainsi perdu 21,97 %, soit la plus forte baisse depuis 1990. A Londres, l'indice Footsie a reculé de 16,15 % et, à Francfort, l'indice DAX de 19,79 %. A cause de l'éclatement de la bulle technologique, puis de la récession, les marchés boursiers américains avaient très mal commencé l'année. Mais, après le choc des attentats, Wall Street a manifesté une étonnante résistance et a fini par rebondir. L'indice Dow Jones n'a donc baissé, au total, que de 7,1 % sur l'année. Le Nasdaq (valeurs technologiques) a tout de même chuté de 21,05 %.

Lire page 10

Au nom de Sabra et Chatila



CHEBLI MALLAT

IL EST L'UN des avocats des Palestiniens et Libanais qui poursuivent Ariel Sharon pour sa responsabilité supposée dans les massacres de Sabra et Chatila, deux camps palestiniens, en septembre 1982. Libanais, 41 ans, Chebli Mallat défend leur plainte devant la justice belge.

Lire page 8

www.lemonde.fr/israel-palestiniens

Afrique CFA 1000 F CFA, Algérie 35 DA, Allemagne 1,50 €, Antilles-Guyane 1,50 €, Autriche 1,50 €, Belgique 1,20 €, Canada 2,50 \$, Danemark 15 KR, Espagne 1,50 €, Finlande 2,00 €, Grande-Bretagne 1 £, Grèce 1,50 €, Irlande 1,50 €, Italie 1,50 €, Luxembourg 1,20 €, Maroc 10 DH, Norvège 14 KR, Pays-Bas 1,50 €, Portugal cont. 1,50 €, Réunion 1,50 €, Suède 16 KR, Suisse 2,40 FS, Tunisie 1,5 DT, USA (NY) 2 \$, USA (autres) 2,50 \$.

M 00147 - 102 - F: 1,20 €



L'Europe a fait fête à l'euro

● Nouvelle année, nouvelle monnaie : l'euro a été accueilli joyeusement dans les douze pays qui l'ont adopté ● « Une nouvelle façon de vivre l'Europe », déclare Jacques Chirac dans ses vœux aux Français ● La nuit où tout a basculé : nos reportages à Francfort, Rome, Madrid, Paris...

SOMMAIRE

● L'euro à douze : La Grèce et la Finlande ont accueilli la nouvelle monnaie européenne avec une heure d'avance sur le gros des troupes, à minuit, heure locale, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. L'Irlande et le Portugal ont basculé les derniers, avec une heure de retard. S'ils ont encore des horaires décalés, douze pays de l'Union - seuls la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark n'étaient pas de la fête - disposent désormais de la même monnaie. Nouvel an et nouvelle monnaie mêlés, l'euro a été partout accueilli dans la joie. C'est en Espagne, l'un des pays les plus euro-enthousiastes de la Communauté, que l'arrivée de la monnaie unique a été saluée de la manière la plus spectaculaire. Madrid, qui assume depuis le 1^{er} janvier la présidence tournante de l'Union, avait organisé un gigantesque spectacle baptisé « Europhoria ». L'Allemagne a ressenti un brin de nostalgie : « Le deutschemark signifiait

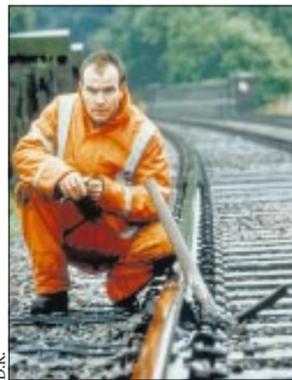


beaucoup pour nous », a noté le chancelier Schröder. p. 2

● L'euro en France : A Paris et dans toutes les grandes villes, l'euro a été accueilli sagement. Nos reporters ont fait un tour de France de l'événement. Dans ses vœux aux Français, Jacques Chirac a affirmé que l'euro est « une chance d'avenir supplémentaire pour la France (...), une nouvelle façon d'être en Europe, de vivre l'Europe ». p. 3 et 6

● Premier bilan : Selon le Groupement des cartes bancaires, au cours des sept premières heures, il y a eu, en France, 341 448 retraits dans les distributeurs de billets, pour un montant de 24 452 585 euros (soit plus de 160 millions de francs). Peu d'incidents ont été relevés mardi matin. Europol tente de coordonner la lutte contre les faux-monnayeurs. Et l'argent des bas de laine revient dans l'économie. p. 4

www.lemonde.fr/euro



CINÉMA

Le rail de Ken Loach

Ce n'est pas un film qui se revendique de la mythologie ferroviaire, celle de *L'Arrivée du train en gare de La Ciotat* ou de *La Bête humaine*. On voit peu de trains dans *The Navigators*. Ken Loach, fidèle à son engagement politique, s'est attaché à analyser les conséquences de la privatisation, en 1996, des chemins de fer britanniques, en montrant des cheminots passés soudain de l'aristocratie ouvrière à la précarité. p. 16

www.lemonde.fr/cinema

Karim, Abdel et Youssef s'inscrivent sur les listes électorales

ABDEL, Hamid, Karim et Youssef sont sur un banc. Assis dans le hall de la mairie de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), ils attendent leur tour pour s'inscrire sur les listes électorales. Serrés les uns contre les autres, un peu renfrognés. « On est des musulmans, mais on n'a pas l'uniforme, on ne porte pas la djellaba ! », lance l'un d'eux. Ils portent un autre uniforme, celui de la banlieue : Reebok, Adidas, Nike. Un festival de marques et les portables qui sonnent dans les poches des blousons.

Djamel Nekkaz les accompagne. Il procède aux dernières vérifications. « Vous avez votre carte d'identité et votre quittance de loyer ? Le permis de conduire ne suffit pas... » L'association qu'il préside, Espoir Morillon, participe au Forum citoyen des cultures musulmanes. Depuis le 21 décembre, ce groupement d'associations a lancé dans 40 villes de France une campagne d'inscription sur les listes électorales en direction des jeunes musulmans. Elle s'est achevée le 31 décembre. Le Forum espérait inscrire 17 000 jeunes.

La queue s'allonge devant l'unique guichet ouvert à Choisy. Les garçons restent entre eux. Ils se saluent, « Salam aleikum », la main sur le

cœur. Les filles viennent seules, voilées ou pas. « Elles s'inscrivent d'elles-mêmes, elles sont plus mûres que les garçons », commente Djamel. « Eux manquent de confiance. C'est comme pour draguer les filles : c'est plus facile à faire en groupe. » Abdel accepte de se raconter. Il a vingt et un ans, il est chauffeur-livreur. Boucle d'oreille et blouson Teddy à l'américaine. Il pense qu'il votera à gauche parce qu'il est « plutôt pour le social ». Mais Chirac a la cote, surtout depuis sa visite à Bab-el-Oued.

Bientôt, ils sont une trentaine de jeunes massés dans le hall de l'hôtel de ville. L'association de Djamel Nekkaz a battu le rappel dans les cages d'escalier et les maisons de quartier. Elle a collé des affiches représentant un bon génie d'Aladin qui sort d'une mairie, un bulletin de vote à la main. « Nous ne sommes pas communautaristes, mais la référence à l'islam ne nous fait pas peur », lance Rachid Nekkaz, frère de Djamel et fondateur du Forum citoyen des cultures musulmanes, avec Hakim El Ghissassi, directeur du magazine *La Médina*. Tous les deux estiment appartenir à une « classe moyenne musulmane ». Rachid est lui-même le patron d'une start-up.

S'ils ont lancé le Forum, c'est pour aider leurs « petits frères » à s'en sortir. « Nous voulons leur donner des modèles reproductibles, des avocats, des médecins, des ingénieurs, pas seulement des Zidane et des Bouras. »

Il y a un terme que Rachid Nekkaz déteste, c'est celui de « beur » : « C'est dégradant. Ceux qui l'ont lancé n'osaient pas dire "arabes", alors ils ont choisi "beurs" pour faire gentil... » Les fondateurs du Forum n'aiment pas non plus qu'on leur parle d'intégration : « Nous sommes français et musulmans. Pourquoi nous demander de nous intégrer ? Pourquoi parler d'intégration seulement pour les enfants des familles maghrébines ? » Le Forum compte mettre au point avant le mois de mars une plate-forme de revendications politiques. « Nous sommes un mouvement indépendant de tout parti ou Etat », insiste Rachid Nekkaz. « Nous voulons poser les problèmes spécifiques des jeunes musulmans : problèmes d'habitat, d'échec scolaire, de rapport avec les forces de police. Il est temps de montrer aux pouvoirs publics que nous existons et que nous avons du poids. »

Xavier Ternisien



NEIGE

Banc d'essai pour avalanches

Le manteau neigeux instable dans les Alpes du Nord est à l'origine d'avalanches meurtrières. Pour étudier le processus des coulées blanches et tenter de les prévenir, des chercheurs ont construit à l'Alpe-d'Huez un toboggan capable de reproduire physiquement les écoulements. Des prélèvements et des mesures vont enrichir les modèles numériques pour tous les types de neige. p. 13

Le nouvel unilatéralisme américain

À TAMPA, au paradis des « snowbirds », ces oiseaux d'hiver qui fuient chaque année les frimas nord-américains pour le soleil de la Floride, se tient, depuis octobre 2001, un spectacle d'un autre type qui en dit long sur la manière dont les Etats-Unis ont mené, seuls, la guerre du 11 septembre. C'est là qu'est installé le cœur opérationnel de la guerre, au QG du Central Command - « CentCom », pour les intimes - sous la férule du général Tommy Franks, responsable des opérations militaires américaines pour une zone qui s'étend de l'Afrique à l'Asie centrale.

Face au bâtiment du « CentCom » s'étend le « camp de la coalition », d'où officient les équipes militaires de liaison de chaque pays membre de la coalition. Ces délégations étrangères ne sont jamais admises dans l'enceinte du Central Command Center ; les seuls autorisés à pénétrer dans le saint des saints sont les militaires britanniques.

On imaginera sans peine les états d'âme des militaires alliés cantonnés dans un second rôle, eux qui avaient cru comprendre, le 12 septembre, lorsque l'OTAN avait invoqué l'article 5 du traité

de l'Atlantique nord, qu'ils devaient se tenir prêts à voler au secours du grand frère d'outre-Atlantique ignoblement attaqué à peine vingt-quatre heures plus tôt. De même que l'on peut imaginer les désillusions des diplomates et autres observateurs politiques qui avaient lu dans le comportement de l'administration américaine aussitôt après les attentats du 11 septembre un retour inévitable et salutaire de Washington au multilatéralisme si ardemment désiré par ses partenaires.

Ce retour au multilatéralisme américain est l'un des mythes du 11 septembre, tout comme est en train de le devenir, par un retour de balancier, l'idée d'un unilatéralisme vengeur et exclusif de la part d'une administration Bush naturellement encline à ignorer le reste du monde et fortement encouragée dans ce travers par ses récents succès militaires sur le front afghan. Les Etats-Unis s'orientent en réalité vers une nouvelle forme d'unilatéralisme, un unilatéralisme pragmatique, utilitaire, à la carte.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 8



AFGHANISTAN

L'ordinateur d'Al-Qaida

Acheté 1 100 dollars à un commerçant de Kaboul par un journaliste du *Wall Street Journal*, un ordinateur IBM contenait les secrets de l'organisation terroriste d'Oussama Ben Laden. Les services de renseignement américains les dissèquent. A Kaboul, l'accord sur le déploiement de la force internationale (photo) a été signé, lundi 31 décembre p. 19

www.lemonde.fr/dossier-special

International.....	2	Abonnements.....	14
France-Société.....	6	Météorologie.....	15
Carnet.....	7	Jeux.....	15
Horizons.....	8	Culture.....	16
Entreprises.....	10	Guide culturel.....	17
Aujourd'hui.....	13	Radio-Télévision.....	18

UE Dans les douze pays de la zone euro, les douze coups de minuit du 1^{er} janvier 2002 ont donné le feu vert à l'utilisation des billets et des pièces en euros. Décalage horaire

oblige, les Français de la Réunion ont été les premiers à inaugurer la nouvelle monnaie. Deux heures plus tard, l'euro a commencé à circuler sur le continent européen,

d'abord en Finlande et en Grèce, puis une heure plus tard dans la majorité des pays. ● EN FRANCE, les citoyens ont voté pour l'euro avec leur carte de crédit : deux heures

après sa mise en circulation, 176 442 retraits avaient déjà été effectués dans les distributeurs automatiques, pour un montant de 12,8 millions d'euros. ● DES CÉLÉBRATIONS

ont marqué l'événement un peu partout en Europe, à commencer par Maastricht, où l'accord avait été conclu en 1992 sur l'Union monétaire européenne.

La nuit où les Européens unifièrent leur monnaie

Douze des quinze pays de l'Union ont mis en circulation les billets et pièces en euros, le 1^{er} janvier 2002 au douzième coup du passage à l'an nouveau. Les célébrations se sont mêlées aux festivités traditionnelles de la Saint-Sylvestre. Les dirigeants politiques ont salué ce moment historique

PÉTARDS, feux d'artifice, foules en goguette, nuit de bruit et de lumières ponctuée ici et là de lâchers de ballons bleus – la couleur de l'Europe – et de spectacles son et

RÉCIT

« Basculement, rutsch, change over » : l'euro a été accueilli partout dans l'enthousiasme

lumière : d'Athènes à Helsinki, de Lisbonne à Berlin, c'est dans une exubérance ludique que les Européens ont accueilli, en même temps que la nouvelle année, leur nouvelle monnaie. Nuit du « *basculement* » comme on dit en français, « *rutsch* » comme disent les Allemands ou « *change over* » pour les Italiens qui n'ont pas hésité devant un anglicisme dont ils rouscotent puisamment le « r » final : partout ce fut la fête, et nul n'ira chercher ce qui, dans ce tapage, appartenait au rituel de la Saint-Sylvestre ou à l'accomplissement de la révolution monétaire.

Les autorités espagnoles, investies ce 1^{er} janvier à 0 heure d'une responsabilité particulière puisqu'elles prenaient le relais des Belges à la présidence tournante de l'Union européenne, ont d'ailleurs parfaitement assumé l'amalgame en organisant un gigantesque spectacle baptisé « Euroforia » (l'euphorie de l'euro) là même où, chaque année, s'agglutinent des dizaines de milliers de Madrilènes dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier : à la

Puerta del Sol, cœur stratégique et affectif de la capitale. Le succès était assuré et la foule effectivement euphorique, sous un énorme euro de 5 mètres de diamètre que dessinait un jeu de lasers. Déploiement pyrotechnique, ballons bleus et projection de vidéos retraçant, sur fond de *Te Deum*, la fin de la peseta après 133 ans de bons et loyaux services, tout y était pour confirmer que l'Espagne est bien l'un des pays les plus euro-enthousiastes de la communauté.

A l'aube, il suffisait d'aller dans ce temple des (difficiles) fins de nuits madrilenas qu'est, depuis plus de cent ans, la chocolaterie San Ginés pour comprendre que l'euro est déjà monnaie courante. Calculées de poche à l'appui, un bon tiers des clients mettaient déjà un point d'honneur à s'acquitter de 4,81 euros pour prix d'une tasse du fameux chocolat, agrémenté d'un ruban de *churros* (des beignets croustillants), propres à faire passer n'importe quelle gueule de bois. Un peu plus tôt avait eu lieu le premier hold-up en nouvelle devise : 90 000 euros censés répondre à la demande locale du 1^{er} janvier râflés par deux hommes armés dans une caisse rurale près de Zamora.

MESSAGE ÉMU

Les pouvoirs publics n'ont pas fait partout le même effort festif que les Espagnols en l'honneur de la nouvelle monnaie. La France s'est contentée d'illuminer de bleu le plus vieux pont de Paris, tandis que Jacques Chirac et Laurent Fabius s'efforçaient pédagogiquement de faire prendre conscience de l'ampleur de l'événement. Si Berlin a tenu à placer la Saint-Sylvestre sous le signe de l'euro pour 600 000 personnes massées à la porte de Brandebourg, à Francfort qui se targue d'être la capitale de l'euro, la cérémonie a été plus modeste : 5 000 personnes rassemblées sous le regard de Goethe, au pied du siège de la Banque centrale européenne (BCE). A Bruxelles, autre capitale, la fête n'aura été que factice, en dépit du message ému délivré devant la presse dans l'après-midi du 31 décembre par le président de la Commission Romano Prodi : « *L'euro était un rêve il y a seulement quelques années. Nous en avons maintenant fait une réalité. Demain s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire européenne.* »

En compagnie de l'Espagnol Pedro Solbes, Commissaire européen aux affaires économiques, M. Prodi était ensuite allé inaugurer la façade du Charlemagne, un des bâtiments de la Commission, sur laquelle sont inscrits un euro géant fait de ballons bleus ainsi que le slogan « *L'euro, l'Union européenne* »

dans vos mains », écrit dans les 11 langues officielles de l'Europe. Une cérémonie expédiée en une dizaine de minutes, avec pour seuls spectateurs les journalistes et quelques fonctionnaires de service. Pas assez pour faire vivre la fête, d'autant que Romano Prodi avait décidé de passer la nuit à Vienne, à l'invitation du chancelier autrichien Wolfgang Schüssel dont le gouvernement, qui comprend le parti d'ex-

Finlande ont ouvert le feu avec une heure d'avance sur le gros des troupes : à minuit, heure locale, des centaines de ballons bleus s'élevaient dans le ciel d'Athènes, tandis que s'allumaient les 21 000 néons bleus formant un « *euro-monument* » sur la place de la Constitution ; à la même heure sous des latitudes plus septentrionales et par moins 12 degrés, des Finlandais formaient une queue de plus de 300 mètres

la ruée, plus ou moins frénétique et plus ou moins massive, sur les seuls vrais témoins de ce changement d'époque, les distributeurs automatiques de billets. Des attroupements, des gens n'hésitant pas à taper leur code confidentiel sous les yeux de dizaines de curieux, des écrans « *momentanément hors service* » mais aussi des écrans affichant en plusieurs langues un joyeux « *bienvenue* ».

HILARITÉ GÉNÉRALE

Difficile encore d'évaluer les performances de chaque pays de ce point de vue. Piazza del Popolo à Rome, cela ne marchait pas, mais Piazza di Spagna, si, et le premier heureux client fit sur le coup de minuit claquer au vent ses billets neufs en s'exclamant, dans l'hilarité générale : « *C'est la révolution !* ». Trois distributeurs sur dix seulement étaient approvisionnés à Rome à l'heure H. Les Belges ont, semble-t-il réussi beaucoup mieux avec jusqu'à 600 retraits par minute dans tout le pays, selon Banksys, la société qui gère l'ensemble des distributeurs du pays.

De malheureux Européens, dont le pays n'a pas (encore) adopté la monnaie unique, n'étaient pas de la fête. Les Suédois le regrettent de plus en plus ouvertement. Depuis son entrée dans l'Union en 1995, la Suède a systématiquement rejeté l'adoption de la monnaie unique, mais ces derniers mois les partisans à l'euro ont gagné du terrain et le premier ministre a récemment laissé entendre qu'il pourrait convoquer un référendum sur le sujet dès

l'automne 2002. A Haparanda, ville frontalière de la Finlande, les autorités locales avaient demandé au gouvernement de pouvoir dès maintenant adopter l'euro ; elles n'y ont pas été autorisées mais n'en ont pas moins décidé de saluer par un feu d'artifice la monnaie voisine. La succursale locale de Handelsbanken a même ouvert ses portes une heure durant dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, pour permettre à ses clients de se procurer des euros. Parmi les exclus volontaires, certains sont mauvais coucheurs, comme les journaux britanniques, pour la plupart eurosceptiques. Plusieurs se sont ainsi fait un plaisir de citer une étude du *British Journal of Dermatology* assurant que les pièces de 1 et 2 euros, du fait de leur forte teneur en nickel, risquent de donner de l'eczéma à ceux qui les manipuleront...

Après la fête, le casse-tête qu'on sentait déjà poindre dans les commentaires de la nuit. Tous les Européens de ce point de vue ne sont pas logés à même enseigne ; les uns, comme les Italiens, devront s'adapter à un système de décimales qui n'est pas dans leur culture, ou seront contraints comme les Français à d'impossibles conversions, tandis que d'autres comme les Allemands, n'ayant à effectuer que d'élémentaires divisions ou multiplications par deux, n'auront aucun mal à réaliser leur « révolution » en douceur.

Claire Tréan
avec nos correspondants
en Europe

M. Chirac : « Une victoire de l'Europe »

Chacun y est allé de sa petite phrase, pour un événement émotionnellement lourd, devant lequel tout le monde retient son souffle, conscient de n'être encore qu'au milieu du chemin. Tony Blair avait été le premier, lundi 31 décembre, à saluer l'arrivée de l'euro dans ses vœux, bien que la Grande-Bretagne ne l'ait pas adopté. Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, y a vu le signe que « *des temps meilleurs sont à venir* », tandis que Romano Prodi, le président de la Commission, évoquait à Vienne la grande Europe de demain : « *La prochaine étape, c'est l'élargissement, l'Europe plus grande. L'euro, c'est l'Europe plus profonde et plus solidaire.* » Le président Chirac a salué lundi soir « *une victoire de l'Europe* », qui « *affirme enfin son identité et sa puissance* » (lire page 6).

L'« enfant prodige » orphelin d'un soir de Wim Duisenberg

FRANCFORT

de notre correspondant

Mais que fait Wim Duisenberg ? En cette nuit de gloire pour l'institution qu'il préside, le patron de la Banque centrale européenne (BCE) a déserté Francfort. Dans la matinée, de passage dans la capitale de l'euro, le Néerlandais a cultivé le mystère sur ses projets pour la Saint-Sylvestre : « *Je serai en famille, quelque part en Europe (...)* auprès d'une bouteille de champagne », a-t-il ironisé. « *J'ai reçu des invitations de la part des douze Etats membres de la zone ; si j'avais dit oui à l'un, cela aurait déçu les onze autres* », s'est justifié celui dont la signature orne désormais les billets de plus de 300 millions d'Européens. Venu remettre leurs prix à vingt-quatre bambins de l'union monétaire sélectionnés lors d'un concours, M. Duisenberg, plutôt à l'aise dans son rôle de grand-père de l'euro, a salué « *l'enfant prodige* » que constitue, à ses yeux, la monnaie unique.

Au deuxième étage du siège de la BCE, dans la soirée, c'est néanmoins l'un de ses collègues, l'Espagnol Eugenio Domingo Solans, responsable des billets, qui préside les festivités « *familia-*

les » prévues pour le basculement – c'est d'ailleurs le seul des six membres du directoire présent à l'Eurotower cette nuit-là. Un dîner a été organisé pour les salariés mobilisés à cette occasion ; les conjoints ont été invités. Les enfants ont droit à un petit spectacle.

« TROIS ANS DE TRAVAIL »

Dans l'après-midi, M. Domingo Solans a piloté une conférence téléphonique avec les douze banques centrales de la zone euro, pour faire le point sur le défi logistique en cours. « *Aucun problème important à signaler, si ce n'est la distribution avant l'heure de billets dans quelques banques alsaciennes* », confie le finlandais Antti Heinen, directeur des billets, un des participants de la réunion. « *Tout se déroule comme prévu, malgré les menaces de grève en France et en Italie* », glisse Edgar Meister, un des hauts responsables de la Bundesbank, venu en catimini accompagner son épouse, salariée de la BCE.

Un guichet de change a été mis en place tout près de la cantine, où les invités se pressent, un peu avant minuit. Contre 100 marks, soit 51,13 euros, il est possible d'acheter un sachet

de billets et de pièces. L'enthousiasme est perceptible parmi le personnel de la BCE. « *Enfin, la monnaie unique est là, c'est trois ans de travail récompensés, même si cette nuit est surtout symbolique : sur le plan technique, le 1^{er} janvier 1999 ou l'arrivée de la Grèce, en 2001, étaient plus importants* », s'exclame François Laurent, un informaticien français réquisitionné pour le grand jour.

Et M. Duisenberg dans tout ça ? « *Il est peut-être dans sa résidence secondaire, dans le Lubéron* », dit l'un. « *Ou chez lui, aux Pays-Bas* », croit savoir l'autre. Une chose est sûre : le Néerlandais a profité de ses dernières apparitions publiques avant l'heure fatidique pour préciser ses projets quant à son éventuelle démission : « *Rien n'est décidé, et c'est à moi seul de trancher* », a-t-il assuré. Dimanche 30 décembre, sur une chaîne de télévision néerlandaise, M. Duisenberg a cependant clairement indiqué qu'il serait toujours en fonctions à pareille époque l'an prochain. Histoire de bien montrer qu'il ne se sent surtout pas tenu, quoi qu'on en pense en France, de quitter son poste en 2002...

Ph. Ri.

En Allemagne, un peu de nostalgie...

FRANCFORT

de notre correspondant

Plus de 600 000 personnes à Berlin, plusieurs milliers dans les autres grandes villes : en Allemagne,

REPORTAGE

« Le mark était un élément de fierté plus fort que le drapeau ou l'hymne national »

l'euro s'est invité dans la rue avec les traditionnelles fêtes du Jour de l'an. L'enthousiasme est palpable chez ceux qui ont bravé le froid, dans la nuit du 1^{er} janvier. « *L'euro est un symbole fort : mes enfants ont déjà échangé les pièces distribuées à la mi-décembre avec leurs correspondants français* », dit Andreas, rencontré dans une queue devant un distributeur automatique.

Pétards et feux d'artifice ne suffisent pourtant pas : c'est avec inquiétude que nombre d'Allemands font le grand saut vers l'euro. Dans son message de vœux, lundi 31 décembre, le chancelier Gerhard Schröder s'est fait l'écho du scepticisme

ambiant : « *Beaucoup seront un peu nostalgiques. Le deutschemark signifiait beaucoup pour nous. Nous lions le mark au souvenir d'une bonne période pour l'Allemagne* », a-t-il dit, ajoutant : « *Vous pouvez en être sûrs : des temps meilleurs sont à venir.* »

Si les sondages se sont améliorés au fil des mois, seule une petite majorité considère que la monnaie unique est un succès. Depuis son lancement, le 1^{er} janvier 1999, la chute de l'euro vis-à-vis du dollar a plus qu'entamé la crédibilité de la jeune monnaie.

« STARTER KITS »

Le deutschemark, en revanche, incarne le miracle économique de l'après-guerre. Symbole de stabilité, il a su, au fil des ans, séduire un peuple traumatisé par des périodes d'hyperinflation qui ruinèrent nombre de foyers. « *C'est le seul élément de fierté nationale pour une majorité de gens, beaucoup plus fort que le drapeau ou l'hymne* », rappelle le journaliste Wolfram Bickerich, dans sa *Biographie du D-Mark*.

Après la chute du Mur, le deutschemark est aussi devenu le pre-

mier indice tangible du rapprochement entre les deux Allemagnes : le 1^{er} juillet 1990, il détrône son frère ennemi, l'« *ost-mark* » frappé par l'Allemagne de l'Est communiste. L'union monétaire entre les deux pays avait précédé de quelques mois la réunification. Le taux de conversion offert par le chancelier Kohl, d'un contre un, avait permis aux Allemands de l'Est de valoriser leurs économies, mais précipité la faillite des conglomerats communistes. Malgré le chômage, la popularité du deutschemark est restée forte dans les Länder de l'Est, où la population est encore plus sceptique qu'à l'Ouest vis-à-vis de l'euro.

Cela n'a pas empêché les Allemands de se jeter sur les sachets d'euros, baptisés ici « *starter kits* », depuis la mi-décembre. Dans un pays où les paiements en carte bancaire ont mis du temps à se développer, ou le liquide compte encore beaucoup, les autorités craignaient une ruée sur les distributeurs dans les premiers jours. Elles ont imploré les particuliers de ne pas prendre d'assaut les banques.

Philippe Ricard

ROME

de notre correspondante

L'euro tant attendu est enfin là, et c'est une révolution dans les petites habitudes de la vie

REPORTAGE

Autre bouleversement mental, le « million » d'euros supplante le « milliard » de lires

quotidienne des Italiens. « *D'abord, il va falloir que je m'habitue aux décimales, soupire un serveur de bar : je suis nul en calcul mental, ça promet...* » Contrairement au franc français, la lire avait préféré, depuis un demi-siècle, s'arrondir joyeusement de zéros plutôt que d'utiliser la fameuse virgule. Autre bouleversement mental, le « million » d'euros supplante le « milliard » de lires. L'euro vaut en effet 1 936,27 lires.

Devant une salle de loterie fermée à double tour, on en pleurerait presque, en cette nuit de « *changeover* », comme on dit

dans la Péninsule en roulant le « r ». « *Gagner dix milliards de lires, c'était le rêve de décrocher le gros lot. Maintenant ça fait maigre, ce gros lot à "cinq millions d'euros" !* », regrette un habitué du jeu venu goûter la nostalgie de la lire révolue. « *Heureusement, on a jusqu'au 28 février pour écouler nos lires* », ajoute-t-il.

Passé cette date, les Italiens devront eux aussi se résoudre à définitivement penser, payer et économiser en euros. « *Le million, ça fait plus sérieux. Le milliard, c'était vulgaire ; tous nos voisins se gaussaient de nous : ils imaginaient qu'on allait faire le marché avec une brouette de billets* », se réjouit une architecte sortie sur le pas de son studio, via Margutta, au cœur de l'élégance romaine.

Il va falloir aussi s'habituer à stocker les pièces dans ses poches. Les centimes d'euro sont lourds, mais valent leur pesant de métal, contrairement aux piécettes de 50 ou 100 lires, les dernières pièces en circulation après la disparition de fait des 20 ou

des 5 lires qui avaient perdu toute valeur. « *J'ai payé ma note chez l'épicier, cet après-midi, avec un sac entier de pièces, et il a compté gentiment, alors que les autres commençaient à s'énerver à la caisse* », raconte une retraitée venue admirer les feux d'artifice.

Le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, n'a pas ménagé ses efforts pour éviter les mauvaises surprises. Dix-huit millions de foyers devaient recevoir, ces jours-ci, en cadeau, un convertisseur accompagné d'une missive explicative signée de sa main.

Pour les plus nostalgiques, un monument à la mémoire de ce symbole de l'unité nationale est en construction alors que, la semaine passée, une petite ville du Nord a choisi de baptiser une « *place de la Lire* ». Mais il y a aussi des supporters enthousiastes de la nouvelle monnaie, notamment les onze familles recensées en Italie qui répondent au nom de « Euro » et le septuagénnaire débonnaire affichant le prénom de « Euro ».

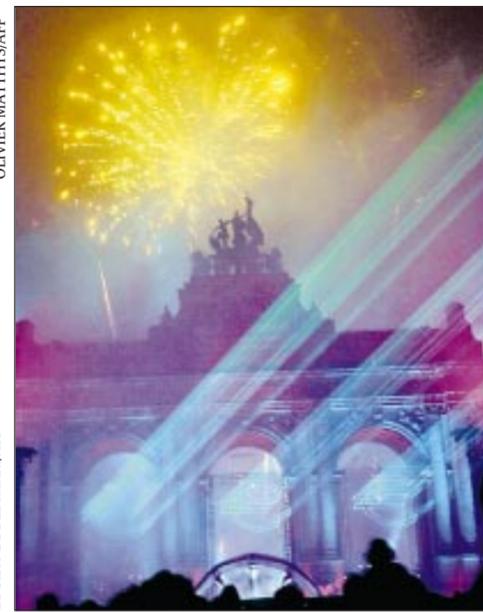
Danielle Rouard



■ **PARIS.** Quelques heures avant minuit, le Pont-Neuf s'est paré d'une lumière bleue rappelant le drapeau de l'Union européenne, tandis que le symbole de l'euro était projeté sur ses piles pour célébrer l'arrivée de la monnaie commune dans douze des quinze pays de l'UE.



■ **ATHÈNES.** La Grèce a fêté la monnaie unique avec un spectacle de son et lumière organisé, place de la Constitution, autour d'un Monument de l'euro.



■ **BRUXELLES.** Dans la capitale belge aussi, feux d'artifice et jeux de lumières ont accompagné, sur l'esplanade du parc du Cinquantenaire, l'arrivée de l'euro.

De l'avenue des Champs-Élysées au Canal du Midi, les Français accueillent l'euro avec sérénité

● **Paris, ministère des finances, 21 heures.** Les autorités monétaires achèvent leur campagne d'information sur l'euro. Après des mois de visites auprès de commer-

REPORTAGE

« Ce que j'espère, avec cette nouvelle monnaie, c'est qu'elle nous porte bonheur »

çants, d'administrations locales ou de collègues, le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, s'adresse depuis Bercy aux autorités de l'île de La Réunion. C'est en effet le premier territoire européen à passer à l'euro, trois heures avant Paris. Devant la caméra qui retransmet la scène, à Paris, René-Paul Victoria, le maire de Saint-Denis, achète des litichis à une commerçante, qu'il négocie à 0,75 euro au lieu des 0,76 euro qu'affichait le convertisseur. Sous une pluie tropicale, mais visiblement de bonne humeur, les hauts fonctionnaires de La Réunion déclarent l'île prête à passer à l'euro et se disent fiers qu'elle soit la première à le faire.

Deux heures auparavant, installé sur la passerelle des Arts, Laurent Fabius inaugure l'illumination du Pont neuf : les piles sont soudainement devenues bleues tandis que le sigle doré de l'euro apparaissait. « Les ponts, sur les billets euros, montrent le lien que doit être notre nouvelle monnaie et le pont compte douze piles, comme le nombre de pays qui passent à l'euro », a souligné le ministre. « On dit solide comme le Pont neuf, a ajouté M. Fabius. J'espère que cela sera vrai pour l'euro ! »

● **Gare de l'Est, 22 heures.** « Au restaurant, nous avons payé en euros. Le garçon a été surpris : nous étions les premiers. » Paul et Donald, deux étudiants américains en voyage en Europe, inaugurent la nouvelle monnaie du vieux continent. Il est tout juste 22 heures lorsqu'ils s'acquittent de leur note dans une brasserie proche de la gare de l'Est. Un quart d'heure plus tard, ils montent dans le train en direction de Munich. Le préposé aux couchettes du wagon-lit a fixé des règles très strictes : « Jusqu'à minuit, ils peuvent payer en allemand (traduire : en deutschmark), après ce ne sera plus possible. » Il n'est toutefois pas très précis sur le type de monnaie qu'il acceptera.

Agnès, trente-deux ans, ne se fait aucun souci. Cette Française qui vit en Allemagne avait déjà acheté des euros avant de partir en vacances. « Pour nous, ce sera tellement plus pratique. Nous venons de dépenser tous nos francs, jusqu'au dernier sou », dit-elle en riant. Mathieu, son fils de neuf mois, dort comme un bienheureux. « Lui, il ne connaît que l'euro. » Un autre enthousiaste monte dans le train. Pierre, quarante ans, enseignant, utilise son temps libre pour voyager. Il a 100 euros dans son portefeuille, « de quoi tenir un ou deux jours », et quelques coupures d'autres devises : des pesetas et des lires, reliquats d'anciens périodes. « Dès demain, je vais les changer en euros à la Bundesbank. » A côté, des jeunes français semblent bien insouciant. « Des euros ? Pour quoi faire ! Nous verrons bien

sur place. »

● **23 h 30, rue du Louvre.** A la poste centrale de Paris, la foule habituelle du 31 décembre vient profiter du dernier jour de l'année pour utiliser des services qui ne seront pas disponibles dans les autres bureaux de poste avant le 2 janvier au matin. Un orchestre populaire fait patienter les clients. A minuit précise, certains s'exclament : « Bonne année, vive l'euro ! », slogan repris en chœur dans toute la rue. Martin Vial, le directeur de La Poste, vient à son tour clamer sa confiance dans l'euro. Et le premier, il retire quelques billets de 10 euros du distributeur. Les consommateurs présents font de même, après avoir, pour la plupart, procédé à l'achat d'un « collector » : pour un billet de 200 francs, ils se voient remettre un élégant carton sous enveloppe numérotée de 1 à 1 000, contenant un billet de 100 francs, un de 5 euros et un de 10 euros. On leur rend également deux pièces, l'une de 20 centimes d'euro, l'autre de 5 centimes. Le carton daté du 1^{er} janvier 2002 indique : « Comme vous, cette nuit-là, La Poste avait rendez-vous avec l'euro. »

● **Avenue des Champs-Élysées, minuit.** Ni files d'attente interminables ni bousculades pour savoir à qui reviendra le privilège de toucher en premier les nouveaux billets : l'euro est sagement accueilli devant les distributeurs automatiques des Champs-Élysées. La marée humaine qui a envahi l'avenue, comme toutes les Saint-Sylvestre, semble avoir plus la tête à la fête qu'à l'euro. Pourtant, dès 23 heures, le sas de l'agence de la BNP Paribas affiche complet. Ses occupants n'ont aucune intention de déborder leur compte une fois sonnés les douze coups de minuit : le sas est en fait un refuge idéal contre le vent glacial qui souffle sur les Champs-Élysées... « Je ne vois d'ailleurs pas trop l'intérêt de se précipiter sur ces billets, glisse Cécile Chambertin, une étudiante orléanaise de vingt et un ans. D'ici deux mois, on n'en fera même plus de cas... »

Sitôt l'heure fatidique de minuit dépassée, Guy Perier, un musicien parisien de quarante-trois ans, s'empresse d'insérer sa carte dans le distributeur. A 0 h 18, après cinq essais infructueux, il sort de l'at-toutement avec deux coupures de 20 euros en main et le sourire aux

lèvres. « Les billets sont finalement assez jolis, loin de l'image de Monopoli qu'on nous avait présentée, estime-t-il. Désormais, il ne me reste plus qu'à les dépenser, mais je crois que ça attendra demain matin, probablement pour mon café-crème. »

Hakim Anghar, lui, ne sait toujours pas ce qu'il va s'acheter avec ses trois billets de 20 euros flamboyants. Avec son fils Yanis, quatre ans, cet infirmier de quarante ans, Parisien lui aussi, n'a pas pu résister à la tentation de palper au plus vite la nouvelle monnaie. « Une chose est sûre : avant de les dépenser, je les montrerai à ma femme, Faïza », projette-t-il. Avant d'enchaîner, dans un sourire : « Ce que j'espère de cette nouvelle monnaie, c'est qu'elle nous porte bonheur. »

● **Toulouse, minuit.** Bernard a bien calculé son coup. A minuit tapant, il s'installe à proximité d'une batterie de distributeurs automatiques de billets, son chien enroulé à ses pieds, le bonnet bien enfoncé sur la tête, le sac à portée de la main. Mauvaise surprise : à minuit, aucun distributeur ne « parle » encore euro, pas plus ici, au centre de la ville, que dans le reste de l'agglomération. Les quelques curieux qui veulent tâter des nouveaux billets repartent en pestant. Mais, à 0 h 30, un homme s'approche de Bernard et lui glisse un billet de 20 euros dans les doigts. Contrairement à des centaines de Toulousains, il a réussi à s'approvisionner et veut fêter cette chance par un premier geste généreux. Bernard, lui, n'en revient pas de toucher ce rectangle bleu. Il recalcule. Oui, 20 euros, ça fait bien un peu plus de 130 francs ! Jamais il n'a recueilli autant en une seule fois.

Bernard est sans doute un des rares Toulousains pour qui l'euro représente quelque chose au cours de cette nuit glaciale du 1^{er} janvier. Pratiquement aucune pièce ou billet ne circule dans les pharmacies de garde, les taxis, les bars ou les boîtes de nuit. Aucune queue ne se forme devant les distributeurs qui, au bout de quelques heures, finissent par basculer dans la nouvelle monnaie. Les rares prostituées qui bravent le froid le long du canal du midi ont prévu d'augmenter leurs tarifs au cas où leur client désirerait payer en euro. Les épiceries de nuit, ouvertes quasiment dans chaque quartier, conti-

nent leur commerce en francs. Seule celle de la rue de la Colombe à vu un client acheter une bouteille de champagne avec un billet de 20 euros. On lui a rendu la monnaie en francs, après force calculs, car, ici, on n'a pas encore pensé à s'approvisionner en monnaie européenne.

● **Strasbourg.** Les distributeurs de billets sont très sollicités après minuit dans le centre ville de Strasbourg (Bas-Rhin). Mais dans la capitale alsacienne, cette heure symbolique a été largement devancée. De nombreux distributeurs sont en effet passés à l'euro dès l'après-midi. Comme beaucoup de ses concitoyens, la maire de Strasbourg, Fabienne Keller (UDF), s'est ainsi procuré des billets de la nouvelle monnaie avant qu'ils aient un cours légal. « Je les ai récupérés dès cet après-midi : c'est déjà l'année prochaine », s'est enthousiasmée M^{me} Keller.

● **Aéroport de Roissy, 0 h 30.** Les voyageurs qui arrivent de Bamako à 0 h 30, mardi 1^{er} janvier, ne paraissent pas excessivement émus d'apprendre qu'ils sont les premiers à débarquer en Euroland. « Pas de problème », répondent-ils. Depuis plusieurs mois, la télévision malienne a diffusé des spots expliquant les conséquences de l'arrivée de l'euro sur le franc CFA. Moussa, technicien de surface à Paris, est venu chercher son cousin. « Je vais lui dire de faire attention, car, moi, je me suis déjà fait arnaquer deux fois : la première dans un magasin et la seconde par la banque. » Un autre voyageur se mêle à la conversation. Pour lui, « les Français sont fous de laisser tomber leur monnaie ! » et cela n'augure rien de bon pour le CFA. « Je ne suis pas nationaliste, conclut une expatriée, mais je suis un peu triste d'arriver ainsi dans mon pays et de me dire que le franc, c'est fini. »

● **Paris, gare de Lyon, 8 h 45 :** dans un café en face de la gare, le garçon souffle un instant au comptoir, après avoir fait face à l'afflux des premiers clients. « Ils étaient tous là avec leurs gros billets ! Je n'ai pas pu rendre la monnaie en euro. Je n'avais pas le temps. Là maintenant, ça se calme, je vais pouvoir commencer à compter en euros. »

Jean-Paul Besset, Jacques Fortier, José-Alain Fralon, Guillaume Frouin, Antoine Jacob et Françoise Lazare

Les premiers calculs en euros et en francs d'Yvette, boulangère à Aigues-Vives, dans le Gard

AIGUES-VIVES (Gard) de notre correspondant

A 6 h 30, ce mardi 1^{er} janvier, Yvette se sent prête à relever tous les défis. Y compris celui de l'euro. Derrière le comptoir de sa petite boulangerie d'Aigues-Vives, dans le Gard, elle affiche un pull vert, des boucles d'oreilles assorties et une sérénité à toute épreuve. Les croissants rebondis et les fougasses, spécialité de son mari Jacky, sont là. Elle a passé une partie de sa soirée de réveil à convertir les prix de ses produits, elle dispose de deux caisses et d'un convertisseur : que pourrait-il lui arriver ? Elle a tout de même, par précaution, inscrit au-dessus des pains spéciaux : « Yvette et Jacky vous présentent leurs meilleurs vœux pour l'année 2002 et vous demandent beaucoup de patience pour l'arrivée de l'euro. Merci de votre confiance. »

« Il faut dédramatiser cette affaire, affir-

me-t-elle. Cela fait dix jours que je répète à mes clients que l'euro, ce n'est pas un problème. S'il y a du monde, je ferai des notes et les clients paieront plus tard à tête reposée. » A l'étagé, Jacky a lancé ce matin 450 baguettes. Entre les bûches de Noël et les galettes des rois qui arrivent, il avoue ne pas vraiment s'être intéressé à la question. « La Chambre des Métiers a bien organisé des stages mais on a seulement le lundi comme jour de repos, alors vous savez. Pour moi, il aurait été plus simple de rendre des francs à ceux qui nous donnent des francs et des euros à ceux qui nous paient en euros. Ma femme a pris les choses en mains. Elle a été chercher à la banque le kit de 14 000 francs en euros qui nous servira de fonds de caisse. Cela devrait bien se passer. »

Les premières personnes à pousser la porte de la boutique sont un couple de jeunes à qui Yvette fait la bise. « Cinq croissants, cinq

pains au chocolat, cela fait 36 francs. Sur cinquante, je vous rends quatorze. Zut ! Il aurait fallu que je vous rende la monnaie en euros. » Et Yvette de se lancer à haute voix dans le calcul qu'elle aurait dû faire : « 2,65 plus 2,85, 50 francs, cela fait combien déjà en euros ? Ah oui, c'est un peu compliqué, mais on va y arriver. Ce sera pour les prochains. »

Les clients suivants ne lui laissent pas vraiment le loisir d'exercer ses talents. Il s'agit de personnes âgées qui, visiblement, ne souhaitent prendre aucun risque. Et sortent très vite de leur porte-monnaie la somme au centime près nécessaire au paiement de leurs baguettes. « Qu'est-ce qu'on était bien avec le franc ! », lance un gamin de 18 ans vêtu d'un simple short. Yvette, qui ne souhaitait pas voler ses clients, est à deux doigts de perdre 30 francs en se trompant de colonne sur sa table de conversion.

Après avoir noirci une nouvelle feuille de calcul, elle se trompe encore en rendant 4 centimes au lieu de 40. Heureusement, elle rectifie à temps, mais à du mal à encaisser le choc, d'autant que les choses se compliquent encore avec la cliente suivante. Le total en euros étant plus élevé que le billet de 50 francs qui lui est tendu, il lui faut recommencer les calculs dont à la fin, elle n'est plus très sûre. A 8 heures, c'en est fini de ses bonnes intentions. « Après deux clients, je crois qu'il serait plus raisonnable que les gens me paient en francs et que je rende en franc sinon je vais voler des gens ou je vais me voler moi-même. » 8 h 10 : « Bonjour. Bonne année à vous. Meilleurs vœux. Aujourd'hui, comme les deux autres boulangeries sont fermées, on ne prendra que des francs. Qu'est-ce que je vous sers ? »

Richard Benguigui

doute être un peu pédagogique. Nous allons être aussi un peu banquiers en faisant sortir des francs de la circulation. » Il ouvre les bras sur les piles de magazines déployées devant son échoppe : « Ils s'y sont déjà mis presque tous, à l'euro : les prix ont été arrondis. »

Certains magazines ont en effet profité de l'euro pour baisser légèrement leur prix : c'est le cas du *Nouvel Observateur* et du *Point*, qui passent de 3,05 à 3 euros, de *Paris Match*, qui passe de 2,21 à 2,20 euros, ou du *Canard enchaîné*, qui a arrondi le nouveau tarif (1,22 euro) à 1,20 euro. *L'Express*, en revanche, augmente son prix de 2,74 à 2,80 euros.

La plupart des quotidiens nationaux ont arrondi leurs prix légèrement à la hausse : *Aujourd'hui en France* (0,64 à 0,65 euro), *Les*

Les quelques secondes habituellement nécessaires à l'achat d'un quotidien risquent d'être largement dépassées pendant quelques jours

Echos (1,14 à 1,20 euro), *France Soir* (0,91 à 0,99 euro), *The International Herald Tribune* (1,68 à 1,85 euro), *L'Humanité* (1,14 à 1,20 euro), *Libération* (1,14 à 1,20 euro) et *La Tribune* (1,14 à 1,20 euro). *Le Figaro*, lui, baisse son prix de vente au 1^{er} janvier de 1,07 à 1 euro, le même prix que *La Croix*. L'édition du week-end verra en revanche son prix passer de 3,81 à 4 euros. Dans les régions, du franc à l'euro, les prix restent stables, comme pour *Ouest France* (0,70 euro), *Le Progrès de Lyon* (0,80 euro), *Sud-Ouest* (0,75 euro), *La Voix du Nord* (0,75 euro), *La Nouvelle République du Centre-Ouest* (0,78 euro), *La Montagne* (0,76 euro), *La Dépêche du Midi* (0,76 euro) et *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* (0,75 euro).

Antoine Jacob et Bénédicte Mathieu

95 % des distributeurs français délivrent des billets en euros

A 7 heures du matin, 341 448 retraits avaient été effectués pour un montant total de 24,5 millions d'euros.

Le basculement des automates bancaires a eu lieu selon le plan de charge prévu, parfois avec un peu d'avance

A sept heures du matin, mardi 1^{er} janvier, 341 448 retraits avaient déjà été effectués par des Français avides de découvrir le visage de leur nouvelle monnaie. 24,5 millions d'euros (soit 160 millions de francs) ont été

retraités. Ils viennent s'ajouter aux fonds de caisse déjà en place dans les magasins. Le passage à l'euro des 36 500 distributeurs automatiques de billets s'est déroulé conformément au plan de charge mis au point par la profes-

sion bancaire. La Banque de France estimait que 95 % des distributeurs auraient basculé au cours de la première journée de l'année. Certaines banques qui ont anticipé de quelques heures le basculement s'exposent « à

des pénalités », selon la Banque de France. La grève nationale décidée par les syndicats pour la journée du 2 janvier risque en revanche de perturber la distribution des billets aux guichets.

LES DISTRIBUTEURS automatiques de billets (DAB) ont été en première ligne de la conquête de l'euro. A la veille d'un mouvement de grève dans les banques, les Français se sont précipités, mardi 1^{er} janvier, vers les distributeurs pour palper leurs premiers billets. Ces automates ont distribué les coupures d'euros sans problèmes, ont constaté les établissements financiers. A sept heures du matin, 341 448 retraits avaient déjà été effectués dans les DAB pour un montant de 24 452 585 euros (soit plus de 160 millions de francs), soit un retrait moyen de 71 euros (465,73 francs). En temps normal, le retrait moyen est de 60 euros, et de 72 euros une veille de fête. « Ces retraits comparés à la même période d'une année normale démontrent la curiosité des porteurs de cartes vis-à-vis de leur nouvelle monnaie », a précisé le groupement des cartes bancaires dans un communiqué. La profession bancaire française se montrait donc plutôt satisfaite des premiers pas de l'euro, mardi matin. Dans les autres pays européens, tout semblait également se dérouler conformément aux prévisions. En Belgique, « tous les systèmes ont bien fonctionné », selon Banksys, la

société qui gère l'ensemble des distributeurs du pays : la quasi-totalité des 1 250 distributeurs de billets ont commencé à délivrer des euros à minuit.

En France, « cela s'est passé rigoureusement comme prévu, sans aucun incident de parcours », s'est félicité mardi Pierre Simon, coordinateur euro de la profession bancaire et directeur général de l'Association française des établissements d'investissement (Afecei). « La migration des 36 500 DAB français qui a débuté à minuit se déroule conformément au plan de montée en charge », a indiqué le groupement des cartes bancaires. Selon la Banque de France, l'objectif est d'arriver en fin de journée à près de 95 % des distributeurs accessibles au public en euros. En début de matinée mardi, l'institut d'émission estimait que le plan de marche suivait les objectifs. Des propos renforcés par les premiers chiffres transmis par les principaux réseaux bancaires français.

La Société générale précisait que 40 % de ses DAB, soit moins de 2 800 distributeurs, distribuaient des euros mardi une heure après le passage à l'euro. Selon la banque,

« tout est en phase. Le basculement s'est effectué comme prévu sans aucune difficulté ». La Générale prévoyait un taux de conversion de ses DAB de 70 % mardi à midi et de 85 % mardi soir. Même constat du côté de BNP Paribas qui, dans la nuit, revendiquait 95 % de ses 2 600 DAB en mesure de délivrer des euros et affirmait que tous les autres étaient prêts mardi au petit matin. Au Crédit lyonnais,

Seul « couac »

reconnu : des machines ont distribué des billets avant minuit

dès minuit trente, 93 % des DAB étaient passés à l'euro, se félicitait un porte-parole de la banque. « Aucun incident n'a été constaté », poursuit le Lyonnais, dont les quatre centres informatiques ont basculé à la monnaie unique. Aux Caisse d'Épargne, « 89 % du parc était accessible et fonctionnait dès 8 heures du matin, soit 3 700 distribu-

teurs », explique Daniel Lassalle, responsable de la monnaie unique du groupe. Aux Banques populaires, « aucun problème n'a été constaté », 70 % des DAB distribuaient des euros mardi à 8 heures, constate un porte-parole de la banque.

Lundi soir, le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, s'était réjoui à l'avance du basculement des distributeurs, qui se présentait selon lui de façon « plus favorable que prévu ». Bercy prévoyait en effet que 70 % des DAB délivrent des euros dès minuit, 80 % à 8 heures mardi et plus de 95 % en fin de journée. La profession bancaire s'attend « à une journée de retrait assez importante mardi 1^{er} janvier », qui est traditionnellement la journée la moins active de l'année. Déjà, lundi 31 décembre, chez BNP Paribas, l'affluence était « trois fois supérieure à celle d'une veille de fête classique ».

Seul « couac » officiellement reconnu : dès le 31 décembre au soir, des distributeurs avaient commencé à délivrer des euros, généralement pour prendre de l'avance sur les statistiques. Ce fut le cas dans certaines machines, notamment aux Caisse d'épargne et au Crédit mutuel. « Quelques milliers

de retraits ont eu lieu avant minuit, certaines banques ayant volontairement anticipé la distribution d'euros, d'autres en raison d'erreurs », constate M. Simon. Quelques minutes avant minuit, un distributeur du Crédit lyonnais, à mi-hauteur des Champs-Élysées, qui était en « sommeil » dans les dernières heures de 2001, délivrait des euros. Selon la Banque de France, ces opérations ne sont « pas conformes aux accords de place et, au terme des conventions, les contrevenants s'exposent à des pénalités ».

Les banques veulent surtout éviter un assèchement des distributeurs et des files d'attente interminables. Elles recommandent de « ne pas se précipiter, au cours de la journée du 1^{er} janvier, pour retirer des billets dans les distributeurs ».

Par ailleurs, les chiffres de paiements par cartes bancaires n'étaient pas encore disponibles mardi en début de matinée. Là encore, les établissements redoutent que l'affluence n'engorge les systèmes de transactions par carte, comme ce fut le cas samedi 22 décembre chez les commerçants.

Cécile Prudhomme et Pascale Santi

Europol tente de coordonner la lutte contre les faux-monnayeurs

BRUXELLES

de notre bureau européen

A l'approche du Nouvel An, un calme plat régnait dans les locaux d'Europol, l'office de police criminelle européen, à La Haye. Ces derniers jours, une bonne partie du personnel, ne cédant pas au stress de l'euro, a déserté les bureaux, tandis que l'autre, ne dérogeant pas au sacro-saint respect des horaires à la néerlandaise, pliait bagage à 17 heures précises. Calme réel, ou trompeur ? Selon Patrick Zanders, le Belge qui préside le conseil de direction d'Europol, tout a été fait pour que cet organe censé accroître la sécurité sur le territoire des Quinze joue correctement son rôle (informer et coordonner) dès le 1^{er} janvier et le grand bond vers une monnaie unique qui pourrait, aussi, faire le bonheur des fraudeurs.

La prévision de M. Zanders, qui a également coordonné les travaux de la présidence européenne de la Belgique dans le domaine de la sécurité, contraste avec l'agitation qui régnait, il y a quelques mois, dans les bureaux de La Haye et avec les prévisions dramatiques de plusieurs spécialistes de la lutte anticriminelle. Europol n'a jamais fait l'unanimité au sein des différents Etats membres, et divers services policiers refusent souvent de transmettre des informations à ses

deux cent cinquante fonctionnaires. Au printemps dernier, l'office européen était en outre éclaboussé par les conclusions d'une enquête interne. Certains fonctionnaires, a-t-elle révélé, auraient signé des contrats douteux avec des sociétés off-shore en vue de l'élaboration du système informatique censé aider les policiers des Quinze à dépister les futurs faux euros. Un comble pour un organisme chargé de traquer les réseaux criminels et responsable devant les ministres de la justice et de l'intérieur !

AUCUNE FILIÈRE MISE AU JOUR

M. Zanders avait, à l'époque, annoncé une ferme reprise en main et des mesures disciplinaires contre « deux ou trois pommes pourries ». Aujourd'hui, il préfère insister sur le fait que l'informatique d'Europol pourra remplir ses missions : analyser les risques de falsification et les techniques utilisées, procéder à l'étude criminelle des cas. Toutes les rumeurs de fraude seront ainsi répertoriées et une liste de mesures de prévention a été établie. Des accords de coopération ont été conclus avec Interpol et la Banque centrale européenne (BCE).

A l'heure actuelle, les disques durs des ordinateurs sont loin d'être pleins. A la mi-décembre, les policiers européens

n'avaient recensé que quatorze attaques contre des transports de fonds, dont deux visaient spécifiquement à obtenir des billets en euros, et pourraient donc servir de modèles pour une falsification. Aucune vraie filière n'a été mise au jour. Seuls quelques cas limités de copie ont été recensés, dont les premières, en Italie du Sud et au Portugal, datent de 1999. Elles étaient généralement l'œuvre, un peu bâclée, d'agréffins tentant de tromper des personnes âgées.

Les responsables policiers tentent également de se rassurer en évoquant le niveau élevé de protection dont bénéficient les nouveaux billets, et notamment les sept verrous (papier teinté, hologrammes, fil métallique, etc.), qui utilisent les techniques les plus modernes.

Il reste que l'arrivée d'une nouvelle monnaie, à l'échelle d'un continent, devrait inmanquablement attirer les convoitises. Les policiers redoutent surtout que de faux billets circulent dans les premières semaines de l'introduction, alors que la plupart des gens ne seront pas habitués à manipuler les nouvelles coupures. Selon un spécialiste chargé d'une mission d'observation des réseaux étrangers, il semble évident que des réseaux de contrefaçon sont déjà à l'œuvre en Europe de l'Est, en Amérique latine et en

Asie. Ils pourraient notamment tenter d'écouler les faux billets dans des pays qui ne font pas partie de la zone euro.

Les Douze devraient être fragilisés pendant les deux premières semaines qui suivront le basculement. Les banques risquent d'être débordées par l'ampleur des conversions de monnaies nationales en euros et leurs mécanismes de contrôle ne tourneront pas à plein. Vincent Harley, directeur du National Criminal Intelligence Service, se montrait ainsi pessimiste, au mois de juin dernier. Selon ce Britannique, « le basculement représente une chance unique pour la criminalité organisée ». Une juriste du consultant Deloitte & Touche affirme également que les groupes criminels, d'Europe de l'Est notamment, profiteront de l'occasion « pour étendre leur activité à l'échelle paneuropéenne » avec « une monnaie plus facilement utilisable que le dollar ».

Il faudra probablement attendre quelques semaines pour savoir quelle était exactement l'ampleur du risque pris par les douze pays qui auront introduit l'euro – sans avoir institué de réelle coordination des systèmes judiciaires – et comment Europol aura pu le limiter...

Jean-Pierre Stroobants

Le mouvement de grève dans les banques est maintenu pour le 2 janvier

LES APPELS réitérés à la « responsabilité » lancés par le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, et celui de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, le 1^{er} janvier au matin sur France 2, n'ont en rien modifié leur détermination. L'intersyndicale (CFDT, CGT, CFTC, FO et SNB-CGC) des banques privées, des Caisse d'épargne et de La Poste a maintenu le mouvement d'arrêt de travail pour le mercredi 2 janvier, éventuellement reconductible si « le seuil des 30 % de grévistes est atteint », a confirmé Gérard Labrune (SNB-CGC).

Depuis la menace formulée fin novembre, les dirigeants des fédérations considèrent qu'aucune « avancée significative » n'est intervenue sur leurs revendications. A l'occasion du passage à l'euro, elles concernent les salaires mais surtout les conditions de travail, qui « se sont considérablement dégradées », assure Pierre Gendre (FO).

La situation pourrait être toutefois contrastée selon les établissements. Les syndicats s'attendent à une forte mobilisation dans certaines villes, comme Marseille, Toulouse et Lyon, où le « malaise » serait vivement ressenti. Après ceux signés au Crédit agricole et au CIC, l'accord conclu à la BNP, samedi 29 décembre, avec deux organisations (CFDT et SNB-CGC), qui pré-

voit une prime exceptionnelle, pourrait toutefois entamer la mobilisation. Des négociations ont également été engagées durant le week-end au Crédit lyonnais et à la Société générale, mais les propositions ont été jugées « insuffisantes ».

« PRESSIONS » DES DIRECTIONS

« Les directions multiplient les pressions pour obtenir l'ouverture des agences dans n'importe quelles conditions, avec des jeunes ou des cadres du siège », affirme M. Labrune, qui s'inquiète du niveau de la sécurité le 2 janvier. De fait, aucune direction ne s'est avancée à indiquer à partir de quel seuil de personnel elle envisage de maintenir l'accès des établissements.

Dans les Caisse d'épargne, les syndicats n'excluent pas de solliciter l'intervention des comités d'hygiène et de sécurité, habilités à invoquer le « droit d'arrêt » « si les conditions ne sont pas respectées », indique Christian Vaccaro, délégué FO. Dans cet établissement, où l'appel à l'arrêt de travail est illimité, la contestation porte sur la dénonciation des accords salariaux et des systèmes de rémunération. « Aucune discussion n'a été engagée après cent jours de préavis », note Christian Vaccaro, qui prévoit une grève reconductible.

Michel Delberghe

L'argent des bas de laine revient dans l'économie

L'ARRIVÉE de l'euro dans les porte-monnaie devrait accélérer le retour dans l'économie des billets des anciennes devises nationales discrètement économisés, loin du regard des autorités fiscales. Les sommes entassées dans les bas de laine, auxquelles s'ajoutent les marks qui circulent en Europe centrale et de l'Est, sont loin d'être anecdotiques. Sharda Dean, économiste de la banque américaine Merrill Lynch, les estime au total « aux environs de 100 milliards d'euros ». « Si la moitié de ces 100 milliards d'euros de liquidités est dépensée et l'autre moitié échangée, cela devrait, selon nous, stimuler la consommation privée de 1,5 %, soit une augmentation de 0,8 % du taux de croissance moyen du produit intérieur brut », indique M^{me} Dean dans un article publié jeudi 27 décembre sur le site Internet bfinance.com. Cette progression serait suffisante pour compenser les effets négatifs sur la croissance des coûts supplémentaires entraînés par l'arrivée de la monnaie unique pour les banques et les détaillants. »

Dans toute l'Europe, les effets de la déthésaurisation ont déjà commencé à se faire sentir l'an dernier. Ils se traduisent en dépenses « dans des objets d'art, les bijoux, l'immobilier, ou bien dans des produits de luxe, des sacs à main aux voitures de sport. Certains agents immobiliers et spécialistes du bâti-

ment des ventes », explique Sharda Dean. Dans certains pays, comme l'Espagne, l'argent des bas de laine se déverse de façon tout à fait spectaculaire dans l'économie. Le responsable d'une boutique de high-tech madrilène, cité par l'agence Reuters, indiquait ainsi avoir vu un client entrer sans savoir ce qu'il voulait acheter mais en précisant qu'il avait 2 millions de pesetas (12 020 euros) en liquide à écouler. Autre signe, les immatriculations de voitures ont bondi de 5,5 % en octobre, les voitures de luxe tirant les ventes.

DES DESSOUS-DE-TABLE

En France, les dépenses dans les travaux et l'amélioration de l'habitat vont bon train, relève l'économiste de Merrill Lynch. En privé, certains agents immobiliers de la région parisienne avouent que les dessous-de-table ont augmenté de 10 % à 20 %. Depuis le début du mois de décembre, la déthésaurisation s'est accélérée. Les banquiers ne manquent pas d'anecdotes. Du client de Marmande (Lot-et-Garonne) déguisé en Père Noël, qui a apporté à sa banque 9 752 francs (1 486 euros) en pièces dans une brouette, au concessionnaire automobile du Médoc confronté à la demande d'un client voulant acheter en liquide une Peugeot 607... Au total, en 2001, 100 milliards de francs (sur-tout des coupures de 500 francs et 200 francs) sur 300 milliards de

francs de billets en circulation ont été déthésaurisés, revenant dans le circuit bancaire, indique la Fédération bancaire française.

Les billets discrètement amassés vont d'autant plus facilement ressortir avec l'arrivée de l'euro qu'elle est une occasion pour beaucoup de pays de pratiquer une petite amnistie fiscale. En France, les banques changeront les francs sans poser de question jusqu'à 8 000 euros. En Espagne, le plafond a été fixé à 15 000 euros. Les autorités italiennes comptent aussi voir rentrer une partie des lires détenues à l'étranger par les épargnants. Les banquiers suisses, eux, espèrent continuer à en récupérer une partie. En 2001, la demande de billets de 1 000 francs suisses, la plus grosse coupure du monde (666 euros), a augmenté de 11 %.

Au-delà des anecdotes, cet argent inquiète les services de police et de douane. Les billets qui ont été cachés dans les bas de laine pour échapper au fisc ne peuvent, seuls, expliquer la flambée des prix dans certaines régions d'Espagne : au cours des trois dernières années, les prix de l'immobilier s'y sont envolés de 40 %. L'Office européen de police, Interpol, craint que l'envolée des prix dans les stations balnéaires espagnoles n'ait davantage à voir avec le blanchiment de fonds d'origine criminelle.

Sophie Fay

DÉPÊCHES

■ **PARLEMENT EUROPÉEN** : à l'occasion d'une de ses toutes dernières missions en qualité de présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, a symboliquement retiré les premiers euros mis à la disposition du public à Nice dans un distributeur du centre-ville, avant d'aller acheter une bouteille de champagne et du raisin.

■ **BELGIQUE** : les retraits d'argent dans les distributeurs ont atteint un « record absolu » après la mise en circulation de l'euro mardi à 0 h 00, avec 600 retraits par minute, indique Banksys, la société qui gère l'ensemble des distributeurs du pays. Les Belges ont également pu utiliser leur porte-monnaie électronique, la carte « proton », pour éviter d'attendre devant des distributeurs. Elle permet de disposer pour ses menus achats d'une réserve de 125 euros.

– (Corresp.) ■ **ALLEMAGNE** : depuis des mois, la Bundesbank, la banque centrale, appelle la population à se débarrasser de ses pièces. En mai, une opération de collecte, relayée par une vaste campagne de publicité télévisée, a été lancée : elle a permis de récupérer plus de 8,3 milliards de pièces. La Bundesbank espère collecter 28 milliards de pièces, sur les quelque 48 milliards émises depuis les premiers jours du deutschemark, en 1948.

– (Corresp.) ■ **ITALIE** : le personnel de la banque centrale italienne fera grève, mercredi 2 janvier, au lendemain de l'introduction des pièces et des billets en euros. Les représentants des deux syndicats des salariés de la banque centrale ont indiqué que ce mouvement vient sanctionner quatre ans d'échecs dans les négociations sur l'évolution des conditions de travail. « L'attitude rigide de la banque centrale a abouti à la rupture des négociations en octobre », a déclaré Salvatore Piccirillo, un représentant de la SIBC, l'une des deux organisations.

■ **COMMISSION** : le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, l'espagnol Pedro Solbes, a apporté, dimanche 30 décembre, à Bruxelles, lors d'une conférence de presse avec le président Romano Prodi, des précisions techniques qui se veulent rassurantes : le nombre des hold-up est inférieur à celui des années précédentes. Certes, la contrefaçon en monnaies nationales a augmenté. « Aucun faux billet en euros n'a été détecté », explique-t-il. Quant à la conversion des prix, elle est généralement exacte. « En Allemagne, les prix sont systématiquement arrondis à la baisse », s'est réjoui M. Solbes.

– (Corresp.) ■ **ROYAUME-UNI** : la presse britannique du 1^{er} janvier a salué le lancement de l'euro en soulignant les incertitudes qui l'accompagnent : « L'Europe glisse dans l'inconnu », titre le Daily Telegraph ; « L'Europe se jette à l'eau » pour The Times. « La question cruciale, estime The Independent, est désormais la suivante : maintenant que l'euro existe et que tous nos principaux partenaires politiques et commerciaux l'utilisent, pouvons-nous nous permettre de rester en dehors ? » « L'euro est né, répond le quotidien populaire Sun, et grâce à Dieu la Grande-Bretagne n'en fait pas partie. La prospérité future de 305 millions d'Européens dépend d'un pari risqué et politiquement vicieux. »

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE** : Trevor Mallard, le ministre associé des finances de la Nouvelle-Zélande, a tenu à avoir la primeur de la première transaction du monde en euros, indique l'agence Reuters. A minuit, heure de Wellington, première capitale du monde à changer de date, il a échangé des dollars néo-zélandais contre des euros à l'aéroport, participant à une campagne de promotion de l'euro organisée par une société de change.

■ **NATIONS UNIES** : le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Kofi Annan, a félicité, lundi 31 décembre, les dirigeants européens, pour avoir choisi d'adopter une monnaie commune, estimant que cela servait d'exemple au monde entier en montrant que « s'unir pour une cause commune peut profiter à tous ».

Le Congrès argentin à la recherche d'un nouveau président intérimaire

L'élection anticipée du chef de l'Etat, prévue pour mars, a été annulée

Les responsables des partis politiques du Congrès, réunis lundi 31 décembre, ont décidé d'annuler l'élection présidentielle prévue pour

mars pour choisir un successeur à Fernando de la Rúa. Ils craignent un fort taux d'abstentionnisme. Les deux chambres du Congrès sont convoquées

mardi 1^{er} janvier 2002 pour désigner un nouveau président intérimaire après la démission, dimanche, du péroniste Adolfo Rodríguez Saa.

L'ARGENTINE recherche désespérément un président, un gouvernement, une équipe capable de gérer les problèmes du pays : la faillite économique, la dérive sociale et la crise politique. Alors que les principaux points chauds de la capitale, Buenos Aires, la place de Mai et la Casa Rosada (le palais présidentiel) demeurent sous haute surveillance policière, lundi 31 décembre et dans la nuit du mardi 1^{er} janvier 2002, les représentants des partis politiques du Congrès ont annoncé qu'ils annulaient l'élection présidentielle anticipée prévue pour mars et qui devait désigner un successeur légitime au président radical Fernando de la Rúa, qui a démissionné, jeudi 20 décembre, sous la pression de la rue.

« Organiser une élection dans le climat actuel serait pure folie », a déclaré le chef du Parti radical pour la province de Buenos Aires, Federico Storani. Ne pas en organiser semble être le moindre mal pour les responsables politiques argentins, en particulier pour les péronistes (le Parti justicialiste), qui contrôlent les deux Chambres du Congrès, convoqué mardi pour désigner un nouveau président intérimaire.

Adolfo Rodríguez Saa, adoubé par cette même assemblée, il y a huit jours, dans des conditions à peu près identiques de chaos, a renoncé dimanche après avoir cherché avec des accents péronistes une issue politique à la crise du pays. Mais il s'est heurté à plus puissant que lui au sein de son propre camp. Malgré les annonces nationalistes de la semaine passée, il a échoué dans sa volonté de se maintenir au-delà du mois de mars

et son obstination n'a eu d'égale que l'hostilité de ses rivaux. Il n'y aura donc, semble-t-il au terme des conciliabules de la dernière journée de l'année 2001, pas d'élections en mars. Le fort taux d'abstention et de bulletins nuls des derniers scrutins n'incite en rien les responsables à solliciter les électeurs. Il n'y aura pas non plus d'émission d'une nouvelle monnaie palliative (l'argentino).

M. Bush, « inquiet », offre l'aide des Etats-Unis

Le président américain, George W. Bush, s'est déclaré, lundi 31 décembre, « préoccupé » par la situation en Argentine et a affirmé la disponibilité des Etats-Unis à offrir une assistance technique au futur gouvernement de Buenos Aires dès qu'un plan de sortie de crise aura été élaboré. « Je suis évidemment inquiet, l'Argentine est une part très importante de notre hémisphère », a affirmé M. Bush à Crawford, au Texas. « Nous sommes disposés à fournir une assistance technique au gouvernement par le canal du Fonds monétaire international. Et j'espère qu'ils parviendront à remettre leur maison en ordre assez rapidement », a-t-il ajouté.

Pour ce qui concerne les Etats-Unis, M. Bush a annoncé à ses compatriotes « une année formidable ». « Les Américains se sont remis en question et ont réexaminé leurs valeurs et ont réalisé que certaines des choses élémentaires de la vie sont aussi les plus importantes, comme l'amour de la foi et de la famille. Et nos communautés en sortent renforcées », a-t-il ajouté.

En revanche, avec l'appui ou la bienveillance de tous les partis (le Parti justicialiste, les radicaux, le Frepaso), terrorisés par la montée croissante de la colère de la population envers la classe politique dans son ensemble, le sénateur de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde, âgé de soixante ans, devrait être désigné mardi pour assumer l'intérim de la présidence, jusqu'au 10 décembre 2003, le terme légal du mandat présidentiel.

Celui qui fut le vice-président de l'ancien président Carlos Menem (1989-1999) demeure avant tout l'ancien gouverneur de la province de Buenos Aires (14 millions d'habitants sur les 37 millions que compte le pays). Sa virulente opposition à la politique néolibérale de Carlos Menem, en particulier lors de la campagne électorale présidentielle de 1999, lui donne une certaine légitimité aux yeux des

Argentins pour incarner un véritable changement par rapport à la politique conduite dans le pays depuis plus d'une décennie.

Selon les négociations conduites lundi, il dirigerait un gouvernement associant tous les partis politiques, en échange de son engagement à ne pas se présenter au terme de cet intérim. Tout au long de la journée, il a multiplié les consultations en vue de constituer ce « large gouvernement d'union nationale », à la manière de ce qu'avait entrepris le Congrès il y a une semaine, en désignant Adolfo Rodríguez Saa à la présidence.

« LA RÉVOLTE DES CASSEROLES » Parmi ses opposants, le sénateur ne devrait guère rencontrer que l'opposition de quelques gouverneurs, dont celui de Córdoba, José Manuel de la Sota, pour qui « le peuple doit pouvoir élire son président et le plus vite sera le mieux ». Cette position ou celle défendue par le puissant gouverneur de la province de Buenos Aires, Carlos Ruckauf, qui estime que « ce que le peuple veut avant tout, c'est un gouvernement », risque de ne pas peser lourd face à l'inquiétude des Argentins, qui redoutent de nouvelles émeutes sanglantes et qui vivent dans l'angoisse de l'anéantissement de leurs avoirs bloqués dans les banques, depuis les mesures décidées par le gouvernement de M. de la Rúa début décembre.

« Nous sommes à deux doigts d'une guerre civile », affirmait lundi Leopoldo Moreau, membre du Congrès et du Parti radical, pour souligner l'écart qui semble subsister entre les Argentins et leur représentation politique. En effet, alors que les débats d'appareils se poursuivent, les Argentins restent mobilisés contre les atteintes dont ils s'estiment victimes. Et de nombreux mouvements, dont le petit parti de la Gauche unie, appellent à la continuation de la « révolte des casseroles » devant le Congrès convoqué pour désigner un nouveau président qui, « péroniste ou radical », a fait la preuve, selon eux, qu'il « ne sera pas la solution ».

Alain Abellard

Yasser Arafat : un Etat palestinien est « une base de la stabilité régionale »

Tshal capture quatre « suspects terroristes »

DES SOLDATS israéliens, appuyés par une dizaine de chars, ont pénétré, mardi 1^{er} janvier à l'aube, à Qabatiya, au sud de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, en secteur palestinien autonome, et arrêté quatre Palestiniens d'une même famille, selon des témoins. Des échanges de tirs ont eu lieu avec des Palestiniens. Ils n'ont pas fait de blessés et les soldats se sont ensuite retirés avec leurs captifs. Dans un communiqué, l'armée a indiqué avoir arrêté trois et non quatre Palestiniens « suspectés d'activités hostiles, dont un militant du Hamas, Nasser Zakarani ». « Un fusil d'assaut M-16 a été découvert sur place. Cette arme a été utilisée par l'un des suspects lors de récents attentats terroristes », selon l'armée israélienne.

Par ailleurs, dans un message à l'occasion du trente-septième anniversaire du lancement par le Fatah de sa première opération contre Israël, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a affirmé que les Palestiniens ne céderont pas aux tentatives des Israéliens visant à « les humilier » en les assiégeant dans leurs villes.

Il a affirmé que « l'Etat palestinien, avec Jérusalem pour capitale, n'est pas seulement une condition pour la paix, mais une base fondamentale pour la sécurité internationale et régionale et pour la stabilité ». « Certains, en Israël, ne veulent toujours pas la comprendre et ils voient dans les chars, les hélicoptères et les bulldozers les seuls moyens de traiter avec le peuple palestinien », a-t-il ajouté.

« Depuis le déclenchement de notre révolution, le fusil a été au service de notre noble cause et il ne sera jamais détourné de cet objectif, car ce serait alors du banditisme », a encore dit le président palestinien qui, s'adres-

sant aux Israéliens leur a affirmé : « Notre peuple vous tend la main. Il veut réaliser la paix des braves, bâtir un avenir meilleur pour nos enfants et pour les vôtres et assurer une coexistence pacifique dans la Terre sainte ».

S'exprimant auparavant devant quelque cinq mille Palestiniens rassemblés à Ramallah, en Cisjordanie, M. Arafat a estimé que le drapeau palestinien flotterait un jour sur Jérusalem. « Malgré toutes les tentatives pour insulter notre peuple et endommager des lieux saints chrétiens et islamiques, je continue à croire qu'un enfant palestinien fera flotter un drapeau palestinien sur les églises, mosquées et murs de Jérusalem », a-t-il lancé à la foule.

« DÉCISION IRRESPONSABLE »

A Mascate, où ils étaient réunis pour leur sommet annuel, les chefs d'Etat des six monarchies du Golfe ou leurs représentants ont imputé à Israël la responsabilité des violences au Proche-Orient. Le Qatar, Bahreïn, Oman, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis ont affirmé que « la détérioration de la situation et la vague de violence sont dues à la poursuite de l'occupation israélienne et au non-respect par Israël des bases du processus de paix ».

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe ces pays, a également dénoncé la « décision irresponsable » du gouvernement du premier ministre israélien, Ariel Sharon, de rompre les contacts avec M. Arafat, « apporté son soutien total à l'Autorité palestinienne et son président Yasser Arafat », et appelé toutes les factions palestiniennes « à se rallier autour de sa direction légitime pour consolider l'unité nationale ». - (AFP, Reuters.)

Les craintes d'un banquier face à l'avalanche de demandes des « clients exaspérés »

LA PRESSE et la télé avaient eu beau prévenir que les guichets n'ouvriraient leurs portes qu'à 10 heures lundi, de petits groupes commençaient déjà à se former dès 7 heures et demie, malgré le temps plus que maussade. A l'approche de l'ouverture, ces petits groupes se sont étoffés puis allongés pour former le long des trottoirs une « longue guirlande de parapluies », décrit un banquier anglo-saxon un peu poète, installé depuis trois ans à Buenos Aires et joint par téléphone à quelques heures du réveil.

Comme ses confrères de la capitale et de province, ce banquier – qui a souhaité garder l'anonymat – n'a pas consacré le dernier jour de l'année, traditionnellement férié, à établir son bilan annuel. Samedi, l'éphémère président, Adolfo Rodríguez Saa, démissionnaire dimanche, avait réuni les banquiers de la place pour leur demander « de contribuer à la paix sociale » en permettant aux Argentins de retirer de l'argent. Ils se sont exécutés. Et, pourtant, ils

auraient eu bien « besoin de souffler », dit-il.

Depuis le 3 décembre, où, par décret présidentiel, les retraits bancaires ont été limités à 250 pesos (autant de dollars) par semaine – pour éviter la fuite des capitaux et une crise de liquidité – et les paiements interdits en liquide, « le nombre de transactions a été multiplié par 100, la clientèle par 3, 4 ou 5, plus de 500 000 comptes ont été ouverts ». Quel banquier ne se réjouirait pas d'une telle aubaine ? Pourtant non, assure notre jeune directeur de banque, « c'est un bordel gigantesque », le « staff » est sous pression constante, « les systèmes électroniques sont surchargés, les employés font face à des clients exaspérés » par les longues heures d'attente, anxieux de récupérer chaque semaine le peu à quoi ils ont droit, et « qui mettent sur le dos des banques » la situation précaire dans laquelle ils se trouvent.

Lundi 31 décembre, et parce que chaque jour qui passe les rapproche, pensent-ils, de la dévaluation, les Argentins se sont précipités

dans les banques encore plus nombreux que d'habitude. Faire la queue est devenu « un sport national ». « Chez nous, il y a eu beaucoup d'affluence dès le matin, toutes sortes de gens » venus retirer leurs 250 pesos hebdomadaires et, pour ceux qui ne l'avaient pas encore fait, les 500 pesos supplémentaires exceptionnellement autorisés par l'ex-ministre de l'économie, Domingo Cavallo, pour les fêtes de Nouvel An.

LA POLICE « TRÈS PRÉSENTE »

Les personnes âgées, elles, se sont dirigées comme elles en ont l'habitude vers le Banco Nacion et le Banco Provincia, les deux banques publiques qui gèrent et distribuent les pensions, dont les versements ont lieu à intervalles réguliers. Partout, dans la ville, ces longs rubans de parapluies qui s'agitent à peine.

Notre banquier a-t-il eu peur que ces milliers de gens venus réclamer ce qui leur appartient s'en prennent aux guichetiers, aux devantures, provoquent des bousculades ? « Un

peu », confie-t-il. Apparemment, les autorités aussi. « La police était très présente », dit-il pudiquement pour décrire l'imposant dispositif policier mis en place notamment autour des banques et de la « bouclage » de deux lieux symboliques, la place de Mai, traditionnel lieu d'affrontement avec la police, et les abords du Congrès saccagé vendredi soir. Des précautions a priori inutiles. Lundi n'était pas un jour à contestation. Chacun semblait vouloir rentrer chez soi au plus vite. « Dès trois heures de l'après-midi (19 heures GMT), les Argentins se sont peu à peu retirés chez eux pour préparer le Nouvel An. »

A Buenos Aires, les files d'attente se sont peu à peu dissoutes. Faute de clients, la grande majorité des succursales bancaires ont fermé leurs portes alors qu'elles devaient rester ouvertes jusqu'à 20 heures. « A 17 heures, la ville était à moitié vide », raconte notre banquier qui estime que, décidément, les Argentins « ont la mémoire courte »...

Babette Stern

A la Saint-Sylvestre, dans un quartier de Johannesburg, il pleut des immondices

JOHANNESBURG

de notre correspondante

Aller se promener à Hillbrow un soir de Nouvel An, c'est prendre le risque de se voir écrabouillé par un frigo ou une baignoire lancés depuis un immeuble de plusieurs étages. Et si le passant échappe à l'électroménager ou au sanitaire, il est toujours susceptible de prendre sur la tête une canette, des gouttes d'urine ou le contenu d'une poubelle. L'accident est tout de même assez rare, quasiment personne ne s'aventurant la nuit de la Saint-Sylvestre dans les rues de ce quartier du centre-ville de Johannesburg. Et pour dissuader les derniers téméraires ou inconscients de la police sud-africaine a décidé cette année de boucler la zone, sauf pour les résidents.

Il est à peine 20 heures. Les automobilistes dans Hillbrow roulent pied au plancher. Le but : éviter les premiers projectiles qui s'écrasent sur la chaussée, des bouteilles d'eau, en plastique mais aussi en verre. Sirènes de police, bruits mats des objets divers explosant sur le macadam, de pétards ou de coups de feu. Au milieu de cette cacophonie, mégaphone à la main, un évangéliste tente de faire entendre sa voix et invite les gens à la prière. Une boutique reste ouverte et ne désemplit pas. C'est le magasin d'alcool du quartier.

Les quelques irréductibles encore à pied dans les rues sont d'ailleurs déjà passablement

éméchés, bouteille ou gobelet à la main. Au commissariat de Hillbrow, les policiers sont sur le pied de guerre, portant gilets pare-balles et armes automatiques. Les plaignants affluent déjà, des femmes pour l'essentiel. Pour cette soirée un peu spéciale, des renforts sont venus. Pas moins de trois cents policiers, autant de militaires et une centaine de policiers municipaux. Des véhicules blindés patrouillent.

SPECTACULAIRES DESCENTES DE POLICE

Cette folie du jour de l'An a débuté à Hillbrow il y a quelques années. Du temps de l'apartheid, ce quartier, comme tout le centre-ville de Johannesburg, était réservé aux Blancs. Mais, avant même la fin du régime ségrégationniste, Hillbrow était devenu un quartier « gris », métré. Les premiers à braver l'interdit furent les Indiens ; puis, peu à peu, des Noirs s'y sont installés. Hillbrow est devenu un symbole de l'Afrique du Sud multiraciale, sorte de Quartier latin de Johannesburg. Des écrivains, journalistes, musiciens, artistes peintres ou poètes venaient y habiter.

Mais, progressivement, s'y sont ouverts des night-clubs, des bars de plus en plus sordides. La prostitution et la drogue ont eu pignon sur rue. Les immeubles ont été squattés. Tous ceux, Blancs comme Noirs, qui en avaient les moyens sont partis vers des quartiers plus paisibles. Les

propriétaires ont renoncé à effectuer les travaux d'entretien minimums. Hillbrow et les quartiers voisins, comme Berea ou Yeoville, sont devenus des zones de non-droit, où l'on ne s'aventure plus, même de jour, sans motif impérieux. A Hillbrow, l'an dernier, plus d'un habitant sur deux a été victime d'une agression.

Plus généralement, tout le centre-ville, bâti d'immeubles ou de bureaux, s'est vidé et de nouveaux quartiers se sont construits dans les banlieues cossues. Depuis quelques années, les autorités tentent de reprendre le contrôle. Ces derniers mois, Hillbrow a été le théâtre de descentes de police spectaculaires, avec hélicoptères, policiers en tenue de combat et militaires. Des caméras de surveillance ont été installées dans les rues les plus fréquentées.

Mais, en ce 31 décembre 2001, rien n'a pu empêcher les rues d'Hillbrow de se couvrir d'immondices lancés par les fenêtres. On jette tout ce qui est hors d'usage, mais aussi des débris conservés depuis quelques jours pour l'occasion. « C'est une façon de se débarrasser des vieilles choses dont on n'a plus besoin. De faire place nette pour la nouvelle année », raconte China, un musicien noir qui habitait Hillbrow pendant « les belles années », mais a été démenagé pour cause de violence et d'insécurité.

Fabienne Pompey

Les monarchies arabes du Golfe vers la monnaie unique

MASCATE. Les six monarchies pétrolières du Golfe ont décidé, lundi 31 décembre, de se doter d'une union douanière en 2003 et, sept ans plus tard, d'une monnaie unique pour concrétiser une intégration économique souhaitée depuis 1981. Ces décisions ont été prises au terme du sommet annuel du Conseil de coopération du Golfe (CCG), réuni à Mascate, dans le sultanat d'Oman. Les représentants de l'Arabie saoudite, du Koweït, des Emirats arabes unis, du Qatar, de Bahreïn et d'Oman ont paraphé l'accord, qui remplace une convention économique en vigueur depuis la création du CCG, en 1981.

En outre, les dirigeants du CCG ont approuvé la création d'un conseil suprême de défense et la mise en place d'une force conjointe de 20 000 hommes. - (AFP.)

Attentats en série

contre des églises en Indonésie

DJAKARTA. Une série d'attentats à la bombe dans des églises chrétiennes de l'est de l'Indonésie ont fait trois blessés dans la nuit du Nouvel An, tandis qu'une grenade tuait une personne dans la capitale, Djakarta, a rapporté la police, mardi 1^{er} janvier. Trois bombes ont explosé simultanément à minuit pile dans la ville de Palu, dans l'archipel de Sulawesi, aussi connu sous le nom de Célèbes, faisant un blessé.

Mardi matin, une quatrième explosion, dans une autre église de Palu, a blessé deux policiers qui tentaient de désamorcer l'engin. A Djakarta, une grenade a explosé devant un restaurant, tuant un homme de vingt et un ans.

En Tunisie, le « juge rebelle »,

Mokhtar Yahyaoui, est révoqué

TUNIS. A la faveur des fêtes de fin d'année, la révocation du juge Mokhtar Yahyaoui a été annoncée samedi 29 décembre à Tunis. Officiellement, c'est le conseil de discipline des magistrats de Tunisie qui a sanctionné ce juge de quarante-huit ans qui avait osé dénoncer, en juillet, « l'absence totale d'indépendance » de la magistrature tunisienne et souligné le « harcèlement » et les « intimidations » dont les juges sont l'objet.

Mokhtar Yahyaoui bénéficie d'un large soutien parmi ses pairs ainsi qu'à l'étranger. Il préside le Centre pour l'indépendance de la justice en Tunisie, récemment créé.

DÉPÊCHE

■ ZAMBIE : la proclamation par la Cour suprême, prévue mardi 1^{er} janvier, du vainqueur de l'élection présidentielle du 27 décembre se heurte au front uni de l'opposition, dont les dix partis dénoncent des « fraudes » et appellent à une « manifestation de masse ». La commission électorale avait donné gagnant d'une courte tête Levy Mwanawasa, le dauphin du président sortant, Frederick Chiluba, talonné par Anderson Mazoka, l'opposant le mieux placé. Les observateurs de l'Union européenne ont fait état, lundi dans un communiqué, de « nombreux indices de graves défauts dans cette élection, avant, pendant et après le scrutin ». - (Reuters.)

POLITIQUE Le président de la République, Jacques Chirac, a présenté, pour la dernière fois de son septennat, ses vœux aux Français, lundi soir 31 décembre au cours d'une allo-

cation télévisée de dix minutes. ● **LE CHEF DE L'ÉTAT** a consacré l'essentiel de son propos à saluer l'arrivée de l'euro, qu'il a qualifié de « victoire pour l'Europe » et de « succès

pour tous les Français ». ● **CANDIDAT** plus que probable à sa propre succession, M. Chirac a évoqué les « réformes de modernisation de la société, de l'économie et de l'Etat »

selon lui nécessaires. ● **SANS CRITIQUER** le gouvernement, il a insisté sur la nécessité d'un « Etat fort » et exalté le « sentiment de cohésion, d'appartenance à une même

patrie ». ● **NOTRE SÉRIE** sur la pré-campagne présidentielle se poursuit avec les débuts du candidat Alain Madelin (DL), qui s'est maintenu près du niveau de François Bayrou.

Dans ses vœux aux Français, M. Chirac a salué l'euro et préfiguré sa campagne

Au cours de son allocution du 31 décembre, le président de la République s'est félicité de « l'effort considérable » entrepris « il y a six ans » pour permettre l'adoption de la monnaie unique. Toujours muet sur sa candidature, il en a décliné les grands thèmes, souhaitant notamment « un Etat fort »

A L'OCCASION des derniers vœux de son septennat, placés sous le signe de l'euro et prononcés à quelques heures de l'entrée en vigueur de la monnaie unique européenne, Jacques Chirac a offert aux Français, en prime, la « bande-annonce » du quinquennat auquel il s'apprête à concourir. Sans faire explicitement acte de candidature, le président de la République a en effet livré, lundi soir 31 décembre, quelques-unes des têtes de chapitre de ce que devrait être sa future campagne électorale. En dépit de la proximité du scrutin, le chef de l'Etat s'est toutefois gardé de rompre avec la tradition qui impose à cet exercice un ton très consensuel.

Faute de pouvoir, à cette occasion, critiquer explicitement la politique du gouvernement de Lionel

Jospin – ce qu'il avait fait sans ménagement lors de son entretien télévisé du 14 juillet –, M. Chirac s'est employé à décerner un satisfecit appuyé à l'action conduite, sous son autorité, par le gouvernement d'Alain Juppé (1995-1997). « Il y a six ans, a-t-il rappelé, au prix d'un effort considérable des Français pour réduire nos déficits publics, nous nous sommes engagés, nous nous sommes mis en situation d'être qualifiés pour l'euro. Chacun sait que ce n'était pas gagné d'avance. Mais nous l'avons fait (...) Nous avons ainsi rempli notre part du contrat européen ». En cherchant ainsi à s'attribuer la paternité de la conversion à l'euro, M. Chirac s'est gardé de rappeler à quel point cet objectif de réduction des déficits l'avait contraint, à l'automne 1995, à remiser les engagements pris

lors de sa propre campagne présidentielle, au nom de la lutte contre la « fracture sociale » – et sous l'empire d'une réticence encore forte parmi ses partisans à l'égard de la construction européenne.

Rien, en revanche, n'a semblé digne d'être retenu, aux yeux du chef de l'Etat, dans l'action menée par le gouvernement de M. Jospin depuis juin 1997, si ce n'est, sans doute, la progression de « l'inséc-

urité ». Son appel à la mise en œuvre de « grandes réformes structurelles » résonne en effet autant comme une critique implicite du bilan de M. Jospin que comme l'esquisse de son programme électoral. « Pour que l'euro tienne ses promesses, a souligné le chef de l'Etat, pour qu'il nous permette d'améliorer notre rang et nos positions dans le monde, de grandes réformes de modernisation de la société, de l'économie et de l'Etat devront encore être engagées pour lever les obstacles qui freinent notre progrès ». « J'ai confiance qu'elles le seront », a-t-il ajouté, en guise d'unique allusion aux prochaines échéances électorales.

Tout en s'abstenant de détailler ses propositions, M. Chirac a évoqué les grandes lignes d'un futur programme, marqué notamment

du sceau de la « solidarité », dans « une société qui valorise tout à la fois le mérite, l'énergie, les talents, la générosité » : « solidarité pour l'emploi et en faveur des plus vulnérables. Solidarité entre les générations par la sauvegarde de nos retraites. Solidarité aussi avec le futur, en respectant l'environnement et en garantissant le développement durable de notre planète ».

Ayant ainsi lesté son propre bilan en même temps qu'il s'efforçait d'amaigrir celui de son adversaire « probable », tout en esquissant ses futurs thèmes de campagne, M. Chirac a paru adresser quelques clin d'œil appuyés à l'électorat de Jean-Pierre Chevènement, dont toutes les enquêtes d'opinion montrent qu'il est issu, pour une bonne part, des rangs de la droite. A l'instar de ses précédents vœux, le chef de l'Etat s'est naturellement posé en rassembleur de la nation. Mais il l'a fait, cette fois, en martelant le thème de la « cohésion ». « La cohésion nationale, a notamment affirmé M. Chirac, c'est l'essentiel (...) Ce sentiment de cohésion, d'appartenance à une même communauté, à une même patrie, ne doit pas être un moment d'exception, lié à une émotion particulière, mais le fondement même de notre citoyenneté française. Il est à la source de toute volonté nationale. Il doit se vivre tous les jours. Il est notre force. Il doit être notre exigence ». Cet appel à la cohésion nationale a été assorti de la réaffirmation du rôle et de l'importance de l'Etat, auquel il revient, selon M. Chirac, d'en être le « garant ». La France « a besoin d'un Etat fort », a même indiqué le président la République.

Ce vibrant plaidoyer était également destiné à dissiper les craintes liées au passage à l'euro, même si le chef de l'Etat – à la différence des souverainistes – n'a évoqué, dans son intervention, que l'aspect pratique de ces inquiétudes : « Bien sûr, a-t-il reconnu, il faudra à chacune et à chacun un temps d'adaptation pour trouver ses repères, apprendre le prix, apprivoiser la nouvelle monnaie ».

Se différenciant, cette fois, de M. Chevènement, le président de la République a affirmé que l'entrée en vigueur de la monnaie européenne était « une chance supplémentaire pour la France et les Français ». L'euro « signifiera, pour nous, plus de croissance, plus d'emplois, plus de pouvoir d'achat », a insisté M. Chirac.

En guise de conclusion, le chef de l'Etat a invité les Français à « faire le choix de l'Europe, du mouvement et de la fidélité à la République. le choix d'une ambition française, le choix de l'action ».

Jean-Baptiste de Montvallan

« La France a besoin d'un Etat fort, d'une autorité respectée, d'un ordre républicain assumé »

Voici les principaux extraits de l'allocution télévisée du président de la République, lundi 31 décembre :

Avec l'arrivée de l'euro, nous allons vivre dans quelques heures un moment historique : 300 millions d'Européens partageront désormais la même monnaie.

C'est l'Europe qui avance. C'est l'Europe qui progresse.

Cette Europe, nous la regardons autrement depuis les terribles événements qui ont touché l'Amérique au cœur, le 11 septembre dernier. Dans un monde où les foyers de haine et d'incompréhension sont nombreux, où les inégalités se creusent, où le sentiment d'injustice est si présent, nous mesurons davantage combien il importe que l'Europe s'affirme, qu'elle relaie et amplifie l'action des nations, qu'elle participe en tant que telle aux évolutions du monde.

L'euro est une victoire de l'Europe. Après un siècle de déchirements, de guerres, de tâtonnements, voici que, dans la paix, l'unité et la stabilité, notre continent affirme enfin son identité et sa puissance ! Nous pouvons en être fiers, car c'est aussi un succès pour tous les Français, la récompense des efforts qu'ils ont consentis.

Bien sûr, il faudra à chacune et à chacun un temps d'adaptation pour trouver ses repères, apprendre les prix, apprivoiser la nouvelle monnaie. Certains éprouveront peut-être des difficultés. En y mettant toute la patience, l'attention et l'entraide nécessaires, vous verrez que les nouvelles habitudes ne tarde-

ront pas à venir. Mais vous le savez bien, il ne s'agit pas seulement de remplacer nos francs par des euros. L'euro, c'est une chance d'avenir supplémentaire pour la France et les Français. Et c'est aussi une nouvelle façon d'être en Europe, de vivre l'Europe, une Europe du quotidien qui doit devenir pleinement celle des citoyens.

Dans sa longue histoire, la France a parfois été tentée de se replier sur elle-même. Ensemble, oui ensemble, nous avons voulu au contraire qu'elle aille de l'avant, qu'elle ait confiance en elle, que son horizon s'étende, qu'elle s'ouvre davantage sur le reste du monde. Il y a six ans, au prix d'un effort considérable des Français pour réduire nos déficits publics, nous nous sommes engagés, nous nous sommes mis en situation d'être qualifiés pour

l'euro. Chacun sait que ce n'était pas gagné d'avance. Mais nous l'avons fait. Nous y sommes parvenus et ce choix est maintenant définitif. (...) L'euro n'est pas une fin en soi. Il signifiera, pour nous, plus de croissance, plus d'emplois, plus de pouvoir d'achat, plus d'échanges. Une France plus forte. Mais il doit être avant tout un instrument au service de l'Europe des hommes que nous construisons.

A nous maintenant d'en tirer parti ! (...) Mais pour que l'euro tienne ses promesses, pour qu'il nous permette d'améliorer notre rang et nos positions dans le monde, de grandes réformes de modernisation de la société, de l'économie et de l'Etat devront encore être engagées pour lever les obstacles qui freinent notre progrès. Et j'ai confiance qu'elles le seront. La France est

dynamique, courageuse, ambitieuse. Elle a besoin d'abord de se retrouver telle qu'en elle-même pour affirmer ses valeurs, celles de la République, qui fondent nos libertés. Elle a besoin d'un Etat fort, d'une autorité respectée, d'un ordre républicain assumé. Elle a besoin d'unité et de cohésion. (...) Ce sentiment de cohésion, d'appartenance à une même communauté, à une même patrie, ne doit pas être un moment d'exception, lié à une émotion particulière, mais le fondement même de notre citoyenneté française. Il est à la source de toute volonté nationale. Il doit se vivre tous les jours. Il est notre force. Il doit être notre exigence. (...) Si nous devons tous être les artisans de la cohésion nationale, il revient bien sûr à l'Etat d'en être le garant et de servir cette grande ambition. Le pre-

mier devoir de l'Etat c'est d'assumer ses responsabilités au service des citoyens. Il doit trouver sa place, remplir ses missions, en respectant les initiatives qui viennent des forces vives de notre société et de nos collectivités territoriales.

Il est en charge de la solidarité, une solidarité vigilante qui ne doit oublier personne. (...) L'Etat est aussi en charge de l'égalité républicaine, une égalité menacée quand l'insécurité progresse, quand l'exercice des libertés, la qualité de vie, la qualité des études dépendent de l'endroit où l'on habite, du collège ou du lycée que l'on fréquente. L'Etat est en charge, enfin, de l'intérêt supérieur de la nation. Les aspirations légitimes doivent être entendues, mais il n'est pas normal que les lois et les règles soient bafouées au nom d'intérêts particuliers. (...)

De 1995 à 2000, les six précédentes allocutions de fin d'année

DE son élection, en 1995, à l'intervention de lundi soir, les vœux du chef de l'Etat ont témoigné de l'évolution de sa situation politique, marquée par l'échec de la dissolution de 1997, avant sa candidature non encore annoncée à sa propre succession.

● **1995** : A l'occasion de ses premiers vœux aux Français, Jacques Chirac dénonce, comme durant sa campagne, la « fracture sociale » et exhorte les Français à retrouver « espérance » et « confiance » après trois semaines de grève des transports publics. Affirmant qu'« on ne changera pas la France sans les Français », il précise : « Reconnaissez-le, cette crise a pu éveiller chez certains quelques doutes par rapport aux espoirs que mon élection a fait naître. Eh bien, non, ces espoirs je les porte, ils ne seront pas déçus. »

● **1996** : « Nous construisons une France vivante et forte, capable de créer plus d'activité et plus d'emploi », indique le chef de l'Etat, en faisant valoir la capacité des Français à « réussir ensemble », mal-

gré leurs « interrogations » et leurs « turbulences ». Affirmant que la croissance « repart », il invite le gouvernement à aller « plus vite et plus loin » dans la baisse des impôts.

● **1997** : « Une nouvelle majorité a été élue », indique M. Chirac sans autre commentaire, six mois après l'échec de la dissolution. Evitant toute polémique avec Lionel Jospin, il précise sa conception de la cohabitation : « Garant de la continuité de l'Etat, je suis aussi le gardien des valeurs de la République, au premier rang desquelles la liberté et la solidarité. Responsable de l'avenir de la nation, j'interviendrai chaque fois que ses intérêts seront en jeu pour vos dire ce que je crois être bon pour les Français ou, au contraire, dangereux pour notre pays. »

● **1998** : Alors que les sondages témoignent de sa reconquête de l'opinion, M. Chirac pointe les « blocages » et « pesanteurs » qui entravent, selon lui, le dynamisme national. « Le chômage, la misère, qu'elle soit matérielle ou morale, n'ont pas diminué comme nous l'aurions souhaité », souligne-t-il,

concluant : « Nous sommes tout à fait capables de réussir parce que nous le ferons ensemble. C'est ensemble que nous allons changer d'époque. »

● **1999** : Affirmant sa sympathie aux victimes des tempêtes qui ont balayé le pays, M. Chirac insiste sur « l'importance du rôle de l'Etat (...) sur lequel pèsent des responsabilités essentielles : le service public, la sécurité, la solidarité ».

● **2000** : « 2001 doit être une année utile », souligne M. Chirac. Quelques heures après que M. Jospin ait assuré, dans le Journal du dimanche, que « le plein emploi n'est plus une nostalgie », il réplique : « Pour que chaque Français ait demain une activité, il faut faire dès maintenant les réformes qui préparent l'avenir, celles que beaucoup de nos voisins ont déjà faites. Elles concernent l'éducation, les retraites, la fiscalité, l'Etat et son rôle, les dépenses publiques, les libertés locales. » Evoquant allusivement les « affaires », il souhaite que le débat politique se déroule dans la « dignité » et que « le dialogue républicain ne soit jamais abaissé ».

En ancrant sa campagne à droite, Alain Madelin est parvenu à se maintenir à la hauteur de François Bayrou

JONGLEURS et pom-pom girls, saucisses-frites, champagne, barbes-à-papa, Top 50 et choucroute avaient accompagné l'entrée dans la campagne présidentielle d'Alain

Madelin, le 22 novembre 2000, sous un chapiteau de cirque planté dans le bois de Boulogne. Adoptant un style décontracté, le président de Démocratie libérale (DL) avait pris soin de ne pas faire explicitement acte de candidature. « Je pars de loin et j'ai besoin de temps », confiait-il alors, précisant qu'il ferait « le point dans un an » pour voir s'il serait, ou non, parvenu à « capter un courant ».

Un an a passé, sans que la candidature de M. Madelin – crédité au mieux de quelque 5 % d'intentions de vote dans les sondages – ait suscité une vague d'enthousiasme auprès des Français. L'ancien ministre de l'économie de Jacques Chirac

ne manifeste pourtant aucune intention de renoncer. M. Madelin peut en effet s'enorgueillir d'avoir rempli un autre objectif, celui-là inavoué : faire accepter le principe de sa candidature aux élus de son parti, pour la plupart partisans de l'union de la droite – et donc chiraquiens. En affichant des ambitions modestes sur la ligne de départ, il avait rassuré certains de ses « amis », qui voulaient croire que cet éternel « agitateur d'idées » ne ferait qu'un « tour de piste » dans la précampagne présidentielle. Au fil des mois, M. Madelin s'est évertué à obtenir leur bienveillance, afin de pouvoir poursuivre sa route sans encombre.

Certains, comme le vice-président de Démocratie libérale (DL), Jean-Pierre Raffarin, s'étaient vite persuadés du bénéfice que pourrait tirer le chef de l'Etat d'une candidature susceptible à la fois de gêner François Bayrou et d'élargir la base électorale dont M. Chirac aura besoin pour l'emporter au second tour. Encore convenait-il que M. Madelin donne quelques gages de sa bonne volon-

té. Le candidat libéral s'est exécuté : il s'est présenté comme le candidat d'un « projet » et non d'un parti, laissant même momentanément entendre qu'il pourrait quitter la présidence de DL. Il a décollé très tôt sa propre campagne présidentielle de la préparation des élections législatives à venir, en soulignant même à la moindre occasion que « l'UDF ne joue pas le jeu de l'union ». Surtout, M. Madelin s'est gardé d'évoquer le chef de l'Etat dans ses interventions publiques, se contentant, à son sujet, du service minimal d'un candidat de droite en précampagne : pour l'essentiel, d'ironiques allusions distillées aux journalistes, et destinées à convaincre ses interlocuteurs que sa déception, depuis 1995, était toujours intacte.

M. Madelin a ainsi minutieusement déminé un terrain qu'il lui reste, encore aujourd'hui, à occuper. Epaulé par son directeur de campagne, le député européen Hervé Novelli, représentant de l'aile droite de son parti, l'« agitateur d'idées » s'est mué en candidat,

entretenant de clarifier son discours avant de partir à la pêche aux voix. Oubliés, son appel en faveur de l'ouverture d'un débat sur la dépenalisation des drogues douces, son abstention sur le vote du pacs, de même que son vibrant plaidoyer en faveur d'une France « pluriculturelle » et « plurielle », dont le rappel aurait pu désarçonner l'électorat de droite.

LE CAP DU 11 SEPTEMBRE

Une étude d'opinion combinant les attentes des Français et la perception qu'ils ont de son propre positionnement a persuadé M. Madelin qu'il avait tout à gagner à labourer le sillon sécuritaire de Charles Pasqua et Jean-Marie Le Pen, avec l'espoir qu'au moins l'un des deux ne pourrait aller au bout de sa candidature. Cette présence sur le terrain sécuritaire est censée élargir la base électorale d'un candidat soucieux de se débarrasser de l'étiquette d'« ultra-libéral ». Elle l'a aidé, en outre, à passer sans trop d'encombre le cap du 11 septembre. A la

demande d'Etat qu'ont suscitée en France les attentats américains, le candidat libéral a répondu par des promesses d'ordre. M. Madelin s'est surtout efforcé de ne pas disparaître de la scène politique, brutalement occultée par la situation internationale.

Redoublant ses interventions publiques, le président de DL a inlassablement évoqué ses précédents déplacements en Afghanistan et ses rencontres avec feu le commandant Massoud pour se poser en défenseur attiré de sa mémoire. Il en a profité pour développer ses vues en matière de politique étrangère, se démarquant au passage de l'action diplomatique conduite sous l'autorité de M. Chirac en dénonçant notamment le soutien passé de la France à « des régimes oppresseurs » qui « offraient de juteux marchés et étaient de bons clients pour nos ventes d'armes ».

Plus d'un an après son entrée en campagne, M. Madelin peut finalement se féliciter d'avoir déjoué les pronostics en restant au même étia-

ge que M. Bayrou dans les sondages. A défaut d'avoir engrangé de substantiels soutiens – le plus significatif étant le renfort de Charles Millon –, il peut également souligner que, à la différence de M. Bayrou, il n'a été ni contesté ni encore moins « lâché » par aucun de ses partisans au cours des derniers mois. Lucide, le candidat libéral consent toutefois à reconnaître la « faiblesse » de son « porte-voix ». Les sondages ? « Je ne peux pas dire que j'en suis content, mais je ne suis pas surpris », indique-t-il. Son principal objectif serait, selon lui, d'ores et déjà atteint : apparaître comme le « deuxième homme de l'opposition », derrière le président de la République. « Je veux être le choix alternatif à M. Chirac, pas un troisième homme pour une troisième voie », martèle-t-il depuis plusieurs mois, en visant son homologue de l'UDF. Et en espérant bénéficier, le cas échéant, d'un éventuel « décrochage » de M. Chirac.

J.-B. de M.

Décus par les réponses du gouvernement, les syndicats de médecins poursuivent leur grève

Ils réclament une augmentation des tarifs de consultation et de visite à domicile

Quelques heures après la rencontre organisée, lundi 31 décembre, avec les représentants des syndicats de médecins, le ministère de l'emploi et de la

solidarité a rappelé, dans un communiqué, que la concertation engagée depuis un an avait déjà permis de « réformer les soins de ville ». Déçu de « ne

pas être entendu par le gouvernement », l'UNOF annonce une intensification du mouvement de protestation. (Lire aussi notre éditorial page 9.)

QUELQUES HEURES après l'échange organisé, dans la matinée du lundi 31 décembre, entre Christian Vigouroux, le directeur de cabinet d'Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, et les responsables de l'Union nationale des omnipraticiens de France (UNOF), branche de la Confédération syndicale des médecins français (CSMF), accompagnés de ceux du Syndicat de la médecine libérale (SML), le cabinet de M^{me} Guigou a diffusé un communiqué sur le conflit des médecins généralistes, qui réclament une revalorisation de leurs honoraires de consultation et de visite à domicile. Dans ce texte, le ministère rappelle que la fixation des honoraires n'est pas de son ressort puisqu'elle dépend de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et rappelle qu'une concertation est engagée, depuis un an, « avec l'ensemble des professionnels de santé libéraux ».

Cette concertation a débouché, rappelle le gouvernement, sur « treize propositions pour une réforme des soins de ville ». « Plusieurs de ces propositions ont été adoptées par le Parlement : la mise en place d'une aide à l'installation dans les

zones sous-médicalisées, la création d'un dispositif d'organisation des urgences libérales assortie de forfaits, le développement des réseaux par l'instauration d'un financement spécifique. Une réunion de travail avec les professionnels est organisée le 23 janvier pour arrêter le cadre de la mise en œuvre de ces mesures. »

« AUCUNE OUVERTURE »

Le cabinet d'Elisabeth Guigou indique enfin qu'une proposition de loi sera discutée le 10 janvier

Les honoraires des généralistes ont progressé

Dans un communiqué publié lundi 31 décembre 2001, le ministère de l'emploi et de la solidarité a rappelé la situation des médecins généralistes. Les tarifs des consultations ont été portés de 17,53 euros à 17,53 euros en avril 1998. En juin 2001, une majoration de 26,89 euros a en outre été instituée pour les soins d'urgence effectués au cabinet. Enfin, les visites à domicile, dont le tarif est de 20,58 euros, ont été assorties de majorations : une majoration de 19,06 euros, qui porte le tarif de la visite à 39,64 euros pour les actes effectués en urgence, et une majoration de 9,15 euros, qui porte la visite à 29,73 euros pour les visites effectuées auprès des personnes âgées de plus de 75 ans bénéficiant d'une prise en charge à 100 %. Le forfait pour les médecins dits référents qui ont conclu un « contrat de suivi médical » avec leur patient a été porté, en janvier 2001, de 22,87 euros à 45,73 euros. Au total, la masse des honoraires perçus par l'ensemble des généralistes a, selon le gouvernement, progressé de près de 14 % sur la période 1997-2001.

par les députés. Ce texte « prévoit de développer le dialogue conventionnel, en exonérant du dispositif des lettres-clés flottantes les professions qui passent convention avec les caisses d'assurance-maladie et en redéfinissant le cadre des engagements individuels et collectifs entre ces professions et les caisses ».

Aux yeux du gouvernement, rien ne justifie donc, aujourd'hui, de modifier cet échancier et de perturber une dynamique qui, depuis un an, tente de rénover le cadre conventionnel en créant des

augmentations ciblées sur la base d'un service médical rendu et supposé établi.

« Le gouvernement se refuse à traduire en éléments perceptibles au quotidien la demande grandissante des généralistes, estime le docteur Martial Olivier-Kœret, premier vice-président du syndicat MG France. Il n'offre aucun espace, aucune ouverture qui nous permettrait de prévenir les risques de dérapages tarifaires auxquels nous sommes d'ores et déjà confrontés. » Pour le docteur Michel Chassang, président de l'UNOF, l'une des principales questions est celle du montant exact des revendications tarifaires actuellement formulées par les généralistes. « La CNAM parle publiquement de 1,14 milliard d'euros, alors que le gouvernement évoque plus simplement une facture de 300 millions d'euros, indique-t-il. En toute hypothèse, puisque nous ne sommes pas entendus par le gouvernement, nous allons poursuivre notre grève et accentuer rapidement notre pression en organisant dans les prochains jours des actions unitaires d'un nouveau genre. »

Jean-Yves Nau

En Ile-de-France, les urgentistes et SOS-Médecins au bord de l'asphyxie

URGENCES HOSPITALIÈRES saturées, SOS-Médecins débordé : il valait mieux ne pas tomber malade pendant la nuit du Nouvel An, au cours de laquelle des centaines de patients ont parfois attendu entre trois et quatre heures pour obtenir l'aide d'un médecin en région parisienne.

REPORTAGE

La fatigue se lit sur les visages des enfants fiévreux qui hurlent depuis des heures et des parents bouleversés devant les salles de soins

En ce début de soirée du 31 décembre, Michel Courteaud se réjouit de n'avoir pas été réquisitionné par le préfet pour assurer une permanence. En grève des gardes depuis le 15 novembre, ce généraliste d'un petit village des Yvelines ne décolère pas contre ses collègues de SOS-médecins, qui « cassent l'efficacité du mouvement » en profitant des fêtes de fin d'année pour « travailler trois fois plus que d'habitude ». « Ce sont des prestataires de soins qui se déplacent dans l'anonymat le plus complet en soignant des gens qu'ils ne connaissent pas et ne reverront jamais », fulmine le médecin, qui n'est guère plus tendre à

l'égard des praticiens hospitaliers. « A l'hôpital, on met sa blouse et on roucoule dans les couloirs, en signant des ordonnances illisibles que personne ne conteste. » Pour les généralistes, c'est, selon lui, différent : « On ne se défille pas, on est entièrement responsable, on travaille dans l'humain. »

A 23 heures, les personnels du SAMU enregistrent déjà, dans les départements, un surcroît de travail de 30 à 100 %. Au troisième sous-sol de l'hôpital Robert-Debré, dans le 20^e arrondissement de Paris, les urgences pédiatriques ne désempassent pas. Sur la porte, une affichette prévient les visiteurs qu'en ce 31 décembre il faut compter quatre heures d'attente pour une consultation en médecine générale et une heure pour un acte de chirurgie.

UNE ATTENTE DE TROIS À QUATRE HEURES

Une vingtaine de parents, dont certains sont arrivés depuis 16 heures ou 17 heures, attendent que leur enfant soit examiné. « Ils sont où les médecins ? », s'empare un jeune père excédé par la chaleur et les pleurs incessants des bébés qui résonnent dans tout l'étage. La fatigue se lit sur les visages des enfants fiévreux qui hurlent depuis des heures, des parents bouleversés devant les portes ouvertes des salles de soins ou sur les traits tirés des infirmières que plus rien ne semble perturber.

A l'accueil, le ton finit par monter. « J'attends depuis quatre heures, s'insurge un père, dont l'enfant, dit-il, a une température de 42 degrés et une plaque de gros boutons rouges dans le dos. Mais ici, il n'y a que des infirmières et pas un seul médecin. » Un médecin, éreinté, finit par traverser la salle à la recherche du « bébé qui est tombé sur la tête ».

A 7 heures du matin, la nuit se termine pour les huit permanenciers de l'association SOS-Médecins. Les appels ont été si nombreux que les urgentistes ont à peine pu assurer les déplacements sur la capitale. « Les délais sont énormes, en général de trois ou quatre heures, précise le régulateur. Sur la banlieue, on n'a pris aucun appel, en renvoyant sur le 15 ou en donnant des conseils par téléphone. » A SOS-Médecins, les files d'attente des urgences hospitalières n'étonnent personne. « A certaines dates, on ne trouve plus personne dans les hôpitaux pour prendre les gardes, à l'exception de quelques originaux, souvent des médecins étrangers », explique le régulateur. Le raison, selon lui, en est simple : « Personne ne veut le faire car c'est payé des clopinettes, environ 15,24 euros net l'heure » pour des gardes de dix-huit heures en semaine et de vingt-quatre heures le week-end.

Alexandre Garcia

Le parquet de Paris demande le renvoi devant les assises du « commando Erignac »

Huit nationalistes corses pourraient être jugés

PRÈS DE QUATRE ANS après l'assassinat du préfet de Corse Claude Erignac, le 6 février 1998, le parquet de Paris a demandé, lundi 31 décembre, le renvoi devant la cour d'assises de huit nationalistes corses soupçonnés d'avoir commandité l'assassinat ou participé à son exécution. En fuite depuis deux ans et demi, Yvan Colonna, le nationaliste corse suspecté d'avoir tiré trois balles contre le préfet, n'est pas concerné par ces réquisitions, la procédure à son encontre ayant été disjointe du reste de l'affaire pour que les juges puissent poursuivre leurs investigations.

Sur les huit personnes dont le parquet a demandé le renvoi, cinq sont considérées par la justice comme des « exécutants », interpellés entre le 21 et le 23 mai 1999 et mis en examen pour « assassinat en relation avec une entreprise terroriste » par les juges Jean-Louis Bruguière et Laurence Le Vert. Il s'agit d'Alain Ferrandi, considéré comme le chef du commando, entouré de quatre guetteurs ou chauffeurs présumés, Didier Maranelli, Pierre Alessandri, Marcel Istria et Martin Ottaviani. Joseph-Antoine Versini, soupçonné d'avoir participé à des actes préparatoires, est poursuivi pour « complicité d'assassinat ». Sur ces six personnes, toujours écrouées, cinq ont reconnu leur participation, qui aurait été motivée par l'espoir de refonder le nationalisme corse. Les deux dernières personnes concernées par le réquisitoire sont Vincent Andriuzzi et Jean Castela, deux enseignants soupçonnés d'être les « commanditaires » de l'assassinat, dont ils auraient élaboré et diffusé le communiqué de revendication. Leur avocat, M^r Vincent Stagnara, affirme que ses clients ne sont « absolument pas liés à cet assassinat » et espère un non-lieu. Dans ses réquisitions, le parquet a en revanche demandé un non-lieu pour le nationaliste Mathieu Filidori, première personne interpellée et écrouée dans cette affaire avant d'être rapidement libérée.

Les juges antiterroristes qui ont instruit le dossier doivent maintenant décider de renvoyer ou non les différents protagonistes devant une cour d'assises spécialement composée, compétente en matière de terrorisme. Leur décision pourra être contestée par les avocats des personnes mises en cause devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, appelée à trancher en dernier ressort.

Plusieurs incidents ont marqué la nuit du réveillon en Alsace

PLUS DE 40 VOITURES ont été incendiées dans l'agglomération de Strasbourg au cours de la nuit du Nouvel An, principalement dans les quartiers difficiles du sud de la ville. Quatre policiers ont été blessés par des tirs de pistolet à plombs et 30 personnes ont été interpellées. Quelque 1 200 policiers et gendarmes avaient été déployés dans le département, dont 665 à Strasbourg, selon la préfecture. La ville avait mobilisé 60 policiers municipaux, 90 travailleurs sociaux et mis en astreinte près de 300 personnels des services techniques. Plusieurs fêtes de quartier avaient été organisées pour tenter de désamorcer les violences. En décembre 2000, 53 voitures avaient été incendiées à Strasbourg et environ 75 dans l'agglomération. A Barr, dans le Bas-Rhin, huit personnes ont par ailleurs été blessées par une explosion survenue peu après 3 heures, à l'extérieur de la salle des fêtes. Vers 21 heures, une première explosion avait endommagé un transformateur électrique près du stade. - (Corresp.)

Fortes intempéries en Lorraine

LE NORD DE LA LORRAINE a été touché par d'importantes inondations, lundi 31 décembre, le niveau de la Meuse et de la Moselle dépassant les cotes d'alerte et contraignant les services préfectoraux à envisager des évacuations. De nombreux axes routiers ont été coupés à la circulation dans l'après-midi dans les départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges. La ligne SNCF Paris-Strasbourg a été interrompue et détournée au niveau de la Meuse.

CARNET

Naissances

Sandra LAGUMINA et Jérôme GOLDENBERG partagent avec Sarah la joie d'annoncer la naissance de

Clara,

le 28 décembre 2001, à Paris.

Décès

– Eliane Lumbruso-Contini, Gisèle Bertocchini, Lucien Ronco, ses neveux,

Leurs conjoints, Valérie, Daniela, Nicolas, Lorenzo, Stefania et Emmanuel, leurs enfants, Mireille Schworer, son amie, font part du décès de

Ida ASCOLI,

le 30 décembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Ils évoquent le souvenir de ses sœurs : Rosa Ronco, Irma et Emma Ascoli. L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le 2 janvier, à 11 heures.

– M^{me} Marie Benaroya, née Cabasso, son épouse, Maggy et Joël Kermarec, sa fille et son gendre, Stéphane et Gilles, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Léon BENAROYA,

survenu le 29 décembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 janvier 2002, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

84, rue Boucicaud, 92260 Fontenay-aux-Roses.

– M^{me} Lucette Benyaya,

son épouse, M. et M^{me} Joseph Benyaya, Michaël et Lionel, ses enfants et ses petits-enfants,

Les familles Chiche, Bouchara, Benyaya, David, Cherqui, Kedem, Qualid, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest BENYAYA,

survenu le 30 décembre 2001, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation aura lieu mercredi 2 janvier 2002, à 15 heures, au cimetière israélite de Versailles, avenue Pershing.

– Pontcharra (Isère).

Aurélië et Valère Bertrand, ses enfants, Camille, Antonin, Emma, ses petits-enfants, Béatrice et Donatien de Hautecloque, font part du décès de

M. Maurice BERTRAND,

« un grand bonhomme »,

survenu bien trop tôt, le 30 décembre 2001, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques civiles auront lieu le vendredi 4 janvier 2002, à 14 h 30, au cimetière des Grignons, à Pontcharra.

Ni plaques ni couronnes.

– M^{me} Marcelle Eskenazi, Fabienne et Charles Lerman, Benjamin et Judith, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel ESKENAZI, leur époux, père et grand-père.

La levée du corps aura lieu au domicile, le mercredi 2 janvier 2002, à 15 h 45. L'inhumation aura lieu le mercredi, à 16 h 30, au cimetière de Pantin.

M^{me} Marcelle Ezkenazi, 6, rue Lamblardie, 75012 Paris.

– M. Georges Grenier, son époux, Christian et Martine Grenier, Henri et Brigitte Luquet, Philippe Grenier et Delphine Agogue, Isabelle Grenier et Christian François, Jean-Yves et Maria Novella Grenier, ses enfants,

Ses petits-enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Elisabeth GRENIER, née LOZAC'HMEUR.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 5 janvier 2002, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

– Toute la famille de

M^{me} Simone MERKLEN

fait part de son rappel à Dieu le 29 décembre 2001, dans sa quatre-vingt-douzième année, en son domicile, à Paris-6^e.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 janvier 2002, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e.

– Barcelona. Villers-lès-Nancy.

Juan et Lourdes, Esteban et Joanna, ses enfants, Juanito, Felipe, Thomas et Stéphane, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 29 décembre 2001, de

Marie PAPAZIAN SAATDJIAN.

Les obsèques auront lieu le 7 janvier 2002.

– M. Joseph Zummer, son époux, M. Alain Zummer, son fils, ont la profonde douleur de faire part du décès de

docteur Katérina, « Katia » ZUMMER, née RUBINSTEIN,

survenu le 30 décembre 2001, à l'âge de soixante-quatre ans seulement.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier 2002, à 8 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira à l'entrée principale.

Ils rappellent le souvenir de ses parents,

M. Arnold RUBINSTEIN,

et du

docteur Sophia TATARSKI-RUBINSTEIN.

– M^{me} Françoise Nœtinger, née Caradec, son épouse, Ivan, Fanny, Blandine, Benoît, ses enfants,

Leurs conjoints, Françoise, Juan, David, Sophie, Pierre, Laura, Nathalie, Martin, Oliver, Guillaume, Clara, Alice, ses petits-enfants,

Marguerite, sa sœur, Louis (†), Robert (†), Henri, François, Charles (†), ses frères, Christian, Georges (†), Jean-Pierre, Claire (†), Odile, Antoinette, Brigitte, Monique, Thérèse, Paulette, Monique, Esperanza, ses beaux-frères et belles-sœurs, Et toutes leurs familles et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe NœTINGER, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre, évadé de France à dix-sept ans, capitaine de corvette (H),

survenu à Sèvres (Hauts-de-Seine), le 28 décembre 2001, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 janvier, à 16 heures, en l'église Saint-Rémi de Camaret-sur-Mer (Finistère).

25, avenue de l'Europe, 92310 Sèvres.

– Yvonne Samzun, Ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gaston SAMZUN,

le 28 décembre 2001, à Ivry-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 2 janvier 2002, à 15 heures, en l'église de Locmaria, Belle-Ile-en-Mer.

– M^{me} Gérald Van der Kemp, son épouse, M. et M^{me} Frank Van der Kemp, son fils et sa belle-fille, M^{lle} Alix Van der Kemp, sa petite-fille, M^{lle} Viviane Van der Kemp, sa nièce, M^{me} Barbara de Portajo, M. et M^{me} Henrik Schlubach, M. Russel Grant, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérald VAN DER KEMP, membre de l'Institut (Académie des beaux-arts), commandeur de la Légion d'honneur, médaille de la Reconnaissance française, commandeur des Arts et des Lettres, grand officier du mérite de l'ordre souverain de Malte,

survenu à Neuilly-sur-Seine le 28 décembre 2001.

Une messe sera célébrée le vendredi 4 janvier 2002, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Giverny, dans le caveau de famille.

Fondation Claude-Monet, Giverny, 27620 Gasny. (Le Monde du 1^{er} janvier.)

Un Libanais à l'assaut d'Ariel Sharon

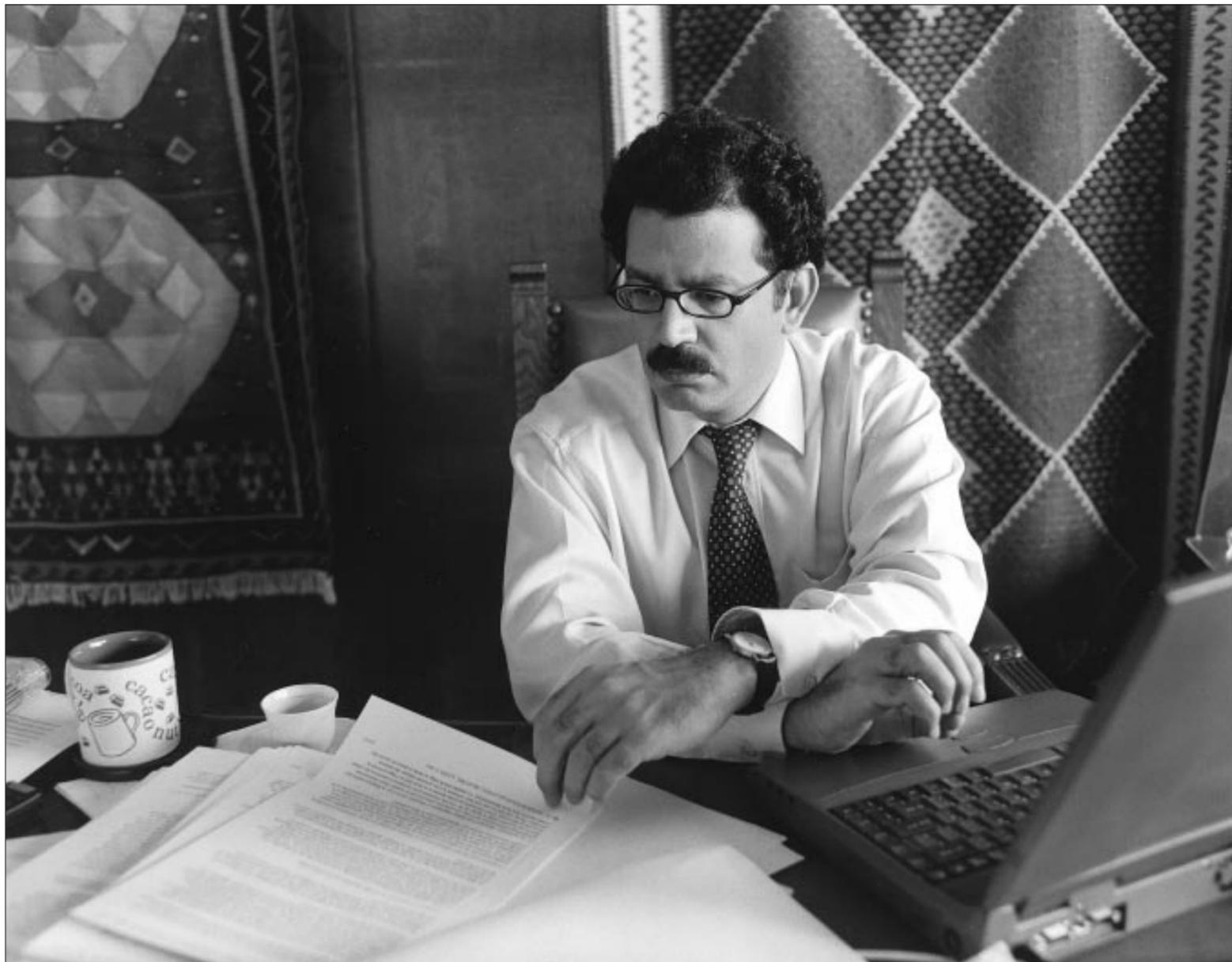
S'IL avait « pu », Chebli Mallat aurait choisi de « faire philo ». Il est aujourd'hui avocat à la cour, détenteur de la chaire Jean-Monnet à l'université Saint-Joseph (USJ) de Beyrouth, directeur du Centre d'études sur l'Union européenne de la même USJ. Entre ses études de droit tout court, celles de droit musulman, de littérature anglaise, de civilisation espagnole et latino-américaine, ses fonctions actuelles ou passées, dont celles de membre du Comité d'études juridiques sur le Moyen-Orient de la Yale Law School, de directeur du centre de droit islamique et du Moyen-Orient de la School of Oriental and African Studies de l'université de Londres – pour ne parler que de cela – et sa maîtrise de cinq langues au moins, il est déjà doté d'un prestigieux curriculum.

Mais aujourd'hui, il est surtout connu comme l'un des trois avocats – les deux autres sont les Belges Michaël Verhaeghe et Luc Walley – des vingt-trois Palestiniens et Libanais qui, en juin, ont porté plainte avec constitution de partie civile en Belgique contre l'actuel premier ministre israélien, Ariel Sharon. M. Sharon est mis en cause dans les massacres commis en septembre 1982 dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, à la périphérie de Beyrouth-ouest, dans lesquels entre 460 (selon l'enquête libanaise) et 5 000 personnes (selon les Palestiniens) ont péri. L'armée israélienne occupait alors le Liban et l'actuel premier ministre était ministre de la défense. Bien qu'elle ait imputé l'exécution des massacres aux miliciens chrétiens des Forces libanaises, la commission israélienne d'enquête Kahane – du nom de son président Itzhak Kahane – a mis en cause la responsabilité « personnelle » de M. Sharon et « morale » de l'ensemble du commandement israélien, pour n'avoir pas su prévenir de tels massacres.

Rien n'aurait permis de prévoir que Chebli Mallat serait, à 41 ans, le Libanais qui prendrait l'initiative d'introduire la première action en justice des survivants du drame de septembre 1982. Son appartenance confessionnelle, dans un pays tout entier fondu dans le moule intercommunautaire, aurait pu être dissuasive. Chebli Mallat est en effet chrétien maronite (catholique), et c'est un euphémisme de dire que cette communauté ne s'est pas particulièrement illustrée dans la défense des Palestiniens. Il appartient certes à une famille « de gauche » – dans l'acception libanaise très élastique du terme – qu'une « grande amitié » lie aux Joumblatt, dont on connaît en Occident feu Kamal le père et son fils Walid, dirigeants du Parti socialiste progressiste. Mais Chebli Mallat n'a jamais milité dans une quelconque formation, ni ne s'est rangé aux côtés de l'un ou l'autre des différents protagonistes – dont les Palestiniens – qui se sont fait la guerre pendant quinze ans au Liban ; quinze années dont il a passé une bonne partie à l'étranger, en tant qu'étudiant, puis en qualité d'enseignant. Lorsqu'il parle politique, sa pensée est du reste éclectique, note un journaliste. Comme le sont d'ailleurs, de son propre aveu, ses « maîtres à penser », de Gilles Deleuze à l'Irakien Mohammad Baqer Al Sadr, en passant par Robert Fossard, Kamal Joumblatt ou « la tradition constitutionnelle américaine ».

Son évocation de ce qu'il convient désormais d'appeler « l'affaire Sharon » se fait systématiquement en termes de droit ; pour souligner « l'importance d'une approche neutre dans cette affaire », le refus de toute « politisation » et le souci de ne pas verser dans un quelconque antisémitisme – « J'ai d'ailleurs écrit un article pour dire mon admiration pour le travail du juge [Aharon] Barak », (l'un des trois membres de la commission Kahane), dit-il. C'est ce qui donne à l'action sa force, dit en substance un de ses amis.

Le droit, Chebli Mallat l'a reçu en héritage – et c'est sans doute, admet-il, l'une des raisons pour lesquelles il n'a pas « fait philo ». « Et puis philo pour quoi faire ? Enseigner ? », lui qui découvrira plus tard, après dix années académiques



Chrétien maronite, juriste érudit et scrupuleux, l'avocat Chebli Mallat défend devant la justice belge la plainte des survivants des massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila contre le premier ministre israélien. Par « refus de l'impunité »

à Londres, « la dimension mesquine de tout système institutionnel ». Son père, Wajdi Mallat, avocat à la cour pendant près de cinquante ans, ancien bâtonnier, ancien ministre et premier président du Conseil constitutionnel de création récente, s'est illustré par des prises de position audacieuses. Chacun sait, par exemple, que sa démission de cette dernière fonction, en 1997, visait à protester contre le caractère non constitutionnel des élections. Aujourd'hui nonagénaire, bon pied bon œil, il a le verbe toujours aussi courageux. Il y a aussi le grand oncle, Tamer, qui fut juge, et dont Chebli n'est pas peu fier – il a même donné son prénom à l'un de ses propres fils. Il y a encore le grand-père, surnommé le poète des Cèdres, dont Chebli porte le prénom et auquel il doit au moins en partie ce qu'il appelle son « amour de l'arabe ». Il y a enfin, en croisant Janane, sa sœur, un climat familial libéral diffus, qui a imprégné chacun et tous presque inconsciemment d'un esprit d'indépendance, de tolérance et de respect des droits de l'homme.

Lorsqu'ils commentent son parcours, les proches de Chebli Mallat en parlent sur le ton du respect affectueux. C'est « l'avocat des causes perdues », dit Janane, un « naïf » commente un ami, un « juste » renchérit un autre. Si elle lui reproche de se laisser accaparer par sa profession, son épouse, Nayla, n'en est pas

moins une inconditionnelle du procès Sharon. C'est une initiative, dit-elle, qui brise le cercle vicieux du « défaitisme du monde arabe », où la règle est de croire que « l'on ne pourra jamais rien » contre la trilogie Israël-Etats-Unis et lobby juif ! Dans son cabinet situé au cœur de Beyrouth, rue de Damas, avenue longtemps connue comme la « ligne de démarcation » entre l'est et l'ouest de la capitale libanaise, qui se sont fait la guerre pendant quinze ans, Chebli Mallat ne récusé pas les « reproches » d'« idéologue ou de Don Quichotte ». Mais précise-t-il, « au-delà du souci de justice, mes actions sont analytiquement informées ; il est très important d'être efficace », et il ajoute : « Je me suis souvent retrouvé seul dans mes analyses, mais le temps les a confirmées. C'est le cas par exemple pour l'opposition irakienne. »

L'IRAK a longtemps été le tropisme de cet avocat au parcours singulier : d'abord par la découverte des écrits de l'ayatollah irakien Mohammad Baqer Al Sadr, référent (marja), parmi d'autres, de la communauté chiite, penseur et théoricien et l'une des figures de proue de l'opposition chiite irakienne, jusqu'à son meurtre, ainsi que celui de sa sœur, Bint Al Houada, en 1980, par les services du régime de Bagdad. C'est sur l'œuvre de Mohammad Baqer Al Sadr que Chebli Mallat a écrit son premier ouvrage. Depuis, il

en a écrit bien d'autres, sur des sujets tant politiques que juridiques. « Plus je lisais Baqer Sadr, plus je voyais la nécessité de connaître le Moyen-Orient », dit-il.

Lors de la guerre de libération du Koweït, en 1991, Chebli Mallat est à Londres, et se retrouve « seul correspondant auprès de l'ambassade américaine d'une opposition irakienne » qu'il connaissait bien, grâce notamment à des liens noués avec l'un de ses membres, Mahdi Al Hakim – assassiné au Soudan en 1987. Il écrivit même au président George Bush à ce sujet. Avec Ahmad Chalabi – qui fut un temps le président du Congrès national irakien, une coalition de formations et de personnalités de l'opposition au régime de Bagdad –, il fut, assure-t-il, l'un des inspirateurs d'Indict, la campagne internationale pour l'inculpation des criminels de guerre irakiens ; avant de se brouiller avec la parlementaire britannique Ann Clwyd, qui préside désormais Indict.

« L'idée a toujours été la même, explique-t-il : le refus de l'impunité. » C'est ce même fil conducteur et son expérience en droit pénal international qui ont fait que, bien avant « l'affaire Sharon », Chebli Mallat était déjà l'avocat de « l'affaire

prendre le chiisme irakien ». Avec le temps, ajoute-t-il, « je me suis retrouvé en train de travailler l'islam classique ». Aujourd'hui il a « envie de faire autre chose » non sans être déterminé à achever un ouvrage sur le droit au Moyen-Orient.

RETOUR à la plainte avec constitution de partie civile déposée par les victimes et survivants de Sabra et Chatila : C'est « une conjonction de facteurs », dit Chebli Mallat, qui y a conduit : « L'idée était dans l'air. Des comités s'étaient constitués en France, en Espagne, aux Etats-Unis », demandant justice pour Sabra et Chatila. L'intérêt qu'il avait lui-même porté dès 1983 aux travaux de la commission Kahane qu'il avait suivis « de très près », et le mouvement de protestation qui avait eu lieu en Israël réclamant le retrait du Liban, son expertise personnelle en droit international, « la chance aussi de pouvoir travailler avec Rosemary Sayegh [auteur d'une thèse sur les camps de Sabra et Chatila et qui est demeurée en contact avec la population de ces deux camps] et Sanaa Hussein », sa collaboratrice, sont autant de facteurs qui ont favorisé la démarche. « J'ai expliqué ce que le système judi-

Chebli Mallat dans son bureau à Beyrouth, le 15 décembre 2001.

hommes d'une honnêteté et d'une expertise exceptionnelles », souligne-t-il. Chebli Mallat n'est pas peu fier de constater que le fait de prendre l'initiative dans l'affaire Sharon a d'abord permis de dénouer les langues et de briser la peur dans les camps de réfugiés : l'affaire a désormais sa dynamique propre. Aujourd'hui, ajoute-t-il, « nous sommes les organisateurs de l'argument juridique, mais celui-ci a désormais une qualité internationale jamais vue. Plus de deux cents avocats de différentes nationalités ont pris contact ». La faculté de droit de Yale « nous aide avec des études sur différents points juridiques extrêmement pointus ». Les comités Sabra et Chatila se multiplient.

Une dimension du procès Sharon lui « fait de la peine » : il s'agit d'une récente démarche de l'une des plaignantes, Souad Srour, qui, « inspirée » selon lui par un groupe dénommé la Ligue arabo-européenne, l'a récusé ainsi que ses deux collègues belges. Elle a pris notamment argument du fait que le chef de la milice des Forces libanaises, Elie Hobeika, n'est pas nommément désigné dans la plainte. L'intéressée conteste par ailleurs l'audition de témoins israéliens, ce qui, au Liban, et lorsqu'il s'agit d'un Libanais, est considéré comme un acte d'intelligence avec l'ennemi et donc passible de poursuites en justice. Ce n'est pas Chebli Mallat qui a pris ces contacts, mais l'un de ses collègues belges, Luc Walley. Quant à la plainte, elle désigne nominalement uniquement Ariel Sharon et Amos Yaron, commandant de division et général de brigade au moment des massacres, mais elle vise également « toute personne, qu'elle soit israélienne ou libanaise, dont la responsabilité sera établie dans les événements ». Récemment, M^e Walleyne a en outre affirmé qu'au vu des preuves amassées les plaignants s'étaient également constitués partie civile contre M. Hobeika.

Mouna Naïm
Photo : Fouad Elkoury/Rapho pour « Le Monde ».

Il y a dans la famille un climat libéral diffus, qui a imprégné chacun et tous presque inconsciemment d'un esprit d'indépendance, de tolérance et de respect de droits de l'homme

Moussa Sadr », ce dirigeant religieux chiite fondateur du mouvement chiite libanais Amal, « disparu » à l'occasion d'un voyage en Libye en 1978. Dans le même ordre d'idées, il est aussi l'avocat d'Amnesty international au Liban.

L'interroge-t-on sur son intérêt pour le droit musulman, Chebli Mallat invoque à nouveau cet « attachement à l'arabe », l'une des raisons de son retour au Liban après quinze ans à l'étranger. Il parle de « la dimension de la tradition historique » et donc musulmane du Moyen-Orient, de l'impossibilité de « comprendre la guerre Irak-Iran sans com-

prendre la guerre Irak-Iran sans com-
ciaire requérait » ; quant à la Belgique, dotée d'une loi « de compétence universelle », qui considère les tribunaux belges comme compétents pour juger les crimes de guerre, crimes de génocide et crimes contre l'humanité, quels que soient le lieu où ils ont été commis et les nationalités et lieux de résidence des victimes et des accusés, elle offrirait le lieu idéal pour accueillir la procédure.

De fil en aiguille, M^{me} Sayegh étant en contact avec le sénateur belge Vincent van Quickenborne, Chebli Mallat a fait la connaissance de ses homologues belges Michaël Verhaeghe et Luc Walley, « deux

L'horreur économique argentine *par Daniel Borrillo*

LES dernières semaines, une blague fort significative circula à Buenos Aires : on appelait l'ancien président, Fernando de la Rúa, Louis XXXII, puisqu'il était deux fois plus imbécile que Louis XVI. Un climat révolutionnaire baigne la ville la plus européenne de l'Amérique latine. Les Argentins, épuisés, manifestent leur colère, et, après une lutte fratricide, ils commencent à s'attaquer à leurs principaux ennemis : une classe politique indigne et un système financier international immoral.

L'Argentine fut montrée dans un passé récent comme l'élève le plus discipliné du FMI. Les politiques économiques les plus néolibérales ont été appliquées par tous les responsables politiques de centre gauche, de droite et surtout d'extrême droite. Il ne faut pas oublier que Domingo Cavallo, l'ancien ministre de l'économie et principal responsable de la crise actuelle, avait commencé sa carrière sous les auspices du plus néfaste criminel que l'Argentine ait connu, le général putschiste Jorge R. Videla.

Chaque coup d'Etat argentin a été solidement soutenu politiquement et financièrement par les autorités des Etats-Unis (aussi bien républicaines que démocrates). L'ancien ministre lui-même ainsi que tous les membres de son équipe d'économistes ont fréquenté les plus prestigieuses universités

de la Côte est des Etats-Unis. Leur suffisance et la certitude absolue d'appartenir à une élite détentrice des recettes économiques et politiques objectivement bonnes les ont complètement aveuglés. Deux jours avant la démission de leur chef tout-puissant, les « *Cavallo's boys* » parlaient des émeutes comme de petites révoltes isolées, instrumentalisées par les « *zurditos* » (comme on appelle de façon péjorative les gens de gauche en Argentine).

Quelques années plus tôt, les mêmes idéologues du libéralisme sauvage avaient préparé la privatisation de l'ensemble des entreprises et services nationaux (du pétrole aux chemins de fer en passant par le système de santé et d'éducation). A côté du populiste Carlos Menem, les mêmes idéologues nous vendaient l'Argentine comme l'exemple de la globalisation, comme l'avant-garde de l'extrême Occident.

L'Argentine a été certes mal gouvernée pendant des décennies, mais cette alternance entre fascistes et conservateurs (populistes et monétaristes) a toujours joui de l'appui des secteurs les plus puissants de l'Occident. Les Argentins sont évidemment responsables de leur absence d'administration et de leur incapacité à s'organiser politiquement. Toutefois, cela n'explique que très partiellement la débâcle actuelle. Même avec les autorités les plus

compétentes et le peuple le plus productif, la crise argentine aurait eu lieu. La mise à mort d'un des pays les plus prometteurs, l'agonie d'un des peuples les plus dynamiques est le résultat d'une politique internationale, sinon programmée tout au moins suffisamment cynique pour considérer l'humain comme le dernier des soucis.

Même les gens les plus pacifiques sont aujourd'hui poussés à la violence dans un pays où la désintégration sociale ne fait que commencer

Strange liberté que de laisser pour compte les peuples les plus pauvres tout en protégeant les nations les plus riches : l'Argentine ne peut pas exporter, non par manque de qualité de ses produits (qui faisaient autrefois la convoitise du monde entier), mais à cause du protectionnisme des Etats-Unis et de la politique agricole commune de l'Union européenne.

Tout ce que le FMI nous a empêchés de faire économiquement chez nous a été allégrement accordé aux Etats-Unis après le 11 septembre 2001 : protection de son industrie, subvention de son économie, contrôle des échanges financiers, fluctuation monétaire, etc. Notre liberté ? Nous subissons celle du loup dans un poulailler (argentin) !

Comment ne pas dénoncer avec ferveur les commentaires de George W. Bush lorsqu'il traite l'Argentine de voisin ami ou les appréciations de Kenneth Rogoff, conseiller économique du FMI, renvoyant la responsabilité de la crise aux Argentins. Dans ce contexte, malgré les morts dans les rues de Buenos Aires et les hôpitaux accablés par les consultations psychiatriques, les titres boursiers ont augmenté.

L'horreur économique atteint en Argentine des dimensions que les analyses les plus pessimistes auraient eu du mal à pronostiquer. Même les gens les plus pacifiques sont aujourd'hui poussés à la violence dans un pays où la désintégration sociale ne fait que commencer.

Daniel Borrillo est maître de conférences en droit à l'université Paris-X et chercheur au Groupe d'analyse des politiques publiques (GAP) au CNRS. Argentin, il réside en France depuis 1987.

Reprise américaine : autant attendre Godot

par Lionel Stoleru

EN 1974, alors que le monde entier avait basculé, nos gouvernements entonnaient l'hymne à la « *sortie du tunnel* » (que l'on attend encore). Aujourd'hui, je constate avec tristesse que, devant le ralentissement économique, nos gouvernants (en Europe comme en France) entonnent l'invocation à la reprise américaine qui va, affirment-ils, nous sauver. Eh bien, disons les choses clairement : il n'y aura pas de reprise américaine. Pour une raison simple : la reprise américaine, elle est derrière nous. Pas devant nous.

Il est temps de reconnaître des vérités simples : il y a eu huit ans de reprise américaine extraordinaire, de 1992 à 2000. Le miracle Clinton a permis à l'économie américaine de supprimer le chômage, en le réduisant de 10 % à 4 % (ce qui représente le plein-emploi) et donc de rejoindre son taux de croissance potentiel à plein-emploi. Bravo, mais c'est fini, on ne va pas au-delà du plein-emploi, sauf à créer de l'inflation.

Le 11 septembre, révolution politique, n'est qu'un épiphénomène

économique : il a fait remonter d'un point le taux de chômage, ce qui permettra un très petit rebond en 2002 mais en aucun cas une « reprise » américaine.

Que l'Europe veuille bien regarder la réalité en face : c'est elle qui a un problème, avec 9 % de chômage, et donc un très gros écart avec la croissance potentielle à plein-

Que l'Europe veuille bien regarder la réalité en face : c'est elle qui a un problème, avec 9 % de chômage, et donc un très gros écart avec la croissance potentielle à plein-emploi

emploi. C'est à elle et à elle seule (car le salut ne viendra ni des Etats-Unis ni du Japon) de conduire la même politique économique monétaire et budgétaire qui a fait le succès des années Clinton.

Or nous nous installons dans une économie de chômage dont l'OCDE vient de nous rappeler un

aspect plus que préoccupant : le taux de chômage – le Nairu, *non accelerating inflation rate of unemployment* (OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 2000) – en deçà duquel se manifeste l'inflation, qui devrait être comme aux Etats-Unis de l'ordre de 4 %, est estimé en France à 8 % ou 9 %. Nous sommes tellement ancrés dans un chômage

élevé qu'une relance créée plus d'inflation que d'emploi. En outre, notre « *policy mix* » européen de politiques monétaire et budgétaire est tout sauf lisible : – la politique monétaire est frileuse et imprévisible ; – la politique budgétaire européenne n'existe pas et chaque pays

ont notamment fait ressortir parmi les intervenants américains, indépendamment de leur appartenance politique, un rejet de l'aspect manichéen du débat multilatéralisme/unilatéralisme. Kim Holmes, de la conservatrice Heritage Foundation, s'élève ainsi contre le vieux cliché qui veut que « *le multilatéralisme c'est bien et l'unilatéralisme c'est mal* » : lorsque l'Union européenne défend unilatéralement ses positions commerciales, relève-t-il, personne ne trouve rien à y redire. Et, à titre de superpuissance mondiale, les Etats-Unis ont des responsabilités que n'ont pas les autres pays, ce qui implique qu'ils aient aussi une plus grande marge de manœuvre.

De même, Strobe Talbott, numéro deux du département d'Etat dans l'administration Clinton, invoque la complexité de la question et souligne que toutes les administrations américaines, démocrates ou républicaines, mêlent les deux approches à la fois : pour lui, « *la question ne se pose pas en termes de tout l'un ou tout l'autre* ». Et la guerre du Kosovo « *était trop multilatérale* ».

Cette exigence de flexibilité se retrouve dans les colonnes de la presse américaine depuis peu, sous la plume de chroniqueurs de tous bords. Ainsi, dans le *Washington Post*, E. J. Dionne dénonce-t-il les idées fausses dont est bourré, à ses yeux, ce débat, comme celle qui veut que les unilatéralistes soient les « *durs* » et que les multilatéralistes soient les « *doux* ». « *Stupide* », riposte-t-il : « *Il n'y a pas eu de multilatéraliste plus dur que Harry Truman.* »

tement réglés. L'ancien président George Bush lui-même jugeait que l'ampleur de l'attaque contre les Etats-Unis « *devrait effacer dans certains cercles l'idée que l'Amérique peut se débrouiller seule dans la lutte contre le terrorisme ou dans quoi que ce soit d'ailleurs* ». Les efforts immédiatement déployés par le secrétaire d'Etat Colin Powell pour bâtir une coalition internationale susceptible de soutenir les Etats-Unis, à un moment où beaucoup craignaient des représailles hâtives et mal calculées, allaient dans le même sens.

Certains observateurs avisés se sont malgré tout interrogés très tôt sur la nature profonde de ces comportements, nous décrivant fin octobre 2001 à Washington « *un réaménagement des priorités de la diplomatie américaine, bien plus qu'un réexamen des principes* ». De fait, sur aucun des grands dossiers internationaux qui opposaient avant le 11 septembre les Etats-Unis à une majorité d'autres pays (environnement, Tribunal pénal international, vérification des essais nucléaires, armes biologiques), Washington n'a donné de signe de mouvement depuis. Et, le 13 décembre, le président George W. Bush annonçait le retrait unilatéral américain du traité ABM.

EXIGENCE DE FLEXIBILITÉ

Le Centre français sur les Etats-Unis (CFE) à l'Institut français de relations internationales (IFRI) a récemment invité à Paris de nombreux experts américains et français pour débattre, deux jours durant, de l'Amérique avant et après le 11 septembre ; ces discus-

construit des budgets en trompe-l'œil sur les décombres du pacte de stabilité ;

– il n'existe aucune cohérence visible entre la monnaie et le budget.

Ne pourrait-on valoriser l'entrée historique de l'euro au 1^{er} janvier mieux que comme une curiosité numismatique ? Ne pourrait-on rebondir sur cette magnifique avancée pour tenir un sommet de politique économique européenne associant la Banque centrale et les ministres sur une perspective claire et lisible ?

Ne pourrait-on, enfin, cesser de mentir aux citoyens européens en leur faisant miroiter une reprise américaine qui ne viendra jamais et dont l'absence servira d'alibi à notre incapacité européenne de construire notre avenir économique ? Entendrons-nous un jour le parler-vrai ?

Lionel Stoleru, ancien secrétaire d'Etat, est professeur d'économie à l'Ecole des mines de Paris.

La question revêt d'autant plus d'intérêt que, après l'Afghanistan, l'administration Bush se tourne à présent vers les prochaines cibles possibles, avec le solide soutien de l'opinion publique américaine : selon un sondage ABC-*Washington Post* réalisé la semaine dernière, les Américains sont favorables à plus de trois contre un à l'ouverture d'autres fronts dans la guerre contre le terrorisme.

« LES VIEILLES DAMES DE PRISTINA »

Quelques optimistes comme Philip Gordon, directeur du Center on United States and France à la Brookings Institution, rejettent l'idée selon laquelle l'OTAN serait désormais « *inutile* » et voient au contraire dans la tournure actuelle des événements une chance de transformer et de redonner vie à une alliance « *dont l'avenir, avant le 11 septembre, était incertain* ». D'autres, comme François Heisbourg, de la Foundation for Strategic Research, déplorent une division du travail qui, au bout du compte, confie aux Américains la charge de guerroyer à Tora Bora tandis que les Européens se retrouvent avec celle de « *faire traverser la rue aux vieilles dames à Pristina* ».

Les Américains, eux, ont une réponse toute prête à ce type de critiques : avec des budgets de défense qui se sont réduits comme des peaux de chagrin depuis les années 1980, l'Europe a elle-même creusé l'écart qui la sépare des Etats-Unis en matière de capacités de défense, en particulier technologiques.

Sylvie Kauffmann

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Médecine souffrante

LA France est, depuis un mois et demi, confrontée à un mouvement contestataire sans précédent : la grève de la grande majorité des cinquante-six mille médecins généralistes de l'Hexagone, qui ont décidé de ne plus répondre aux appels de leurs patients la nuit puis qui ont étendu leur mouvement aux week-ends et aux jours de fête. Ils demandent, notamment, la revalorisation du tarif de la consultation de base à 20 euros (131,20 francs, contre 115 francs actuellement) et celui de la visite à 30 euros (197 francs).

Le mouvement est bien suivi, traduisant un malaise depuis longtemps perceptible. Au-delà de leurs revenus, les médecins se plaignent de leurs conditions de vie. Devenus les premiers recours dans une société où les individus souffrent d'abord d'isolement, ils sont appelés souvent pour pas grand-chose, comme le démontre la moyenne toujours croissante de consultations par an par généraliste : 3 720 en 2000 contre 3 530 en 1999. En conséquence, leur temps de travail s'allonge : 58 heures en 2000 contre 55 heures en 1992. S'ajoute à cela une série de facteurs, notamment la judiciarisation de cette même société, qui crée une atmosphère de contestation de la médecine par les malades.

Conscients de cette inquiétude montante, les responsables de la Sécurité sociale et le gouvernement Jospin ont entrepris depuis un an une négociation originale visant à repenser l'action du corps médical et sa relation avec l'Etat et les caisses de Sécurité

sociale. Cette réflexion commençait à porter ses fruits.

La grève prend ces discussions de court. C'est ce qui a poussé le gouvernement à répondre aux grévistes, lundi 31 décembre 2001, par une fin de non-recevoir, en listant les revalorisations déjà accordées et en renvoyant à la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) pour toute négociation. M^{me} Guigou, ministre de la solidarité, peut estimer que, contrairement aux inquiétudes, la grève ne paralyse pas les urgences, qui sont, dans l'ensemble, bien assurées par le SAMU, malgré le surcroît de travail. Mais, compréhensible sur le fond, cette réponse est dangereuse par le peu de considération qu'elle témoigne. D'abord parce que les médecins ont beau jeu de rappeler les concessions accordées par le gouvernement aux autres professions en colère, des infirmières aux gendarmes. M. Jospin est victime de ses propres « cadeaux » aux autres. C'est aussi M. Jospin qui « offre » les 35 heures aux Français et pousse donc les médecins à réclamer, eux aussi, le droit à la RTT.

Surtout, cette nouvelle colère s'inscrit à la suite de celles, nombreuses, exprimées ces derniers temps par les infirmières, les sages-femmes ou les internes en médecine. Toutes sont hautement symptomatiques de la quête d'identité des personnels de la santé. C'est au gouvernement de leur répondre, parce que le système de protection sociale français fonctionne autant à coups de milliards d'euros que grâce au dévouement de ces professions.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massot ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azam ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale : Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef : Alain Debove (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Verret
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le péché capital de la civilisation

LA GUERRE ne figurait pas parmi les plaies d'Egypte. Elle est aujourd'hui le péché capital de la civilisation. Les règlements de comptes entre nations encombrant les pages de l'histoire, mais c'est au XX^e siècle seulement que la guerre est parvenue à l'âge adulte, qu'elle a atteint la taille du monde et sa pleine capacité physique de destruction.

La science en même temps fêtait sa majorité, offrait à l'homme des chances nouvelles, favorisait son rayonnement. Le mal et le bien se mesurent-ils à armes égales ? L'humanité doit-elle toujours trouver le même soldé, perdre sur un tableau ce qu'elle gagne sur l'autre ? Les lois physiques ne sont pas bonnes conseillères hors de leur domaine. Rien ne prouve finalement qu'une compensation s'établisse entre la guerre et le progrès technique. Toutes les apparences sont même

aujourd'hui contre cette sorte d'équilibre. En face d'un millier de bombes atomiques, que pèsent les bénéfices de la civilisation ?

Toynbee considère que l'objectif principal de la civilisation est d'amener, tant par ses réussites que par ses échecs, l'avènement d'une religion de plus en plus élevée. Qu'on le veuille ou non, les grandes lois spirituelles se retrouvent en filigrane dans tout l'échafaudage moral de la civilisation. Elles sont devenues des conditions de survivance de l'espèce, le vrai moyen de rompre le « cercle infernal » : le couple guerre-progrès. Il ne s'agit pas de neutraliser la science sous prétexte qu'elle a trop bien travaillé pour la guerre. Il faut s'en servir contre la guerre. C'est la mission de l'homme.

Pierre Drouin
(2 janvier 1952.)

Le Monde sur TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60

Index du Monde : 01-42-17-29-89.

Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

MARCHÉS Dans le monde entier, les Bourses ont traversé une année 2001 très morose et surtout très volatile. ● À PARIS, l'indice CAC 40 a perdu 21,97 % au cours de l'année, ce

qui constitue sa plus forte baisse depuis 1990, une année particulièrement tourmentée, puisqu'elle avait été marquée par la crise du Golfe et l'entrée progressive en récession.

● À WALL STREET, l'année avait très mal commencé, à cause de l'éclatement de la bulle technologique, et les effets des attentats du 11 septembre sont venus renforcer ces turbulen-

ces. Mais un rebond a ensuite été constaté, le Dow Jones limitant ses pertes à seulement 7,10 % sur l'année. ● LES BANQUES CENTRALES internationales ont amorcé un cycle

de détente monétaire pour contrer le retournement de la conjoncture. Les taux d'intérêt ont été abaissés onze fois aux Etats-Unis, quatre fois en Europe.

La Bourse de Paris a baissé de près de 22 % en 2001

A cause de l'éclatement de la bulle technologique, puis du ralentissement plus général de la croissance et des effets des attentats aux Etats-Unis, toutes les grandes places boursières ont chuté lors de l'année écoulée. Mais Wall Street, en recul de seulement 7,10 %, a manifesté une étonnante résistance

UNE ANNÉE boursière morose, mais surtout exceptionnellement volatile, vient de se terminer pour les indices boursiers internationaux, lundi 31 décembre, sur les places financières de Londres, Hongkong et New York, et le vendredi précédent sur les autres marchés.

A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 21,97 % en 2001, terminant à 4 624,58 points. Il enregistre ainsi sa plus forte baisse depuis 1990, année où la crise du Golfe et l'entrée en récession lui avaient fait perdre 24,1 %. De même, l'indice Dax de la Bourse de Francfort a perdu 19,79 % en 2001, à 5 160,10 points, l'indice Footsie de la Bourse de Londres a reculé de 16,15 %, à 5 217,40 points, et l'indice Euro Stoxx 50 des poids lourds de la zone euro s'est déprécié de 20,25 %, à 3 806,13 points. A Tokyo, l'indice Nikkei a reculé de 23,52 %, à 10 542,62 points. Les investisseurs se sont inquiétés de l'enlisement de la réforme du secteur bancaire promise par le premier ministre, Junichiro Koizumi, comme de la récession de l'économie. L'indice de référence de la Bourse de Tokyo a été divisé par près de quatre depuis son record enregistré lors de la dernière séance de l'année boursière 1989, à 38 915,87 points.

Cette année, toutes les places boursières ont suivi – et souvent aggravé – les soubresauts de Wall Street, laquelle aura cependant montré des capacités de résistance surprenantes. Son indice de référence, le Dow Jones, valait 10 786,8 points au début de l'année 2001, et termine finalement l'année à 10 021,50 points, en recul de seulement 7,10 %. Le Nasdaq, marché-phare des valeurs de technologie, a reculé de 21,05 %, à



1950,40 points. Si les marchés américains parviennent à limiter les dégâts, ils enregistrent cependant une baisse inhabituelle. L'indice Standard & Poor's des 500 premières sociétés américaines, qui perd 13 %, connaît ainsi sa plus forte baisse depuis le premier choc pétrolier de 1974.

AFFLUX DES LIQUIDITÉS

En 2001, l'année boursière a commencé par la poursuite de la chute des valeurs de « technologie-média-télécommunications » (TMT), sur l'ensemble des places financières mondiales. Les valeurs de TMT avaient nourri la hausse des années 1999 et 2000. Les valeurs Internet avaient cependant commencé à s'effondrer en avril 2000, les autres TMT suivant la tendance cinq mois plus tard.

Au début du second trimestre, les marchés ont enregistré un timide rebond, soutenus par les bais-

ses de taux d'intérêt décidées par les banques centrales. Puis les grandes valeurs « cycliques », victimes de la récession mondiale, ont été touchées à leur tour par la correction boursière. Cette tendance s'est aggravée après les attentats du 11 septembre, qui ont provoqué la défiance des marchés envers le secteur de l'aéronautique, du luxe ou des assurances. Enfin, l'afflux des liquidités a permis un rebond des indices boursiers au dernier trimestre, notamment pour leur composante la plus volatile : les valeurs technologiques. Malgré la baisse des indices boursiers, les sicav, fonds communs de placement (FCP) et autres fonds d'investissement en actions mondiaux ont enregistré 920 milliards de dollars (1050 milliards d'euros) de souscriptions nettes en 2001, selon la société d'études new yorkaise Strategic Insight.

Cet afflux de capitaux s'est

accompagné d'une contraction de l'offre de nouveaux titres, ce qui a contribué à soutenir les indices. En effet, la fébrilité des opérateurs a obligé nombre d'entreprises à reporter leurs projets d'introduction en Bourse, ou à y renoncer. A Paris, par exemple, une quinzaine d'opérations d'entrées en Bourse avec augmentation de capital ont été enregistrées en 2001, contre soixante-quatorze au cours de l'année 2000. Au gré du dégonflement de la bulle technologique et du ralentissement de la croissance mondiale, les avertissements sur les profits (« profit warning ») se sont succédés. Au début de l'année 2001, les analystes financiers tablaient encore sur une progression de 12 % des bénéfices des sociétés composant l'indice CAC 40. Leurs prévisions n'ont cessé d'être revues à la baisse par la suite. Au mois de décembre, le consensus des analystes reflétait

ainsi une prévision moyenne de baisse de 11 % des bénéfices pour les sociétés du CAC 40.

SURSAUT AU DERNIER TRIMESTRE

Pourtant, le sursaut des marchés financiers a bien eu lieu au dernier trimestre. A la suite de la réouverture de Wall Street, le 17 septembre, l'indice-vedette de la Bourse de New York a d'abord plongé de 14,26 % dans la semaine, sa plus forte chute hebdomadaire depuis octobre 1932, tombant à 8 062,34 points, le 21 septembre. En nombre de points (1369,70 points), la baisse de l'indice Dow Jones n'a aucun précédent historique. Après avoir fermé durant quatre jours, ce qui n'était pas arrivé depuis la crise des années 1930, la Bourse de New York a ainsi perdu, en une seule semaine, 1 200 milliards de dollars (1300 milliards d'euros) de capitalisation boursière ! De son côté, l'in-

dice Nasdaq avait dégringolé de 16,05 % dans la semaine, à 1 387,06 points, le 21 septembre.

Soutenu par des baisses de taux concertées des banques centrales, le marché new-yorkais a trouvé l'élan suffisant pour se relancer. L'indice Dow Jones s'est hissé à nouveau au-dessus de la barre des 10 000 points, pendant que l'indice Nasdaq parvenait à franchir le seuil symbolique des 2 000 points, qu'il n'avait pas atteint depuis le début du mois d'août. Même si les indices affichent un fort recul annuel, ils ont spectaculairement repris de l'altitude depuis leur plancher du 21 septembre. Ignorant la faille du courtier en énergie américain Enron ou la crise en Argentine, le Nasdaq a repris 40 %, le Dow Jones à plus de 20 %, le CAC 40 et l'Euro Stoxx 50 ont regagné environ 33 %, et le Dax 36 %.

Adrien de Tricornot

Fort recul du CAC 40

	COURS du 28/12 en euros	VARIATION SUR UN AN EN %
1 - LAFARGE	104,9	+ 20,02 ▲
2 - PEUGEOT	47,75	+ 18,24 ▲
3 - SANOFI-SYNTHÉLABO	83,8	+ 18,03 ▲
4 - ORANGE (1)	10,18	+ 8,30 ▲
5 - BNP PARIBAS	100,5	+ 7,49 ▲
6 - SAINT-GOBAIN	169,5	+ 1,31 ▲
7 - TOTALFINAELF	160,4	+ 1,26 ▲
8 - CRÉDIT LYONNAIS	37,5	+ 0,81 ▲
9 - SODEXHO ALLIANCE	48,01	- 0,60 ▼
10 - AIR LIQUIDE	157,4	- 0,94 ▼
11 - MICHELIN	37,05	- 3,89 ▼
12 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	62,85	- 5,06 ▼
13 - ACCOR	40,83	- 9,27 ▼
14 - L'ORÉAL	80,9	- 11,39 ▼
15 - VIVENDI UNIVERSAL	61,5	- 12,27 ▼
16 - SUEZ	34	- 12,60 ▼
17 - CARREFOUR	58,4	- 12,71 ▼
18 - DANONE	137	- 14,69 ▼
19 - AVENTIS	79,75	- 14,71 ▼
20 - DEXIA	16,2	- 16,28 ▼
21 - CASINO GUICHARD	86,65	- 18,72 ▼
22 - VIVENDI ENVIRON.	37,46	- 19,44 ▼
23 - ST MICROELECTRONICS	36,05	- 22,47 ▼
24 - BOUYGUES	36,8	- 23,73 ▼
25 - LAGARDÈRE	61,8	- 23,95 ▼
26 - THALES	38,75	- 24,09 ▼
27 - DASSAULT SYSTÈMES	54	- 26,03 ▼
28 - AGF	53,9	- 27,16 ▼
29 - RENAULT	39,61	- 28,63 ▼
30 - SCHNEIDER ELECTRIC	54	- 30,50 ▼
31 - THOMSON MULTIMÉDIA	34,5	- 30,78 ▼
32 - LVMH	45,7	- 35,18 ▼
33 - PINAULT-PRINT.-RED.	144,6	- 36,83 ▼
34 - AXA	23,47	- 39,04 ▼
35 - EADS	13,64	- 42,35 ▼
36 - TF1	28,39	- 50,63 ▼
37 - FRANCE TÉLÉCOM	44,9	- 51,17 ▼
38 - CAP GEMINI	81,1	- 52,79 ▼
39 - ALSTOM	12,49	- 54,58 ▼
40 - ALCATEL	19,2	- 68,26 ▼

(1) depuis le 13 février 2001

Source : Bloomberg

Les quarante premières sociétés cotées à la Bourse de Paris ont connu une année difficile, la pire depuis 1990.

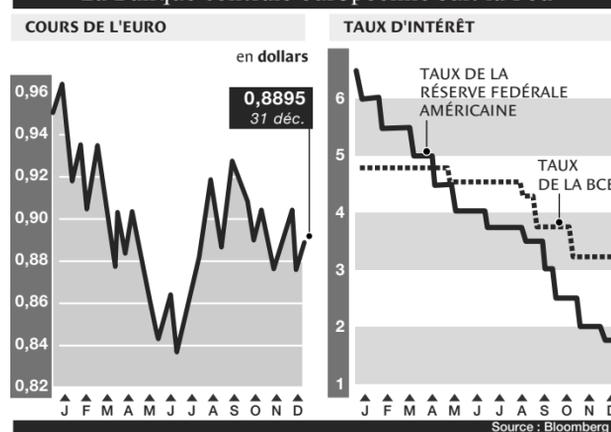
Malgré une réduction des taux d'intérêt, l'économie mondiale tarde à repartir

APRÈS la remontée des taux d'intérêt en 2000, l'année 2001 a été placée sous le signe de la détente monétaire sur le plan international dans un effort pour contrebalancer le retournement de la conjoncture mondiale. Sur le marché des changes, le dollar s'est apprécié face à l'euro et au yen. La monnaie unique, qui avait débuté l'année à 0,9570 dollar, est tombée jusqu'à 0,8364 dollar en juillet avant de revenir, lundi 31 décembre à la clôture, à 0,8895 dollar, soit une baisse de 7,5 % sur l'année. Le billet vert est passé de 113,57 à 131,66 yens sur un an, soit un gain de 16 %.

Les grandes banques centrales, au premier plan desquelles la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE), ont assoupli le loyer de l'argent. La Fed a baissé ses taux onze fois en un an. Le principal taux directeur américain est ainsi passé de 6,5 % à 1,75 % en 2001. « La détente monétaire américaine a contribué à alléger le poids de l'endettement des entreprises et des ménages, limitant les effets boule de neige (faillites en chaîne) qui auraient pu peser sur le système bancaire, et offre les conditions d'un redémarrage de l'activité aussi rapide que possible. En revanche, la politique monétaire reste impuissante à court terme face aux surcapacités d'investissements industriels comme devant la montée du chômage, qui plombe la consommation », estiment les économistes de CIC Marchés.

Les actions de politique monétaire de la BCE ont été plus timides. Celle-ci a réduit son principal taux directeur en quatre fois, pour le passer de 4,75 % à 3,25 % du début à la fin de l'année 2001. Face à la réactivité de la Réserve fédérale américaine, qui a débuté son cycle de détente monétaire dès le 3 janvier par une réduction en urgence d'un demi-point du taux des fonds fédéraux, la BCE a été très critiquée pour son immobilisme sur le front des taux d'intérêt au premier semestre 2001 et sur sa vision au cours des premiers mois de l'an-

La Banque centrale européenne suit la Fed



La Réserve fédérale américaine a baissé onze fois ses taux d'intérêt en un an. La politique monétaire de la Banque centrale européenne a été plus timide, avec seulement quatre baisses.

née de l'étalement de l'économie européenne face au déclin de la conjoncture américaine. « Il n'y a pas d'indications que le ralentissement aux Etats-Unis a un effet contagieux significatif et handicapant sur la zone euro », estimait son président, Wim Duisenberg, le 1^{er} mars. « La croissance dans la zone devrait rester solide, avait-il poursuivi le 11 avril. La détérioration de l'environnement externe (de la zone euro) va impliquer une réduction des taux élevés de croissance enregistrés l'an dernier. Cette révision sera plus forte qu'envisagé voilà quelques mois. Mais cette modération ne devrait pas être une source de pessimisme, étant donné la force économique de la zone euro. » La BCE justifiait également sa politique de statu quo par les perspectives de remontée de l'inflation, qu'elle a pour mission de stabiliser. Les prix à la consommation sont ainsi montés à 3,4 % de hausse en rythme annuel en mai, leur plus haut niveau en huit ans, avant de redescendre à 2,1 % en novembre dans la zone euro, leur plus faible niveau sur dix-huit mois.

Constatant un retournement de conjoncture en milieu d'année et tablant sur une diminution progressive de l'inflation, la Banque centrale européenne a fini par déclencher son cycle de baisse des taux à partir du 10 mai, avec une réduction d'un quart de point. Elle a également reconnu ouvertement

En Europe, la reprise a finalement été reprogrammée pour le printemps

son erreur de diagnostic sur l'économie. « Nous avons été trop optimistes sur la durée et l'ampleur » des difficultés américaines, avait concédé M. Duisenberg, le 30 août, à la suite d'une réunion du conseil des gouverneurs qui avait débouché sur une décision de baisse des taux. « Le ralentisse-

ment de la croissance, émanant du ralentissement américain, est plus large, plus profond et plus prolongé qu'anticipé auparavant. Et nous avons désormais des indications claires que cela a un impact en Europe », reconnaissait-il.

Les attentats du 11 septembre, qui ont paralysé pendant quelques jours l'économie américaine, déjà très fragilisée, ont accéléré le rythme des baisses de taux et déclenché des réactions d'urgence de la part des banques centrales. De concert, les instituts monétaires ont abreuvé de liquidités le système bancaire à travers leurs opérations quotidiennes de refinancement afin de désamorcer une crise financière potentielle. Les banques centrales ont accompagné ces mesures d'un assouplissement des conditions monétaires, dans le sillage de la Réserve fédérale américaine. Celle-ci a réduit ses taux d'intérêt le matin du 17 septembre, au premier jour de la réouverture des marchés d'actions après quatre séances de fermeture. Les autres banques centrales internationales, dont la BCE et la Banque du Japon, ont suivi le mouvement en réduisant les leurs quelques jours plus tard.

Attendue initialement pour le second semestre 2001, la reprise américaine est finalement reprogrammée pour la mi-2002, tandis que le redressement de l'économie européenne est censé attendre le printemps. Certains professionnels craignent cependant que le retour de la croissance ne soit plus long que prévu et misent sur de nouvelles réductions de taux en 2002. « La Fed a clairement indiqué qu'elle restait en biais baissier. Nous n'excluons pas une nouvelle baisse de ses taux directeurs à 1,50 %. La BCE conserve également une marge de manœuvre à la baisse (nous attendons au moins un demi-point) au vu du ralentissement de l'activité et de l'inflation », estiment les économistes de CIC Marchés.

Cécile Prudhomme

VALEURS EUROPÉENNES

● Les actions européennes du secteur de l'assurance ont fortement reculé à la fin de l'année 2001, à la suite des attentats du 11 septembre à New York et Washington. Le titre de l'assureur néerlandais **ING** affiche ainsi un repli de 32,68 % sur l'ensemble de 2001, à 28,64 euros, et celui de son concurrent **Aegon** enregistre une perte de 31 %, à 30,4 euros. L'action de l'assureur allemand **Allianz** a chuté de 33,27 %, à 266 euros, et celui du réassureur allemand **Munich Re** a perdu 19,97 %, à 304,95 euros.

● Les titres des banques espagnoles ont été affectés par la crise financière en Argentine. L'action **BSCH** a reculé de 17,46 % en 2001,

à 9,41 euros. Le titre **BBVA** a perdu 12,30 %, à 13,9 euros.

● La bonne tenue des prix du pétrole en 2001, malgré une rechute en fin d'année, a favorisé les valeurs du secteur. Le titre de l'italien **ENI** a progressé de 3,06 % en 2001, à 14,05 euros. L'action du groupe de matières premières ibéro-argentin **Repsol YPF** a enregistré un recul limité de 3,76 %, finissant à 16,38 euros.

● Le dégonflement de la bulle spéculative et le ralentissement du secteur ont handicapé le numéro un des équipementiers, le finlandais **Nokia**, dont l'action a chuté de 39,03 % en 2001, s'établissant à 28,96 euros.

28/12 18h21

Code pays	Cours en euros	% Var. 27/12
AUTOMOBILE		
AUTOLIV SDR SE	22,58	+ 1,20
BAF AG BE	41,85	+ 0,60
BNSF DE	39,55	+ 0,38
CONTINENTAL AG DE	14,75	+ 0,34
DAIMLERCHRYSLER DE	48,10	+ 1,91
FIAT IT	18,02	+ 1,18
FIAT PRIV. IT	12,40	+ 2,90
MICHELIN FR	37,05	- 0,30
PEUGEOT FR	47,75	- 0,08
PIRELLI SPA IT	1,97	- 1,01
DR ING PORSCHE DE	429	+ 2,14
RENAULT FR	39,61	+ 0,79
VALEO FR	44,80	+ 2,49
VOLKSWAGEN VZ DE	34,65	+ 1,02
DJ E STOXX AUTO P	213,96	+ 1,03

BANQUES

ABBEY NATIONAL GB	16,17	+ 0,41
ABN AMRO HOLDIN NL	18,09	- 0,60
ALL & LEICS GB	13,02	+ 0,25
ALLIED IRISH BA GB	21,20	+ 1,74
ALMANJI BE	37,50	....
ALPHA BANK GR	20,02	- 0,40
B.P.C.INDUSTRIA IT	10,10	+ 1,71
B.P.EMILIA ROMA IT	30,95	+ 1,64
B.P.LODI IT	8,65	+ 2,25
B.P.NOVARA IT	6,52	- 0,46
B.P.SONDRIO IT	10,50	+ 0,48
B.P.VERONA E.S. IT	11	- 0,54
BANCA ROMA IT	2,23	....
BANCO SABADELL ES	14,90	- 0,80
BANK OF IRELAND GB	17,17	+ 0,19
BANK OF PIRAEUS GR	9,98	+ 0,40
BANKINTER R ES	32,86	+ 1,36
BARCLAYS PLC GB	37,47	+ 1,29
BAYR.HYPO-UVER DE	34,15	+ 2,71
BBVA R ES	13,90	- 0,50
BCA AG.MANTOVAN IT	9,98	+ 0,30
BCA FIDEURAM IT	8,99	+ 0,33
BCA LOMBARDIA IT	9,50	....
BCA P.BERG.-CV IT	18	- 0,99
BCA P.MILANO IT	3,92	+ 0,26
BCO POPULAR ESP ES	36,88	+ 0,49
BCP R PT	4,55	+ 1,34
BIPOP CARIRE IT	1,86	- 0,54
BK OF SCOTLAND GB	13,59	....
BNL IT	2,28	....
BNP PARIBAS FR	100,50	+ 0,20
BSCH R ES	9,41	+ 0,11
COMM.BANK OF GR GR	37,10	+ 0,54
COMMERZBANK DE	17,35	+ 0,87
CREDIT LYONNAIS FR	37,50	+ 3,11
CS GROUP N CH	47,74	- 0,70
DANSKE BANK DK	18,02	- 0,74
DEXIA BE	16,15	+ 0,62
DNB HOLDING NO	5,08	+ 1,51
DRESDNER BANK N DE	40,90	+ 0,49
EFG EUROBK ERGA GR	15,62	+ 1,56
ERSTE BANK AT	59,70	- 0,33
ESPIRITO SANTO PT	14,47	+ 1,83
FOERENINGSB A SE	13,98	+ 0,39
HALIFAX GROUP GB	13,67	....
H5BC HLDG GB	13,39	+ 0,99
IKB DE	13	- 1,89
INTESABCI IT	2,81	- 1,06
JULIUS BAER HLD CH	377,64	+ 0,72
KBC BANCASURAN BE	37,70	+ 1,13
LLOYDS TSB GB	12,39	+ 0,13
MONTI PASCHI SI IT	2,80	+ 2,19
NAT BANK GREE GR	26,72	....
NATEXIS BQ POP. FR	96,90	+ 0,94
NORDEA SE	5,97	- 0,89
ROLO BANCA 1473 IT	17,19	- 0,17
ROYAL BK SCOTL GB	27,69	+ 0,06
S.E.-BANKEN -A SE	10,27	+ 2,69
SAN PAOLO IMI IT	12,05	- 1,71
STANDARD CHARTER GB	13,64	+ 0,36
STE GENERAL-A FR	62,85	+ 1,45
SVENSKA HANDELS SE	16,56	+ 0,98
SWEDISH MATCH SE	5,97	+ 0,91
UBS N CH	56,51	+ 0,30
UNICREDITO ITAL IT	4,51	- 0,67
DJ E STOXX BANK P	271,40	+ 0,34

TÉLÉCOMMUNICATIONS

EQUANT NV NL	13,46	+ 3,06
ATLANTIC TELECO GB	0,08	....
BRITISH TELECOM GB	5,85	....
CABLE & WIRELES GB	5,36	- 0,91
COLT TELECOM NE GB	1,69	+ 3
DEUTSCHE TELEKO DE	19,40	+ 1,62
E.BISCOM IT	51,10	- 0,10
EIRCOM IR	1,30	....
ELISA COMUNICA FI	13,61	- 2,09
ENERGIS GB	0,94	+ 1,79
EUROPOLITAN HLD SE	7,53	+ 1,49
FRANCE TELECOM FR	44,90	- 0,25
HELLENIC TELE GR	18,30	+ 0,77
KINGSTON COM GB	2	....
KONINKLIJKE KPN NL	5,71	- 1,55
KPNQWEST NV -C NL	7,87	- 4,61
VODAFONE LIBERT NL	10,33	- 0,19
VODAFONE N DE	211,11	....
MOBILCOM DE	24,31	+ 3,76
OLD MUTUAL GB	1,45	+ 1,15
OLIVETTI IT	1,44	+ 0,70
PANAFON HELLENI PT	5,80	+ 0,69
PT TELECOM SGPS PT	8,75	+ 0,23
SONERA FI	5,69	+ 1,43
SONG NETWORKS SE	0,96	- 2,19
SWISSCOM N CH	310,20	- 0,22
T.M. IT	6,27	....
TDC DK	40,01	+ 3,30
TELE2 -B SE	40,64	+ 1,61
VODAFONE TELECE FR	9	- 0,55
TELECOM ITALIA IT	9,60	- 0,52
TELECOM ITALIA IT	6	+ 1,35
TELEFONICA ES	15,03	- 1,76
TELEF.MOVILES ES	8,16	- 3,43
TENELOR NO	4,85	+ 2,66
TELIA SE	5,02	+ 1,74
TISCALI IT	10,18	- 1,36
VERSATEL TELECO NL	1,04	- 2,80
VODAFONE GROUP GB	2,96	- 0,55
DJ E STOXX TCOM P	477,91	- 0,53

CONSTRUCTION

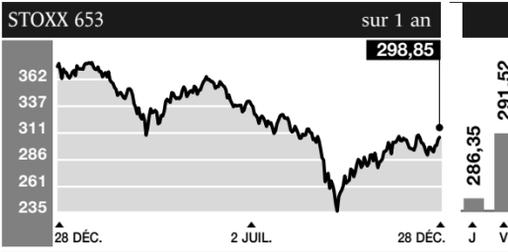
ACCIONA ES	41	- 1,66
ACESA R ES	11,19	+ 0,99
ACS ES	27,40	+ 1,26
AGGREGATE IND GB	1,48	+ 1,12
AKTOR SA GR	8,46	- 3,86
AMEY GB	6,18	+ 1,08
AUREA R ES	22,91	- 0,39
BOUYGUES FR	36,80	- 0,05
BPB GB	5,05	....
BRISA AUTO-ESTR PT	4,76	+ 0,21
BUZZI UNICEM IT	7,43	+ 0,54
CIMPOR R PT	19,70	+ 1,55
COLAS FR	63,35	+ 0,56
CONGRU FR	32,05	- 2,26
FCC ES	23,25	- 2,06
GRUPO DRAGADOS ES	15,03	+ 0,20
GRUPO FERROVIAL ES	19,69	- 4,18
HANSON PLC GB	7,79	+ 1,72
HEIDELBERGER ZE DE	52	- 1,89
HELL.TECHNODOR GR	6,20	+ 3,33
HERACLEUS GENL R GR	13,10	+ 1,55
HOCHTIEF ESSEN DE	15,81	- 2,41
HOLCIM CH	241,42	+ 0,99
IMERYS FR	107,80	+ 2,18
ITALCEMENTI IT	8,80	+ 1,15
LAFARGE FR	104,90	- 0,29
MICHANIKI REG. GR	2,38	+ 0,85
NOVARA GB	2,07	+ 0,80
PILKINGTON PLC GB	1,81	+ 3,77
RMC GROUP PLC GB	10,27	....
SAINT GOBAIN FR	169,50	....
SKANSKA -B SE	7,36	+ 2,24
TAYLOR WOODROW GB	2,79	+ 1,80
TECHNIP-COFLUX FR	150	....
TITAN CEMENT RE GR	39,96	+ 1,35
UPONOR -A FI	18,75	+ 0,15
CIMENTIS VICAT FR	59	- 1,67
VINCI FR	65,85	+ 1,31
WIENERBERGER AG AT	15,75	- 2,30
DJ E STOXX CNST P	229,32	+ 0,43

PRODUITS DE BASE

ACERIALIA ES	17,66	....
ACERINOX R ES	37,55	+ 0,27
ALUMINIUM GREEC GR	33,40	- 1,53
ANGLO AMERICAN GB	17,47	+ 0,85
ASSIDOMEN AB SE	28,28	+ 0,96
BEKAERT BE	43,27	+ 1,22
BHP BILLITON GB	5,72	+ 0,58
BOEHLER-UDDEHOL AT	44,98	+ 0,18
BUNZL PLC GB	6,97	....
CORUS GROUP GB	1,22	....
ELVAL GR	3,58	- 1,65
HOLMEN -B SE	25,64	+ 1,06
ISPAT INTERNATI NL	1,94	- 1,52
JOHNSON MATTHEY GB	15,32	+ 5,07
M-REAL -B FI	6,94	+ 2,06
MAYR-MELNHOF KA AT	53,16	- 0,32
OUTOKUMPU FI	11,85	+ 3,04
PECHINEY-A FR	57,90	+ 2,12
RAUTARUUKKI K FI	4,10	+ 4,06
RIO TINTO GB	21,59	+ 1,47
SIDENOR GR	3,98	- 1
SILVER & BARYTE GR	9,62	+ 13,44
SMURFIT JEFFERS GB	2,43	....
STORA ENSO -A FI	14,20	- 0,35
STORA ENSO -R FI	14,38	- 0,21
SVENSKA CELLULO SE	30,86	- 1,03
THYSSENKRUPP DE	16,45	+ 2,75
UMICORE BE	44,25	+ 0,57
UPM-KYMMENE COR FI	37,25	- 1,04
USINOR FR	14,05	+ 1,08
VIOHALCO GR	9,16	- 0,65
VOEST-ALPINE AG AT	32,10	+ 0,06
WORMS N FR	19,50	+ 2,63
DJ E STOXX BASI P	195,51	+ 0,29

CHIMIE

AIR LIQUIDE FR	157,40	- 1,62
AKZO NOBEL NV NL	50,15	- 0,59
BASF AG DE	41,85	+ 0,60
BAYER AG DE	35,70	- 0,28
BOCG GROUP PLC GB	17,50	- 0,75
CELANESE N DE	21,20	+ 0,24
CIBA SPEC CHIMI CH	69,96	+ 0,24
CLARIANT N CH	21,07	- 0,48
COLOPLAST -B DK	73,96	+ 1,85
DEGUSSA (NEU) DE	29	+ 2,47
DSM NL	41,01	- 0,94
EMS-CHEM HOLD A CH	4315,87	+ 0,95
ICI GB	6,29	+ 0,26
KEMIRA FI	6,65	- 0,60



NXT GB	2,63	+ 1,91
P & O PRINCESS GB	6,61	+ 0,50
PERSIMMON PLC GB	5,03	- 0,33
PREUSSAG AG DE	27,60	- 1,43
RANK GROUP GB	3,75	- 0,44
RICHEMONT UNITS CH	20,80	+ 0,82
RYANAIR HLDGS IR	13,42	....
SAIRGROUP N CH	1,35	- 2,44
SAS DANMARK A/S DK	9,82	....
SEB FR	62,65	+ 0,40
SIX CONTINENTS GB	11,18	+ 0,74
SODEXHO ALLIANC FR	48,01	+ 0,17
THE SWATCH GRP CH	100,65	- 0,50
THE SWATCH GRP CH	22,19	+ 1,70
TELE PIZZA ES	1,74	+ 0,58
THOMSON MULTIME PA	34,50	+ 4,36
WILSON BOWDEN GB	13,15	....
WM-DATA -B SE	2,83	+ 0,38
WOLFORD AG AT	10,12	- 0,39
WWW UK UNITS IR	0,91	....
DJ E STOXX CYC GO P	126,87	+ 0,73

PHARMACIE

ACTELION N CH	52,60	+ 5,41
ALTANA AG DE	55,90	+ 0,45
AMERSHAM GB	10,76	+ 0,15
ASTRAZENECA GB	51,67	+ 1,91
AVENTIS FR	79,75	+ 1,08
BB BIOTECH CH	84,80	+ 0,80
CELLECT GROUP GB	14,28	+ 2,84
DIETECHNOL HLDG CH	929,93	+ 2,15
ELAN CORP IR	51,40	+ 2,09
KVAERER INTL FR	33,95	+ 1,65
FRESENIUS MED C DE	69,50	+ 1,46
H. LUNDBECK DK	28,91	+ 5,91
GALEN HOLDINGS GB	10,93	- 0,60
GAMBRO -A SE	7,04	+ 1,55
GLAXOSMITHKLINE H. LUNDBECK DK	28,27	+ 0,58
NOVARTIS N CH	40,46	+ 0,76
NOVO-NORDISK -B DK	45,92	+ 1,19
NOVOZYMES -B DK	22,66	- 0,30
ORION B FI	20,10	+ 1,01
OXFORD GLYCOSCI GB	10,85	- 2,22
PHONAK HLDG N CH	25,63	....
QIAGEN NV NL	21	- 2,05
ROCHE HLDG G CH	79,91	+ 0,42
SANOPI SYNTHELA FR	63,10	- 2,33
SCHERING AG DE	60,10	+ 0,17
SERONO -B CH	97,14	+ 2,40
SHIRE PHARMA GR GB	13,85	+ 0,60
SMITH & NEPHEW GB	8,99	+ 1,70
SSL INTL GB	6,86	+ 2,25
SULZER AG 100N CH	171,96	+ 0,99
SYNTHES-STRATEC CH	779,55	- 1,20
UCB BE	45,47	+ 1,36

TECAN GRP N CH	74,18	+ 1,62
UNIBAL FR	57,05	+ 1,87
VALLEHERMOSO ES	6,99	+ 1,30
WCM BETEILIGUNG DE	12	- 0,25
DJ E STOXX FINS P	242,65	+ 0,76

ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED DOMECO GB	6,79	+ 0,24
ASSOCIAT BRIT F GB	8,25	- 0,99
BBAG OE BRAU-BE AT	40	+ 1,27
BRAU UNION AT	39,50	- 0,75
CADBURY SCHWEPP GB	7,31	+ 0,23
CARLSBERG -B DK	46,93	- 0,14

SCIENCES Pour l'étude des avalanches, les chercheurs ne disposaient pas, jusqu'à présent, d'installations permettant de réaliser des expérimentations in situ. ● LE Cemagref

vient de pallier cette carence en construisant à l'Alpe-d'Huez un dispositif capable de reproduire physiquement le processus des coulées blanches en utilisant de la véritable neige.

● LA PLATE-FORME d'étude des lois d'écoulement d'une avalanche en conditions contrôlées, suivant l'appellation officielle, est constituée d'une trémie contenant jusqu'à 5 m³ de neige

et d'un canal en Plexiglas de 10 mètres de long incliné de 30 à 45 degrés. ● LES TRAVAUX qui seront menés sur le site visent l'amélioration de la prévention des risques

de dégâts humains et matériels générés par les avalanches. Ils complètent ainsi les recherches que Météo-France consacre à la prévention du risque d'avalanche.

En haute montagne, des chercheurs passent les avalanches au banc d'essai

Une plate-forme expérimentale installée par le Cemagref dans les Alpes françaises, à 2 800 mètres d'altitude, va permettre d'étudier les écoulements neigeux « in situ ». A terme, les résultats de ces travaux pourraient permettre de mieux contrôler les dégâts engendrés par les avalanches

L'ALPE-D'HUEZ (Isère)
de notre envoyé spécial

Il faut prendre le téléphérique du pic Blanc (3 330 mètres), d'où le regard s'envole sur la chaîne des Grandes Rousses, puis redescendre, à skis, jusqu'au col du lac Blanc (2 800 m). Ou s'arrêter au tronçon intermédiaire et, tournant le dos aux skieurs qui filent vers la station, marcher une vingtaine de minutes dans le froid tranchant. On découvre alors, sur un replat venteux à l'écart du domaine de l'Alpe-d'Huez, une curieuse construction : une sorte de gros entonnoir métallique prolongé d'une gouttière oblique, comme on en utilise pour couler du mortier. La ressemblance n'est pas fortuite. C'est bien de coulées, mais de neige, dont il est ici question.

Elle ne paye guère de mine, cette « plate-forme d'étude des lois d'écoulement d'une avalanche en conditions contrôlées », comme l'appellent les chercheurs du Cemagref (établissement public de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement) qui l'ont conçue. Elle est formée d'une trémie pouvant contenir 5 mètres cubes de neige et dont la base est équipée d'une vis extractrice sans fin. Celle-ci permet de faire tomber la poudre blanche, avec un débit constant, dans un canal de Plexiglas long de 10 mètres et large de 20 centimètres, dont l'inclinaison peut varier de 30 à 45 degrés.

UNIQUE EN SON GENRE

Ce dispositif rudimentaire n'en est pas moins unique en son genre. A peine installé, il suscite déjà l'intérêt de scientifiques étrangers. Des chercheurs de l'université italienne de Pavie, de l'Institut



PATRICK GUYOT/LE DAUPHINÉ LIBÉRE

Le « toboggan » conçu par le Cemagref (à gauche) permet d'effectuer des prélèvements et des mesures (à droite) pour analyser le fonctionnement des avalanches.



norvégien de géotechnique de l'Oslo ainsi que de l'Institut météorologique islandais ont déjà demandé à y effectuer des essais. C'est que la petite communauté des experts en avalanches manque, paradoxalement, d'outils expérimentaux in situ. Il existe bien, en Suisse (notamment dans la vallée de la Sionne), en Autriche, en Norvège, en Islande ou en France (au col du Lautaret), quelques couloirs aménagés où les chercheurs déclenchent des avalanches pour mieux les étudier.

Mais ils ne peuvent procéder qu'à un nombre limité d'observations : deux déclenchements artificiels par an seulement au col du Lautaret. Quant aux modélisations physiques réalisées en laboratoire, avec toutes sortes de granulats – billes de PVC, sable, sciure –, elles ne reproduisent qu'imparfaitement le comportement du manteau neigeux.

« Désormais, nous allons pouvoir utiliser de la neige véritable, en conditions naturelles, tout en multi-

pliant à volonté les mesures », se réjouit Mohamed Naaïm, du département « érosion torrentielle, neige et avalanches » du Cemagref. Sous son apparente rusticité, l'installation du col du lac Blanc est en effet bardée d'instruments scientifiques : « Pour chaque coulée, décrit Alexis Bouchet, « thé-sard » au sein de l'équipe, nous mesurons la hauteur de neige à l'aide d'un capteur optique, les forces de compression et de cisaillement au moyen de capteurs piézo-

électriques ainsi que les profils de vitesse, en différents points du canal, grâce à des phototransistors. » Les chercheurs vont ainsi engranger un nombre considérable de données, qui leur permettront ensuite d'améliorer leurs modèles numériques d'écoulements neigeux. Et cela, pour tous les types de neige, sèche ou humide, lourde ou pulvérulente, à grains fins ou à grains en « gobelets »...

POUR UNE PRÉVENTION AFFINÉE

L'utilité de ces travaux ? A la différence des chercheurs du Centre d'études de la neige de Météo-France, qui se consacrent à la prévention du risque d'avalanche, ceux du Cemagref s'emploient à prévenir, autant que faire se peut, les dégâts humains et matériels causés par les coulées blanches. « A l'instar des modèles que nous avons développés depuis une dizaine d'années pour les crues torrentielles et les coulées de boue, nous nous efforçons de représenter le comportement de ce fluide particulier qu'est un écoulement de neige, avec ses caractéristiques : vitesse, pression – dont dépendent dans une large mesure les dommages –, étalement de la coulée, distance d'arrêt, hauteur de dépôt... », explique Didier Richard, chercheur au sein du même groupe.

Dans la pratique, ces modèles devraient permettre d'affiner, en se fondant sur des critères plus scientifiques que par le passé, les plans de prévention des risques naturels (PPRN) qui définissent les zones constructibles ou non, ainsi que celles où sont requises des mesures de protection particulières. Des tragédies comme celle survenue en février 1999 dans la

vallée de Chamonix, où une gigantesque coulée de poudreuse avait franchi un torrent et une route avant de remonter sur le versant opposé de la montagne, soufflant le hameau de Montroc – pourtant situé dans une zone « constructible » – et faisant douze victimes, montrent que beaucoup reste à faire.

Les chercheurs espèrent aussi améliorer l'efficacité des ouvrages de protection contre les avalanches : murs, digues, barrières, rate-lisiers et autres filets. Ils prévoient ainsi de tester, grâce à leur nouvel outil, différents types de paravalanches, placés – en modèles réduits – sur le parcours des coulées de neige expérimentales.

Entre les campagnes de mesures sur le terrain et la réalisation des modèles numériques, le programme de recherche du col du lac Blanc devrait s'étaler sur trois à

Neige fraîche, en plaques ou mouillée

Il existe trois grands types d'avalanches. Les premières, de neige fraîche (généralement poudreuse), surviennent pendant ou peu après les chutes de flocons blancs. La neige, mélangée à l'air, dévale alors la pente sous forme d'aérosol à une vitesse pouvant atteindre 300 km/h. Les deuxièmes résultent de la rupture de plaques de neige très compactes plus souvent formées sous l'action du vent et mal solidifiées avec les couches inférieures. Ce phénomène, difficilement prévisible, est à l'origine de la majorité des accidents. Les troisièmes, enfin, de neige mouillée, se produisent lors des périodes de redoux et, surtout, lors des fontes printanières. Le manteau neigeux, chargé d'humidité, s'écoule comme de la lave, à une faible vitesse mais en emportant tout sur son passage. La distinction entre ces trois scénarios est toutefois théorique et, au cours de son trajet, une avalanche peut changer de caractéristiques.

cinq ans, estime l'équipe du Cemagref. Ce travail ne constitue pourtant qu'une étape. « Une demande de financement a été faite à l'Union européenne pour équiper des mêmes systèmes de mesure les sites expérimentaux d'étude des avalanches des différents pays et constituer un réseau de recherche européen », annonce Mohamed Naaïm. Une vingtaine de coulées de neige pourront ainsi être provoquées et étudiées chaque année, en grandeur réelle, avec des protocoles scientifiques identiques. De la sorte, sans jamais prétendre faire de la gestion du risque d'avalanche une science exacte, les chercheurs espèrent s'en approcher un peu plus.

Christiane Galus

Pierre Le Hir

L'Europe vient de subir une vague de froid très intense et d'importantes précipitations

APRÈS les températures très basses qu'ont connues plusieurs pays européens en décembre, le dernier week-end a été marqué par un léger radoucissement. Le manteau neigeux, rendu très instable en montagne, a engendré plusieurs avalanches meurtrières au Liechtenstein, en Suisse et en France (Savoie et Haute-Savoie). En Haute-Savoie, dans le secteur hors-piste de La Clusaz, dix skieurs ont été surpris le 30 décembre par une coulée large de 100 mètres et longue de 600 mètres. Selon Météo-France, il subsiste encore un risque d'avalanche ces prochains jours dans les Alpes du Nord.

Par ailleurs, le passage d'une perturbation au-dessus du nord-est de la France a entraîné des pluies diluviennes et des chutes de neige sur les Vosges (plus de 1 mètre sur les massifs). En plaine, la pluie a fait fondre la neige et entraîné des inondations importantes dans plusieurs localités. A Bussang, un garçonnet âgé de 5 ans a été tué dans son sommeil, le 29 décembre, lorsque la maison où il dormait s'est partiellement effondrée sous l'impact d'une coulée de boue.

Après ce bref radoucissement, le froid reviendra sur la France et l'Europe, avec l'installation d'une cellule anticyclonique sur le nord du continent. Celle qui s'était installée

début décembre entre les îles Britanniques et la Russie avait entraîné en France, en Europe centrale, en Italie, en Espagne et en Grèce des baisses de température record et des chutes de neige importantes.

« Un vent d'est a circulé sans interruption depuis la Russie vers l'ouest de l'Europe, canalisant de l'air très froid, car continental, et bloquant en même temps la douceur océanique », explique Patrick Galois, ingénieur prévisionniste à Météo-France. C'est une situation hivernale assez classique que l'on appelle Moscou-Paris. »

SANS PRÉCÉDENT EN ALLEMAGNE

L'Allemagne a alors été touchée de plein fouet par une vague de froid sans précédent depuis 1870, puisque dans la nuit du 23 au 24 décembre la température est descendue jusqu'à -45,9 °C dans la commune de Berchtesgaden, dans les Alpes bavaroises. Il a fait également -36 °C dans la ville d'Alb (Bade-Wurtemberg). En Pologne, le froid a tué 178 personnes lors du week-end du 23 décembre, et à Saint-Petersbourg, en Russie, 131 personnes ont dû être hospitalisées à cause d'un froid de -23 °C pendant la même période.

En France, la vague de froid « s'est surtout manifestée dans le sud du pays pendant une

quinzaine de jours avec des conditions inhabituelles », indique Patrick Galois. A cette occasion, les villes du Sud ont connu des chutes de température exceptionnelles. A Carpentras (Vaucluse), la température est descendue à plusieurs reprises jusqu'à -12 °C, record absolu pour un mois de décembre depuis l'ouverture de la station météorologique en 1964. Même chose pour Montauban (Tarn-et-Garonne, -10 °C) et Nîmes (Gard, -5,8 °C). Pour le jour de Noël, Perpignan (Pyrénées-Orientales, -5,9 °C) et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques, -8,9 °C) ont également battu des records. Mont-de-Marsan (Landes) a vu sa température descendre à -10 °C à sept reprises. Par opposition, dans le nord de la France, le froid, bien que réel, a été moins constant. La température est cependant tombée jusqu'à -19 °C à Epinal (Vosges) et -23 °C à Pontarlier (Doubs).

Ce flux d'air très froid s'est accompagné d'importantes chutes de neige provoquant le chaos dans plusieurs pays européens, et notamment en Allemagne, qui a connu aux alentours de Noël une catastrophe due à la neige (Le Monde du 27 décembre). Le matin de Noël, plusieurs régions étaient ainsi bloquées par d'importants amoncellements de neige pouvant atteindre deux mètres de haut,

notamment dans le massif du Hartz, en Thuringe et Saxe-Anhalt. La neige a aussi contraint environ 100 000 automobilistes à passer près de vingt heures dans leur véhicule sur l'autoroute Berlin-Munich dans la nuit du 22 au 23 décembre.

En comparaison, en France, pendant cette période, « le froid a été globalement sec », même si la neige est tombée sur le sud du pays, d'abord le 13 décembre, recouvrant le Languedoc et la Provence d'un blanc manteau qui atteignait dans le Vaucluse une épaisseur de 15 centimètres, puis le 22 et le 26 décembre dans d'autres départements.

Les massifs montagneux n'ont pas été épargnés. Il a neigeé sur les Alpes du Nord, mais « de manière habituelle ». On mesure entre 25 et 50 centimètres de neige vers 1 500 m. Par contre, il faut monter jusqu'à 2 000 m pour trouver de la neige dans les Alpes du Sud. Les Pyrénées, et surtout les Pyrénées-Orientales sont bien enneigées, avec 20 centimètres relevés à 1 500 m et 50 à 60 centimètres à 2 000 m. Les massifs corses, le Jura et les Vosges étaient également recouverts d'une épaisse couche de neige pour les fêtes de Noël et du Nouvel An.

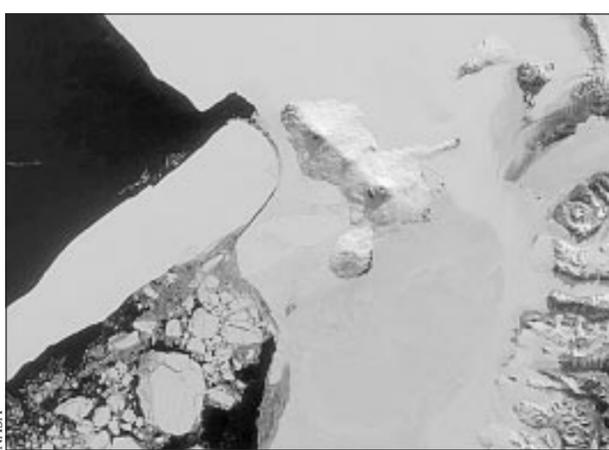
Un iceberg géant perturbe la reproduction d'une importante colonie de manchots Adélie dans l'Antarctique

DEPUIS QUELQUES JOURS, l'été s'est installé en Antarctique. Même si la température ne dépasse guère 0 °C, c'est la saison de la reproduction pour le plus commun des manchots, le manchot Adélie, auquel le navigateur français Dumont d'Urville, découvrant le continent blanc en 1840, a donné le prénom de son épouse. Cette année cependant, la saison des amours va s'avérer sinistre pour l'une des plus importantes colonies de cet oiseau à livrée noire et blanche. En effet, les 130 000 couples du cap Crozier, sur l'île de Ross, risquent fort de ne pas avoir de descendance.

La faute à qui ? La faute à B-15A. Derrière ce nom mystérieux donné par le National Ice Center américain, se cache un monstre de glace, un iceberg

monumental de 148 kilomètres de long sur 37 de large, principal morceau d'un bloc qui mesurait près de 300 kilomètres lorsqu'il s'est décroché de la banquise en mars 2000. Loin de fondre comme un glaçon dans un verre de whisky ou de s'en aller menacer d'hypothétiques navigateurs perdus dans les « 50° hurlants », B-15A, originaire de la plate-forme de glaces flottantes de Ross, est resté à proximité de ses eaux de naissance. Se ressoudant en quelque sorte à la côte, l'iceberg a ainsi créé, à quelques dizaines de kilomètres du cap Crozier, une énorme barrière blanche.

En cette saison, l'océan perd d'ordinaire sa chape gelée, ce qui permet au parent manchot qui ne tient pas au chaud son œuf ou son poussin d'aller se gaver de krill, ce



L'île de Ross (au centre) voit son accès à la mer barré par une immense langue de glace (à gauche).

petit crustacé des mers du pôle. Les rotations durent en général une dizaine de jours, le temps pour l'Adélie – qui ne vole pas, comme tous les manchots – de marcher jusqu'à l'eau libre, de pêcher jusqu'à plus faim et de revenir au nid.

Cette année, à cause de B-15A, dont la superficie est équivalente à celle la Corée, l'océan est deux fois plus éloigné que d'habitude. Perturbant le régime des vents et des courants, l'iceberg, non content de faire barrage, a maintenu la glace de mer aux alentours de l'île de Ross, ce qu'ont à la fois constaté un satellite de la NASA et les chercheurs américains basés sur la grande station scientifique McMurdo voisine.

Pour l'un d'entre eux, le biologiste David Ainley, la couvée

2001-2002 des manchots Adélie du cap Crozier est en grand danger. Pour se nourrir, les parents doivent marcher sur une distance beaucoup plus longue que d'habitude. La durée des allers-retours s'allonge donc d'autant. Malheureusement, lorsque le parent qui est resté à terre jeûne trop longtemps, une sorte d'alarme interne se met à sonner qui le contraint à abandonner sa descendance pour chercher pitance. Même s'il y a de bonnes chances que la colonie du cap Crozier survive, les scientifiques basés à McMurdo vont, à leur grand regret, devoir étudier l'impact de cet accident en termes de population. Accident dans lequel l'homme, pour une fois, n'aura aucune part de responsabilité.

Pierre Barthélémy

Fooding parisien

Une révolution dans les assiettes ou une scénographie de la table, comme au temps de Néron

PÉTRONE, gastronome insouciant et raffiné, nous laisse dans le *Satiricon* un récit supposé véridique de la grande bouffe romaine, arrivée à son apogée. Les doctes se disputent pour savoir s'il s'agit d'un éloge de la gastronomie ou bien d'une dérision de cette pratique culturelle dont Columelle est le petit rapporteur, bien plus fiable. Le repas de Trimalcion est un chapitre du *Satiricon*. Cette énorme mascarade fellinienne est la bible des délicats, depuis Joris-Karl Huysmans et son ouvrage *A rebours*. L'ironie souvent y fait bon ménage avec une fausse naïveté et un délicat persiflage.

C'est le fooding des Césars atteignant la démesure. Plus de tradition, étonnez-moi, dépaysé-moi ! Un joyeux sabbat mené par les Encolpe, Asclyste et le petit Giton, « *puer delicatus* ». Le repas se déroule comme un réveillon, mais le service se fera en chantant.

UNE TRADUCTION SANS AFFÉTERIE

Premier service : beçgues en croûte à ma façon « *comme des œufs de paon* » couverts par une poule de bois. Dégustation d'un « *vin de Falerne de cent ans, consulat d'Opimius* », servi en amphore de verre. Deuxième service : plat surprise aux signes du zodiaque, un plateau contenant dans chaque case une bouchée assortie à son signe, de poulardes, de tétines de truie, ou un « *lièvre emplumé façon Pégase* ».

Et ainsi de suite jusqu'au sixième service... « *Les mets rares et coûteux sont absents de la table de Trimalcion, sauf sous forme d'imitations, comme les faux œufs de paon (...). Ne sont servis, à part les fruits de mer et les dattes, mais nous sommes chez un Syrien de la diaspora, que les produits de la ferme, de la basse-cour et de la garenne* », nous dit Olivier Sers dans son introduction du *Satiricon* dont il propose une traduction sans afféterie.

En est-il autrement aujourd'hui du côté des Champs-Élysées et de la rue Marbeuf, chez Nobu ou Korova ? Foin du terroir ; celui vénérable des Géorgiques sent par trop le lisier. Les cuisines s'ouvrent à la nouveauté, elles fusionnent. S'inventent de nouvelles manières de table, « *before* » et « *after* » obligent. Une nouvelle vulgate s'impose.

Au Spoon, c'est la valse des idées, des produits, des coutumes du monde entier. Tout est interprété, réinventé, le wok, les textures de la semoule berbère, la cuisson à la vapeur.

A deux rues de là, voici les sauces satay, les ceviche envahissants, le *cheese cake* de Rawalpindi. Le chef inspiré va toujours plus loin, muni de baguettes, de sauces aux cinq parfums, de garnitures interchangeables. Il fait faire hara-kiri à l'antique daube lyonnaise, bien qu'il en connaisse parfaitement la recette. Tout est parfait ici, les acteurs de la comédie sont tous satisfaits, personnel hétéroclite de la nouvelle vie parisienne, tourbillonnant autour des médias. Impeccable service par les plus charmants jeunes gens du monde ; vins de la planète entière.

Or il traîne en ville, presque sous le manteau, un fac-similé étrange d'un manuscrit du XIX^e siècle, *Cuisinière lyonnaise*, avec hommage de Paul Bocuse, calligraphié à l'anglaise, où sont rapportées les recettes exquises du poulet grand-mère, de la volaille de Bresse demi-deuil, du jarret de veau braisé, de la mousse de brochet aux queues d'écrevisses. L'objet fac-similé d'artère. Il pourrait même servir de base, prétendent certains, pour étayer les nouvelles recettes du fooding, qui sont un défilé de mode pour masques ou carêmes-prenants. La vérité ancestrale ou tribale des plats s'avance toujours masquée.



DESSINS DESLOZEAUX

En clair, un bon chef doit disposer des bases d'un réel savoir-faire et de bons produits, qu'il soit « *roots, fashion, cheap, fusion, world* ». C'est ainsi que, chez Trimalcion, les falbalas et les travestissements enrobent les produits de la belle nature campanienne. Ainsi se justifie, comme il y a deux millénaires aussi bien qu'aujourd'hui, dans les cuisines des lieux branchés, la présence de chefs de talent, qui maîtrisent parfaitement la fameuse triade canonique, « *le cru, le cuit et le bouilli* ». Le faisant-é étant à la charge de la mascarade que s'offre à elle-même la clientèle.

LE SPECTACLE EST DANS LA SALLE

Chez Nobu le onzième du nom, la tempura est apprêtée, cabillaud pour les uns, morue pour les autres, avec habit de miso, les brochettes de saumon sont enlevées à la péruvienne. Au Rue Balzac, Michel Rostang téléguide une salade d'herbes, de champignons des bois nippons et petites pommes de terre de Noirmoutier. Excellent.

L'Alcazar est au cœur de la fête fusionnelle, avec les ombres de Manouche et de Jean-Marie Rivière, comme ghosts payants de Sir

Terance Conran. Nouveaux usages ou mélange des genres ? On y admire la bouffe nette, le décor hyper, somme toute l'ambiance très groove, selon *Nova*. Mais quoi dans l'assiette ? Crevettes et endives, bruschetta de légumes, fish and chips, tous plats bien sages. Le spectacle est dans la salle, les soirs de gala. Alors les DJ balancent la sauce musicale et les hôtes s'envoient les fontainebleaux crémeux à la tête, comme les pensionnaires du collège des Bons-Pères, le jour de la Saint-Charlemagne.

La soirée de clôture de la semaine fooding, début décembre, s'est achevée dans un aimable désordre, mais n'a pas apporté la démonstration de nouveaux usages. Le fooding veut rendre la cuisine sexy. Certes, la mariée est bien habillée chez un couturier dans le vent, mais la cuisse de la nymphe est toujours émue, tel le sorbet au wasabi, d'un chef hollandais, confronté à un tartare d'huîtres. « *Intéressant* », dira Michel Guérard, qui en a vu d'autres !

Que l'on fasse entrer les homéristes ! Ils vous réciteront les contes du temps jadis, les recettes des mères lyonnaises. Nous y prendrons un plaisir extrême.

Jean-Claude Ribaut

★ *Satiricon*, traduction Olivier Sers, Les Belles-Lettres, « *Classiques en poche bilingues* », 8,99 €. ★ *Cuisinière lyonnaise*, éditions Stéphane Bachès, Lyon, 32,01 € (en vente à la Librairie gourmande, 4, rue Dante, 75005 Paris).



Le litchee

Un samedi de décembre au marché de Poste de Flacq, petite ville de l'île Maurice. Entre deux boutiques de saris, un homme est assis à califourchon sur quelques cageots, derrière une pile de branches aux feuilles vertes et aux fruits rouges : il vend des litchees fraîchement cueillis. A moins d'avoir la chance de vous rendre en cette saison dans l'une de ces îles du bout du monde, aurez-vous jamais l'occasion de manger du litchee frais ? Cette chair nacrée, translucide, au parfum de rose et de muscat semble bien protégée sous sa fine et rugueuse carapace. Et pourtant ce fruit exotique est des plus fragiles. Seule une infime partie de la récolte arrive chez nous par avion. Jusqu'à la mi-janvier, M. Sfaxi, qui s'occupe des fruits et légumes chez Hédiard, fait ainsi venir des litchees branchés depuis la Réunion. « *Mais le produit est extrêmement délicat, souligne-t-il. A l'air libre, il tient 48 heures à peine. Et, si on le place dans un linge humide au bas du réfrigérateur, on ne peut espérer le conserver que deux jours de plus.* » Ce fruit périssable et luxueux est ici vendu 172 F

(26,22 €) le kilo. Soit en moyenne dix fois plus cher que le litchee que l'on trouve dans les grandes surfaces. Celui-ci, comme 99 % de ses frères, est arrivé en France par bateau. Pour tenir le choc il a été traité au soufre après la cueillette. Une fumigation à doses très réglementées, qui lui permet de tenir sans souffrir deux semaines à fond de cale. Le temps qu'il met en moyenne avant d'être débarqué en France. Car plus des trois quarts des litchees vendus en France proviennent en fait d'un seul pays : Madagascar. Du port de Tamatave, sur la côte est, la majorité des navires chargés de litchees appareillent pour le sud de la France. C'est ici principalement que débarque la marchandise destinée à toute l'Europe. « *A eux seuls, les Français consomment plus de la moitié de ces cargaisons*, explique Yves Corchia, l'un des principaux importateurs de ce fruit. *Le litchee s'est démocratisé depuis une vingtaine d'années et nos liens avec le peuple malgache expliquent sans doute que nous soyons encore aujourd'hui la destination principale de leurs exportations* », ajoute-t-il. La plupart des fruits récoltés là-bas ne

proviennent pas de vergers organisés, mais d'arbres plantés ici et là selon les caprices de la nature plus que du jardinage. Il en va de même dans les deux principaux pays producteurs de litchees dans le monde : l'Inde et la Chine. Si ces pays ne sont pas exportateurs de ce fruit, ils en sont en revanche fort consommateurs. Le « *lee-chee* » est d'ailleurs originaire de Kwantung et Fukien, provinces du sud de la Chine. Ce globe de chair dans son armure rose est consommé depuis plus de 4 000 ans dans ce pays, ce qui lui a valu à l'extérieur le surnom de « *cerise de Chine* ». On le consomme parfois là-bas sous sa forme séchée, mais c'est bien évidemment frais qu'il attire toutes les convoitises. Ne raconte-t-on pas que l'empereur Xuan Zong aurait été renversé parce que, pour satisfaire sa concubine favorite et l'approvisionner chaque jour en litchees de première fraîcheur, il avait mis sur pied un ruineux réseau de cavaliers qui sillonnaient le pays sans relâche ?

Guillaume Crouzet

★ Litchee en grande surface : entre 2,43 et 3,04 € le kilo environ.

LES GUIDES 2002

C'est bizarrement l'absence du GaultMillau dans les librairies cet automne qui a fait l'événement. Ce guide, qui paraissait à chaque rentrée depuis trente et un ans, est ballotté entre plusieurs acquéreurs depuis 1999. Sa parution annoncée devrait intervenir en même temps que le Rouge (ex-Michelin), en mars 2002. Quant à sa philosophie ? Celle des fondateurs était établie sur l'intransigeante permanence de la table française. Avant la « mondialisation », c'était une vision quasi gaullienne de la suprématie de notre cuisine, érigée par Henri Gault et Christian Millau en dogme fondateur de la nouvelle cuisine. Les temps ont changé aussi. Examen des tendances révélées par les guides, dans une cohabitation gourmande obligée, mais pas toujours pacifique.

■ **NOVA**, magazine dirigé par Jean-François Bizot, reprend aujourd'hui le flambeau de la nouveauté dans un *Guide des 1 000 adresses pour saliver à Paris*, sous la forme d'un hors-série, désormais annuel. Constat sans appel : « *L'homo gastronomicus est foutu* », se réjouit Alexandre Cammas, l'un des inventeurs du fooding, qui jette un regard frais sur le décor, l'ambiance, la clientèle et, accessoirement, l'assiette des restaurants. Exit le gourmet, voici le mangeur d'aujourd'hui, ses lieux de prédilection - L'Alcazar, Nobu, Korova - ou bien Twinn (101, rue Saint-Maur, 75011 Paris, tél. : 01-40-21-03-37) des frères Slim et Sami, épaulés par Vincent Cassel et Mathieu Kassowitz. Le fooding consiste à manger avec feeling, soit. Mais le mouvement devra tôt ou tard arbitrer entre l'emploi des herbes thaïes dans la cuisine ménagère et la singulière omniprésence du monde du spectacle et de la nuit à ses côtés. Pas plus aujourd'hui qu'hier un guide ou un cuisinier ne peut prétendre imposer sa loi, ni son éthique. Ils suivent la mode que la clientèle est libre d'agréer ou pas, ce que Grimod de la Reynière appelait la légitimation. ★ *Nova Magazine*, 194 p. 7 €.

■ **LE PUDLO** se veut le champion d'un retour à la tradition gourmande : « *Vive la cuisine plaisir !* » La précédente livraison, déjà, avait surpris par une certaine aménité, un ton nouveau, qui ne semblait plus de mise dans cette profession de bouche, minée par la querelle des chefs, partagés entre souverainistes accrochés au terroir et Magellan des papilles se livrant bataille au sujet de l'authenticité préservée de la table française. Gilles Pudlowski se promène aujourd'hui dans un Paris idéal où les gargotes sont, hélas, plus nombreuses que les bonnes tables. « *Fusion food, world cuisine ou fooding, l'idiome anglais aide beaucoup nos gastronomes amateurs à renouveler les formules d'hier* », précise-t-il dans sa préface. La querelle s'est déplacée sur le terrain des concepts escamotant la confrontation des chefs. Certains, comme Ducasse, se plaisent d'ailleurs à mélanger et à multiplier les genres. Le Pudlo 2002 est le guide qui ne propose qu'une seule règle, « *celle qui vous amuse, selon votre envie du moment, vos goûts de toujours, vos émois de l'instant* ». Avec 1 800 bonnes tables et boutiques de qualité, décriées quartier par quartier, le Pudlo se veut, à Paris, la bible de l'homme de goût. L'édition nationale du Pudlo France 2002 atteint dans sa seconde édition une heureuse maturité avec 5 000 adresses qu'il faudra néanmoins vérifier. Ainsi dans le Pudlo de Paris, au 21, rue de la Gaîté, l'établissement a changé de nom - et de cuisine - avant même la sortie du guide. ★ *Le Pudlo de Paris 2002*, édition Michel Lafon, 811p., 22 €.

■ **PARIS DES ENVIES GOURMANDES** est un guide thématique destiné à calmer, toutes affaires cessantes, une envie irrésistible d'aïoli ou de bœuf bourguignon, de blanquette ou de couscous. L'affaire se complique si les convives ont des goûts différents, mais la démarche est originale et enlevée. Les amateurs de céleri rémoulade, d'œufs mayonnaise ou de caillette ardéchoise, de cervelle et de brandade ont ainsi le choix entre plusieurs adresses. Mais comme l'on n'arrête pas en chemin un tel effort de taxinomie, Emmanuel Rubin, par ailleurs expert ès fooding, se livre au jeu du classement des restaurants à terrasse, avec vue, salon, coin du feu et cigares... Il classe même les « *nanards* », dont la liste pourrait être bien plus longue, et les restaurants du Paris gay. Ce qui vaut à certains établissements de figurer dans plusieurs rubriques... D'une lecture plaisante, ce guide renouvelle le genre, même s'il tend à figer une carte en privilégiant les « *spécialités* » et ne à jamais s'intéresser aux cuisines du marché. ★ *Paris des envies gourmandes 2002*, Flammarion, 264 p. 14 €.

■ **LE LEBEY** distingue scrupuleusement l'information du commentaire, traque partout où il existe l'œuf mayonnaise, dont le moins cher reste celui du Voltaire. Des coups de cœur, des oublis volontaires, rappellent cependant qu'un guide propose d'abord un choix, personnel ou celui d'une équipe. Parmi les critères dominants, celui des meilleures tables, des bons rapports qualité-prix, des bons plateaux de fromages, des spécialités, des cafés et encore des cigares. Au total, 700 adresses testées à Paris et dans sa banlieue, classées selon plusieurs index. Utile. ★ *Le guide Lebey des restaurants de Paris 2002*, Albin Michel, 464 p., 15 €.

■ **LE BOTTIN GOURMAND**, successeur du Kléber, a rompu pour son vingtième anniversaire avec la géographie de l'école primaire. La sélection des 5 000 établissements (3 500 restaurants et 1 500 hôtels), toujours effectuée par département, est regroupée par région, afin de faciliter l'établissement d'un itinéraire. Peu de changements dans le classement des quatre-étoiles, sinon l'arrivée de Christophe Cussac (La Réserve à Baulieu), Pierre Gagnaire (Paris), Christian Le Squer (Ledoyen), Alain Senderens (Lucas-Carton) et la sortie, vers le haut avec une cinquième étoile sur mesure, de celui qui « *donne ses lettres de noblesse au métier de cuisinier* », Paul Bocuse. Le Bottin gourmand ne se cache pas de défendre dans la cuisine « *un élément du patrimoine national* », menacé autant par le maintien du taux de la TVA et la réglementation sur la durée du travail, que par la vogue des restaurants qui « *privilegient le décor sur l'assiette* » et la « *cuisine de fusion sans racines* ». ★ *Bottin gourmand 2002*, Editions du Bottin gourmand, 985 p., 30 €.

J. - C. Rt

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je peux faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 825 022 021

(0,15 € TTC/min)

Bulletin d'abonnement

Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 60646 Chantilly Cedex
Tél : 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 26,35 € par mois (172,84 F) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 201M01E

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] Ville :

Date et signature obligatoires :

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Vous vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : Société Editrice du Monde
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom :

Prénom :

N° :rue [] [] [] [] Ville :

Code postal [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° :rue [] [] [] [] Ville :

Code postal [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Établissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Devenez Citoyen du Monde



Abonnez-vous pour seulement

26,35 €* par mois

... Et entrez dans un espace privilégié d'information et de réflexion : actualité internationale, économique et politique, technologies, médias, sciences, art et culture... Chaque jour, passionnez-vous pour *Le Monde*

* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 01/06/2002.

Retour de la douceur sur l'Ouest

MERCREDI : Les conditions anticycloniques se maintiennent sur l'est du pays. En revanche, sur la façade atlantique, le flux d'altitude s'oriente au sud, ce qui contribue à réchauffer la masse d'air.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les nuages présents près des côtes atlantiques progressent au cours de la journée vers les Côtes-d'Armor. Le ciel est voilé des Pays de Loire à la Basse-Normandie, mais l'impression de beau temps est nette. Le vent de secteur sud-est souffle entre 60 et 80 km/h. Des températures l'après-midi comprises entre 8 et 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Des brouillards givrants résistent localement en journée du Nord-Pas-de-Calais aux Ardennes. Le soleil est l'heureux bénéficiaire de la journée. Le vent de sud-est atteint 50 km/h près des côtes. Le thermomètre se contente de -2 à 5 degrés.

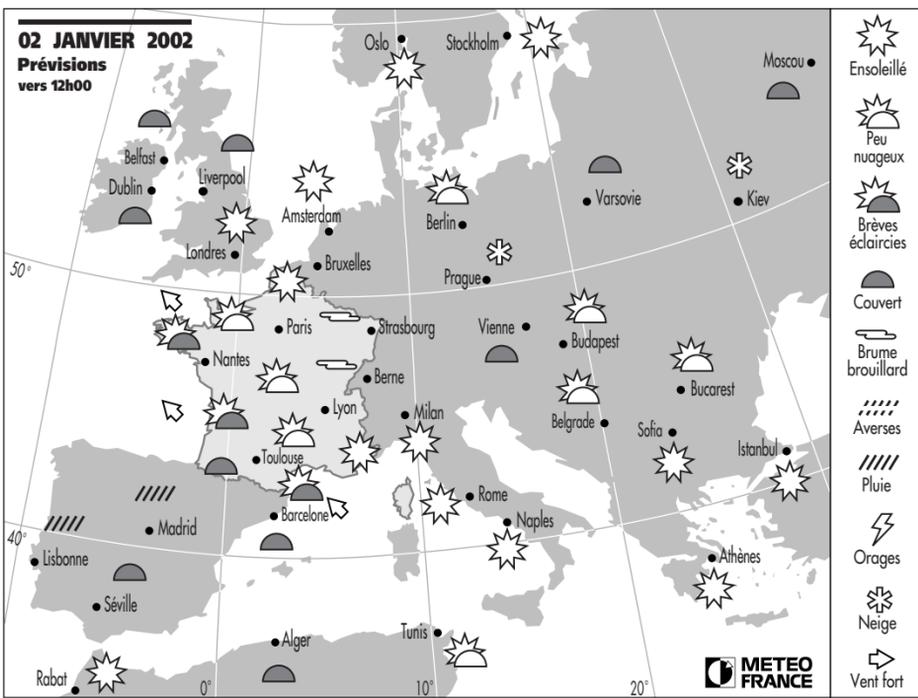
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les brouillards givrants présents au

lever du jour ont du mal à se dissiper et persistent par endroits toute la journée, empêchant le soleil de briller uniformément sur la région. Les températures maximales s'échelonnent de -1 à 3 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. La journée est assez bien ensoleillée. Les nuages sont nombreux en revanche près des côtes atlantiques et de la Gascogne aux Pyrénées, quelques gouttes peuvent par ailleurs tomber. Au-dessus de 2 000 mètres, des flocons sont possibles. Les températures maximales s'échelonnent de 10 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La journée est ensoleillée après dissipation des brouillards matinaux. Les températures maximales varient de 2 à 7 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Les entrées maritimes engendrent un ciel très nuageux sur le Languedoc-Roussillon. Il fait beau ailleurs. Le thermomètre affiche de 8 à 12 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **SLOVAQUIE.** Radisson SAS Carlton Hotel, ouvert depuis octobre à Bratislava, est l'un des principaux établissements de la ville. Situé dans le centre historique, en face de l'Opéra et de l'Orchestre philharmonique, il compte 168 chambres et suites restaurées. Proche de la frontière autrichienne, il est à 50 km de l'aéroport de Vienne et à 10 km de celui de Bratislava. Réservations au 00-800-3333-3333.

■ **EUROPE.** Pour la Saint-Valentin, le jeudi 14 février, Directours propose toute une gamme de week-ends en Europe avec des escapades de 4 jours à Vienne, à Prague, à Budapest ou à Lisbonne, incluant l'avion et l'hébergement en hôtels 3 étoiles ou plus, avec des premiers prix tournant autour de 330 € (2 165 F). Réservations anticipées conseillées. Les retardataires pourront se rabattre sur le service de « ventes de dernière minute » sur www.directours.com

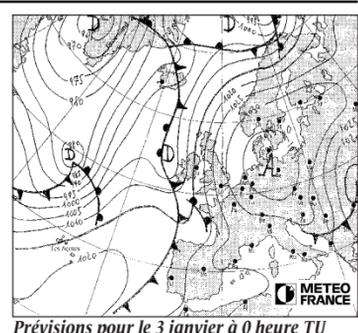
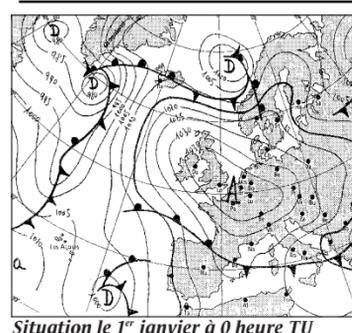
PRÉVISIONS POUR LE 02 JANVIER 2002

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	1/10 S	NANCY	-10/-3 S
BIARRITZ	6/12 C	NANTES	-1/7 C
BORDEAUX	5/10 C	NICE	1/10 S
BOURGES	-5/3 S	PARIS	-5/1 C
BREST	3/9 C	PAU	3/11 C
CAEN	-3/2 S	PERPIGNAN	8/13 C
CHERBOURG	-2/5 S	RENNES	-2/7 N
CLERMONT-F.	-5/2 S	ST-ETIENNE	-8/1 N
DIJON	-6/2 N	STRASBOURG	-10/-1 N
GRENOBLE	-7/3 S	TOULOUSE	3/11 N
LILLE	-5/-1 S	TOURS	-4/2 S
LIMOGES	-1/5 N	YANNY	25/29 P
LYON	-4/3 S	FORT-DE-FR.	24/29 S
MARSEILLE	-1/10 S	NOUMEA	24/31 S

PAPEETE	26/29 S	KIEV	-12/-6 *	VENISE	-5/3 S
POINTE-A-PIT.	23/28 P	LISBONNE	10/15 P	VIENNE	-5/3 C
ST-DENIS-RE.	23/27 P	LIVERPOOL	0/4 C	AMÉRIQUES	
EUROPE		LONDRES	-1/5 S	BRASILIA	19/23 P
AMSTERDAM	1/5 S	LUXEMBOURG	-5/-4 S	BUENOS AIR.	20/27 S
ATHENES	2/6 S	MADRID	-2/7 P	CARACAS	24/29 S
BARCELONE	3/9 C	MILAN	-4/8 S	CHICAGO	11/16 C
BELFAST	3/8 C	MOSCOW	-19/-16 C	LIMA	17/22 S
BELGRADE	-7/1 S	MUNICH	-8/-1	LOS ANGELES	11/16 C
BERLIN	-5/2 S	NAPLES	-2/8 S	MEXICO	4/20 S
BERNE	-13/3 S	OSLO	-13/-8 S	MONTREAL	-8/-4 S
BRUXELLES	-1/3 S	PALMA DE M.	5/15 C	NEW YORK	-5/1 S
BUCAREST	-10/-3 S	PRAGUE	-8/0 *	SAN FRANCISCO	12/13 P
BUDAPEST	-7/3 S	ROME	-2/9 S	SANTIAGO/CHI	12/29 S
COPENHAGUE	3/11 N	SEVILLE	10/19 C	TORONTO	-8/-3 S
DUBLIN	2/9 C	SOFIA	-12/-4 S	WASHINGTON	-6/3 C
FRANCFORT	-11/-2 S	ST-PETERSB.	-20/-18 S	AFRIQUE	
GENEVE	-3/3 S	STOCKHOLM	-13/-6 S	ALGER	7/16 C
HELSINKI	-22/-15 S	TENERIFE	18/22 S	DAKAR	22/27 S
ISTANBUL	-3/1 S	VARSOVIE	-15/2 C	KINSHASA	23/29 P

ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	23/31 S
BEYROUTH	12/19 P
BOMBAY	20/31 S
DJAKARTA	27/29 P
DUBAI	19/26 C
HANOI	17/22 C
HONGKONG	13/21 S
JERUSALEM	9/17 S
NEW DEHLI	8/21 S
PEKIN	-6/3 S
SEOUL	-12/-8 *
SINGAPOUR	26/29 S
SYDNEY	21/28 S
TOKYO	3/8 S



PRATIQUE

Changer de prénom est une liberté strictement contrôlée

LES PETITS « Assedic », « Exocet » et « Périphérique », les jumeaux « Babord » et « Tribord », ou encore le récemment né « Pika-chu » (héros des Pokémon) n'auront pas besoin de se lancer, un jour ou l'autre, dans une procédure judiciaire visant à changer de prénom s'ils ont trop de mal à adopter le leur. Le ministre public a déjà agi en leur lieu et place pour demander aux parents de revoir leur choix initial. En effet, la loi du 8 janvier 1993 pose deux limites à la verve parentale : le droit des tiers à voir protéger leur patronyme, qui ne saurait être utilisé comme prénom – même si un petit « Jospin » semble avoir échappé à la vigilance des services de l'état civil – et, comme dans les cas précités, l'intérêt de l'enfant.

Pour l'essentiel, on considère que peuvent lui être préjudiciables les prénoms qui, pris isolément ou associés aux autres prénoms ou au nom de famille – Aude Vaisselle – ont une apparence ou une consonance péjorative ou grossière, ainsi que ceux qui sont difficiles à porter en raison de leur complexité ou de la référence à un personnage déconsidéré de l'histoire. L'officier de l'état civil est tenu d'enregistrer le

prénom litigieux, mais doit aviser sans délai le procureur de la République. Si ce dernier estime aussi que le choix des parents est contestable, il dispose de la faculté de saisir le juge aux affaires familiales (JAF), à qui revient la décision finale.

Lorsqu'il ordonne la suppression du prénom en question sur les registres de l'état civil, ce jugement peut être infirmé en appel. C'est ainsi qu'à Besançon, fin 1999, les parents de Zébulon ont eu gain de cause. A

Mode d'emploi

Toute requête doit être présentée par un avocat au juge aux affaires familiales (tribunal de grande instance) du lieu de son domicile ou du lieu où a été dressé l'acte de naissance. Il est inutile de se lancer dans une procédure judiciaire pour intervertir l'ordre dans lequel ses prénoms sont déclinés sur les registres de l'état civil, car « tout prénom inscrit dans l'acte de naissance peut être choisi comme prénom usuel » (code civil, article 57, fin du deuxième alinéa). Mais il est nécessaire d'avoir recours à la justice pour rectifier l'orthographe originelle d'un prénom, ce que souhaiteront, peut-être, certains anciens bébés désireux de ne plus avoir à épeler le leur. Friends d'originalité, les parents ont, en effet, toutes les audaces, notent Philippe Besnard et Guy Desplanques, qui relèvent, par exemple, 19 variantes orthographiques pour « Tiphane ». (La Cote des prénoms en 2002, Balland 2001, 478 p., 20 €). Autre lecture précieuse : Droit de la famille, sous la direction de J. Rubellin-Devichi, Dalloz, coll. Dalloz Action, 2001, 932 p., 94,52 €.

la différence de leur collègue de première instance, les magistrats de la Cour d'appel n'ont pas estimé contraire à l'intérêt de l'enfant le port d'un prénom qui peut, certes, évoquer l'un des protagonistes d'une ancienne émission télévisée pour enfants, mais aussi l'ancêtre éponyme d'une des douze tribus d'Israël et, plus près de nous, un alpiniste de renom.

Les juges évaluent aussi « l'intérêt légitime » de la requête pour accorder le droit de changer de pré-

nom (substitution, adjonction ou suppression de prénoms). L'intéressé (ou son représentant légal) doit présenter sa demande au JAF par l'intermédiaire d'un avocat et, dans le cas d'un mineur de plus de treize ans, avec le consentement de celui-ci. La notion d'intérêt légitime est diversement appréciée selon les juridictions et il faut parfois s'obstiner pour obtenir satisfaction.

Ce qu'ont fait les parents marocains de Gilhane, née en France, pour avoir l'autorisation de changer le prénom de leur fille (cour d'appel de Versailles, 18 mai 2000) : alors interdit par la loi marocaine (ce qui n'est plus le cas depuis septembre 2001), ce prénom empêchait l'enfant de se rendre librement dans le pays d'origine de sa famille. C'est aussi en appel (Toulouse, 3 août 2000) que le « transsexualisme vrai » de Valérie a été reconnu comme constituant un motif légitime pour substituer à ce prénom celui de Fabrice (procédure possible sans pour autant modifier la mention du sexe sur l'acte de l'état civil).

La volonté de renouer avec ses origines peut également motiver un changement de prénom. Exposant qu'il avait fondé une famille avec

une femme de confession musulmane, comme lui, et que leurs cinq enfants portaient tous des prénoms arabes, Daniel souhaitait reprendre le prénom de Mohammed, abandonné lorsqu'il était devenu français en 1976. Pas d'accord, répond

Les juges évaluent « l'intérêt légitime » de la requête pour accorder le droit de changer de prénom

la cour d'appel d'Aix-en-Provence, au motif que « l'intérêt légitime du requérant réside en sa qualité de Français, dans une volonté d'intégration dans la communauté française, plutôt que d'éloignement de cette communauté ». Une décision censurée par la Cour de cassation comme étant fondée sur des considérations d'ordre général, et non pas sur la situation concrète de l'intéressé (arrêt du 2 mars 1999).

L'intérêt légitime d'une requête doit en effet être apprécié en fonction des éléments existant au moment où le juge statue, de sorte qu'une première décision ne fait pas obstacle à un nouveau changement. Lorsqu'elle s'est convertie au judaïsme, Marie-Christine avait été autorisée à ajouter « Sarah » aux prénoms figurant sur son acte de naissance. Elle n'avait pas demandé, alors, la suppression de son prénom originel, à la fois pour ménager sa famille et parce qu'elle n'avait pas pris conscience de la gêne que pourrait occasionner la coexistence, sur son état civil, d'un prénom hébraïque et d'un prénom à forte connotation chrétienne. La cour d'appel de Paris l'a suivie dans son argumentation lorsqu'elle a demandé la suppression de ce dernier (arrêt du 26 septembre 1996).

Mais si l'intérêt mis en avant pour justifier sa demande peut évoluer avec le temps, l'usage prolongé d'un prénom, différent de ses prénoms officiels, ne suffit pas pour faire légitimer ce changement. Il faudra alors en fournir les preuves (bulletins scolaires, documents administratifs, fiches de paie, factures...).

Caroline Helfter

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 002

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

SCRABBLE N° 258

Ton impudence, téméraire vieillard, aura sa récompense

1. Tirage : A E M N O R Y.

a) Ce tirage génère sept mots de trois lettres (et aucun de sept lettres). Trouvez-les.

b) Ce même tirage génère deux six-lettres qui incluent le Y. L'un est une sauce, l'autre un petit propriétaire terrien anglais. Trouvez-les.

c) Avec ce même tirage, trouvez trois mots de huit lettres en le complétant avec trois lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des mots placés sur la grille.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la puis continuez.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) Les six mots qui suivent ont chacun une anagramme en -ING. Trouvez-les : CINGLERA - GISEMENT - EPINGLE - EGLÉFIN - GRANDIT - GRIMPANT.

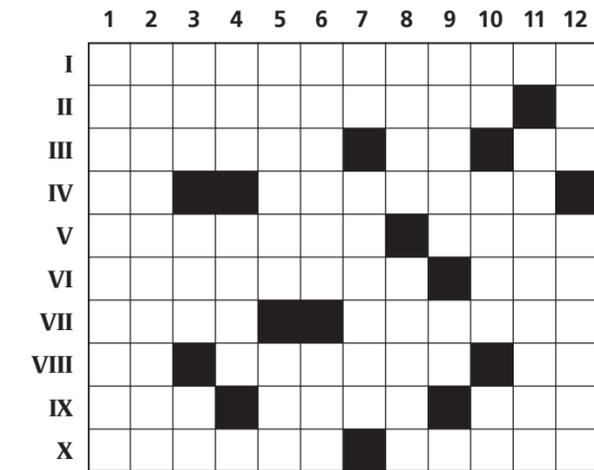
Solutions dans Le Monde du 9 janvier.



Solutions du problème paru dans Le Monde du 26 décembre.

- a) ALLUSION, E 8, 72, faisant KSARS.
- b) FJELD, plateau rocheux usé par un glacier, D 4, 41 - DJEBEL, 15 G, 51.
- c) EMOTIF, D 3, 37, faisant FA - MOTIF, 2 J, 56, en cheminée entre CLAVECIN et AXILES.
- d) INEXACT - IMPUDENT.

Michel Charlemagne



HORIZONTELEMENT

I. Signal pour un très mauvais départ. - II. Mauvaise affaire dès qu'elle sort du sac. - III. Sans valeur chez nous, plus chez les Indiens. Patron en région. A de la valeur. - IV. Cours primaire. Responsables des actes de leurs pièces. - V. Mégère est la seule des trois à être apprivoisée. Donne belle allure au havane. - VI. Elles ne gardent pas les sorts. Evite la chute du roi. - VII. Supprimer. Dépôt solide en liquides. - VIII. Bout de toit. Ses arrières

sont assurés. Personnel. - IX. Met à neuf. Possessif. Fait souffrir. - X. Protègent les mains nippones. Remuant.

VERTICALEMENT

1. Maintient en place provisoirement. - 2. Bons morceaux ou bons moments à partager. - 3. Mauvais père, mauvais roi. Invite au départ. Laisse le choix. - 4. Prend les commandes au passage. Transmet les messages. - 5. Les six au complet. Grecque. - 6. Prolongent les colonnes. Situé. -

7. En fuite. Fait toujours des dégâts en Afrique. - 8. Associée à la Vilaine. Pour une bonne remise en forme. - 9. Paysan vu de la ville. Au large. - 10. Bouts d'endive. Enlèvement. Dans la gamme. - 11. Beaucoup de goût, peu de calories. - 12. Chantier. N'est jamais fauchée.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 001

Horizontalement

I. Sacs-poubelle. - II. Aquarelle. An. - III. Luire. Mi. Ace. - IV. Aérien. Etier. - V. Mua. Métros. - VI. Assoira. Reput. - VII. Lésineuse. AM. - VIII. EEE. Piètre. - IX. Créancier. - X. Sas. Tannante.

Verticalement

1. Salamalects. - 2. Aqueuse. Râ. - 3. Cuirassées. - 4. Sari. Oiea. - 5. Prééminent. - 6. OE. Néré. Ça. - 7. ULM. Taupin. - 8. Blier. Sien. - 9. Ee. Toréera. - 10. Aisé. Ten. - 11. Lacé. Par. - 12. Energumène.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunschbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde
Publicité
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

CINÉMA Le cinéaste Ken Loach revient, dans *The Navigators*, sur la privatisation, en 1996, des chemins de fer britanniques. ● À TRAVERS le désarroi d'une équipe de cheminots

chargés de la maintenance, le cinéaste analyse l'absurdité et les drames qui accompagnent l'irruption de la concurrence dans le secteur ferroviaire. ● EN 1996, « les directions syndi-

cales étaient prêtes au compromis, ne voulaient pas risquer un conflit avec les travaillistes », estime Ken Loach. « S'il y avait eu une direction forte, les choses auraient tourné dif-

féremment. » ● PARMI les autres sorties de la semaine, *La Maîtresse en maillot de bain*, de Lyèce Boukhitine, conte les combines d'un trio de trentenaires velléitaires sur le mode

du polar potache. ● *ZOOLANDER*, de et avec Ben Stiller, parodie le milieu de la mode dans une comédie où des mannequins manipulés commettent des crimes politiques.

La vie privatisée des cheminots anglais

The Navigators. Ken Loach analyse avec humanité les conséquences absurdes et dramatiques de la privatisation des chemins de fer britanniques en s'attachant au désarroi d'une équipe d'entretien des voies, passée de l'aristocratie ouvrière à la précarité

Film britannique de Ken Loach. Avec Joe Duttine, Tom Craig, Venne Tracey. (1 h 36.)

Ken Loach est une sorte d'héritier de Dickens, dans les sentiments – l'indignation, la compassion – et le choix des sujets plus que dans le style. L'auteur de *Temps difficiles* a fait vivre ses personnages au moment où la Grande-Bretagne se couvrait de chemins de fer. Fermant d'une certaine manière la petite boutique des fictions qui s'était ouverte avec la révolution industrielle, le cinéaste consacre un beau film à l'interminable agonie de ce qui fut le système circulatoire du capitalisme anglais.

Pour ne pas faire peur, on hésite presque à énoncer plus précisément le sujet de *The Navigators* : le sort d'un atelier de maintenance des voies ferrées dans les mois qui suivent sa privatisation. C'est déjà une audace imposée par les circonstances : Ken Loach s'est trouvé dépositaire d'un scénario écrit par un ancien employé de British Rail, qui avait passé sa vie à entretenir les rails ; du coup, le réalisateur se prive de toute la mythologie ferroviaire, telle qu'elle s'est développée de *L'Arrivée du train en gare de La Ciotat* à *La Bête humaine*. Des trains, on en voit très peu. Juste le temps de les voir filer sous la pluie, interrompant le travail de ces héros dont Ken Loach a entrepris de retracer la trajectoire, qui passent en quelques mois de l'aristocratie ouvrière à la précarité.

On cueille cette dizaine d'ouvriers le jour où le col blanc responsable du dépôt les salue d'une phrase : « You're not railwaymen anymore » (« Vous n'êtes plus des cheminots »). L'atelier, près de Sheffield, a été privatisé, il est désormais en compétition avec d'autres entreprises pour entretenir les voies sur lesquelles circulent les trains eux aussi mus par l'initiative privée.

En quelques scènes incisives, Ken Loach montre les premières conséquences absurdes de cette privatisation en forme de démantèlement : les ouvriers d'un autre dépôt, venus donner un coup de main à l'équipe, sont priés de déguerpir, parce qu'ils sont désormais employés par une autre société – ils partent en emportant le matériel indispensable à l'accomplissement du travail en cours. Quelques jours plus tard, les hommes sont contraints de détruire leurs outils : leur acquéreur va les rééquiper de pied en cap et ne veut



Ken Loach (au centre), sur le tournage de « *The Navigators* ». Un film où l'on voit peu de trains : le cinéaste filme les gens.

Comment Ken Loach a remis sa caméra au travail

« J'ÉTAIS plutôt réticent », dit Ken Loach de sa voix douce. On aurait pu penser que le cinéaste se serait jeté sur le sujet de *The Navigators* – les conséquences sociales des privatisations –, mais pas du tout. « J'avais l'impression

RENCONTRE
D'abord « plutôt réticent », le cinéaste a finalement accepté de filmer à nouveau les effets des privatisations

d'avoir déjà parcouru ce terrain », dit-il en évoquant le moment où il a reçu le scénario de Rob Dawber. Cheminot, militant syndical, journaliste d'occasion dans la presse de gauche, Rob Dawber a écrit un film suffisamment original pour convaincre Loach de le tourner.

« Les gens passent la majorité de leur vie sur leur lieu de travail, des choses qui bouleversent leur existence s'y passent, et on ne les montre presque jamais. » Ken Loach parle brièvement du tournage : cinq semaines seulement, un budget

également modeste, 1,25 million de livres (2,05 millions d'euros) ; très brièvement de la diffusion du film en Grande-Bretagne (à la télévision, sur Channel 4, mais pas de sortie en salles). Le film a été produit dans le cadre du système mis en place par Loach, qui additionne les avances des distributeurs européens lui faisant confiance.

Le cinéaste se fait plus disert sur la dimension sociale et politique de son film : « Au moment des premières privatisations, sous Margaret Thatcher, les gens étaient vraiment préparés à se battre. Mais lorsqu'on en est arrivé aux privatisations du chemin de fer [en 1996, alors que John Major avait remplacé M^{me} Thatcher et que le Parti travailliste venait de changer de direction], les directions syndicales étaient prêtes au compromis, ne voulaient pas risquer un conflit avec le New Labour. On arrivait à la fin d'une longue liste de défaites, après la métallurgie, les mineurs... S'il y avait eu une direction forte, cohérente, fidèle à ses principes, les choses auraient tourné différemment. »

Ken Loach ne sait faire qu'une chose, filmer les gens. Lorsqu'il a fallu, pour les besoins de

The Navigators, inclure dans la narration la projection d'un film d'entreprise, vantant les mérites de la privatisation, Loach en a confié la réalisation à une firme spécialisée. « Je ne saurais pas le faire », assure-t-il.

Lorsqu'on s'étonne de ce qu'une compagnie issue de la privatisation des chemins de fer britanniques ait permis qu'on se serve de ses locaux pour le tournage du film, il fait d'abord remarquer que la firme a été rémunérée, puis il ajoute : « Les Britanniques ne prennent pas le cinéma très au sérieux. »

Il se fait un peu prier pour parler d'un autre film anglais qui évoquait un conflit social, la grande grève des mineurs de 1978. Mais, une fois lancé, il a des mots très durs pour Billy Elliot : « J'ai réalisé un documentaire pendant cette grève. C'était le groupe ouvrier le plus ouvert sur la culture qu'on ait jamais vu. Dans la réalité, aucun d'entre eux n'aurait eu besoin de briser la grève pour payer le voyage à Londres d'un membre de sa famille, il y avait une solidarité énorme. Les clichés ont remplacé la réalité. »

T. S.

Thomas Sotinel

Drague et combines de trois Pieds nickelés

La Maîtresse en maillot de bain. Polar potache autour d'une caméra volée

Film français de Lyèce Boukhitine. Avec Eric Savin, Franck Gourlat, Lyèce Boukhitine. (1 h 35.)

Acteur à l'origine, Lyèce Boukhitine signe avec cette *Maîtresse en maillot de bain* un premier long métrage qui se situe dans le sillage des quelques formats courts qu'il a précédemment réalisés, plus particulièrement *La Vieille Barrière* (Prix spécial du jury au Festival de Clermont-Ferrand), qui réunissait en 1997 le même trio d'acteurs (Eric Savin, Franck Gourlat et Lyèce Boukhitine) autour d'une trame similaire. Soit trois amis d'enfance, devenus des trentenaires au chômage dans une banlieue pavillonnaire, qui trompent leur désœuvrement par la recherche velléitaire de combines alimentaires et la drague nonchalante du moindre jupon qui passe à leur portée.

Il faut donc faire toute confiance à son titre pour avoir une idée de ce à quoi ressemble ce film : la zone électorale de *La Maîtresse en maillot de bain* se situe bien dans la prolongation scandaleuse de l'adolescence, et son enjeu dramatique dans la difficulté à renoncer à ce qui la cons-

titue, soit l'utopie potache de la mise à poil de l'autorité. De refus d'embauche en plan foireux, de comptoir de bistrot en déambulation inepte, Jean (viré par sa femme), Eric (viré de son boulot) et Karim (à deux doigts d'être viré de chez ses parents) se morfondent sans un centime en poche, tels des Vittelloni de troisième zone, à l'affût du coup fumant qui les fera prendre leur essor, et par la même occasion celui du film.

VERS LE FILM NOIR

Ce qui ne manque pas de se produire, sous la forme particulièrement opportune d'une caméra professionnelle. Un instant déposée par l'opérateur d'une équipe de télévision venue interviewer le maire de la ville, celle-ci est subrepticement « récupérée » par Eric, qui s'empresse de faire part de sa découverte à ses petits camarades.

Pour les besoins de l'histoire, Lyèce Boukhitine assigne à l'objet un triple objectif. Le premier, rempli avec un machisme à ce point sordide qu'il en devient enthousiasmant, consiste pour nos trois Pieds nickelés à se parer du prestige de la caméra pour lever et consommer dans la

foulée deux poulettes croisées dans la rue. Le deuxième, qui échoue lamentablement, voit la fine équipe user du même subterfuge pour tenter de dévaliser, sous l'apparence d'une équipe de télévision, une bijouterie. Le troisième – témoins d'un règlement de comptes mafieux sur la route du retour, ils filment la scène avant de se faire repérer et de prendre la fuite – fait enfin bifurquer le récit du côté du film noir, au risque de l'improbabilité.

Bientôt retrouvés par les meurtriers, de vrais durs à cuire, ils sont mis en demeure de leur fournir la cassette enregistrée contre une grosse somme d'argent. Si l'argument n'emporte pas tout à fait la conviction, c'est qu'on sent bien que le réalisateur l'emploie surtout pour résoudre son film en séparant les chemins des trois amis. Sans doute fallait-il bien finir, mais on regrettera que ce film éminemment sympathique ait choisi pour ce faire la voie scénaristique la plus efficace, au détriment de la vacuité narrative et de la complicité des trois acteurs qui font au bout du compte tout son charme.

Jacques Mandelbaum

La taupe modèle

Zoolander. Ben Stiller révèle que l'histoire du monde est celle des mannequins

Film américain de Ben Stiller. Avec Ben Stiller, Owen Wilson, Christine Taylor, Milla Jovovich. (1 h 29.)

L'un des gags les plus réussis de *Zoolander* est d'être sorti en salles le 28 septembre aux Etats-Unis et d'avoir proposé à un public encore très sonné par les attentats du 11 septembre la théorie selon laquelle les grands crimes de l'âge moderne (les assassinats de Lincoln et de Kennedy, par exemple) avaient été commis par des mannequins manipulés par l'industrie de la mode.

Malgré ce faux pas, le film, réalisé et interprété par Ben Stiller (l'amoureux de *Mary à tout prix*, le gendre de *Mon beau-père et moi*), a remporté un franc succès dans son pays, ce qui donne une idée de son innocuité fondamentale. Un film inoffensif donc, mais pas insipide. Ben Stiller a bâti tout un long métrage sur un sketch qu'il avait improvisé lors de la remise des VH-1 Fashion Awards, cérémonie de remise de prix à des mannequins diffusée sur une chaîne musicale.



Zoolander (Ben Stiller), top-model naïf, manipulé par l'industrie de la mode.

Se complaisant éhontément dans les clichés, Stiller a imaginé qu'au confluent de ces deux secteurs d'activité (la télévision pop et la mode) ne pouvaient survivre que des êtres dépourvus de fonctions cérébrales complexes.

Derek Zoolander, son héros, est l'un d'eux, qui vit en communauté avec d'autres top-modèles, dans la terreur de ne pas être choisi pour la prochaine campagne de publici-

té d'un designer célèbre. A ces soucis métaphysiques s'ajoute bientôt son recrutement forcé par une organisation secrète qui a décidé de faire assassiner le premier ministre de Malaisie (le film imagine que l'homme d'Etat a décidé d'interdire l'exploitation abusive des personnels de la confection).

PASTICHES ET GAGS ABSURDES

Ben Stiller n'est pas tout à fait assez beau pour que l'on croie que son *Zoolander* est un vrai top-modèle. Dans l'espace de fantaisie qui se crée ainsi, le comédien metteur en scène développe un personnage de gentil abruti assez proche des naïfs paysans d'antan. Secondé par Owen Wilson (vrai comédien, faux top-modèle, lui aussi) et Milla Jovovich (ex-top-modèle), Stiller organise les mésaventures de ses personnages en mêlant les pastiches (de défilés de mode, de films d'espionnage) et les gags absurdes (dont une douche à l'essence pour voiture aux conséquences hélas prévisibles), avec entrain et concision, qualités nécessaires en ce lendemain de réveillon.

T. S.

« Notes de cuisine », jeu croisé de langues fourchues et de couteaux acérés

La Comédie de Valence présente la pièce de Rodrigo Garcia en tournée dans la Drôme et en Ardèche

NOTES DE CUISINE, de Rodrigo Garcia (traduit de l'espagnol par Christilla Vasserot ; Les Solitaires Intempestifs ; 136 p., 7,62 €). Mise en scène : Christophe Pertont. Avec Vincent Garanger, Judith Henry, Jérôme Robart. Durée : 1 h 40.

COMÉDIE DE VALENCE, 1, place Charles-Huguenel, Valence. Tél. : 04-75-78-41-70. En tournée à partir du 4 janvier dans douze communes de la Drôme et en février et mars dans quinze communes de l'Ardèche. Les 7 et 8 février à La Rampe à Echirrolles (Isère) ; et du 21 au 23 mars à la Maison de la culture de Bourges (Cher).

VALENCE (Drôme)
de notre envoyé spécial

Se mettre à table, c'est s'attabler pour se nourrir aussi bien qu'avouer ce qu'on a sur la conscience. Le dramaturge argentin Rodrigo Garcia, figure-clé de la scène madrilène, joue sur ces deux tableaux. Ses *Notes de cuisine* montrent comment manger le morceau et comment le cracher, dans une partie croisée qu'aucune manière de table ni aucune recette ne prévoient. Ses « personnes » (il ne veut pas de personnages), décalquées dans la série mari-femme-amant, ne se mettent pas en appétit sans s'être cuisinées les unes les autres, ni sans avoir cuisiné, longuement. Être débité en direct, dans le jeu croisé de langues fourchues et de couteaux acérés, arrosé d'un clair-ent millésimé...

La cuisine, selon Rodrigo Garcia, est un lieu de jouissance et de souff-



Jérôme Robart (le jeune mâle) et Judith Henry (la femme) se mettent à table.

rance. Un lieu de travail et de spectacle. Un lieu de méditation. Elle recueille les aveux les plus doux et les plus nécessaires, elle est l'enclos désiré des retrouvailles avec soi et avec ses proches, pour mieux déglutir et dégueuler le monde. Elle en assourdit les commandements « stupides », en filtre l'agressivité bonasse. Elle s'érige en refuge d'où lancer un appel à la résistance afin de sauver au moins les enfants, en les abreuvant de lec-

tures de Thomas Bernhard, Céline et Schopenhauer (rire assuré) accompagnées de quelques doigts de vermouth.

Devant la femelle, impatiente, la cuisine est le lieu idéal où exacerber la rivalité du vieux mâle (« Pour conquérir son cœur, je commence par son estomac ») et du jeune mâle (« Pour conquérir son estomac, je commence par son palais »). Répliques du tac-au-tac, où chacun tente de déborder les élans de

l'autre par la fantaisie de ses recettes, de lui clore le clapet, mais pas trop, afin que la partie connaisse quelques rebondissements. Il y va du débat d'idées, celui qui se pratiquait en mai 1968, redécouvert intact par la génération à laquelle appartient Rodrigo Garcia (né en 1964) : « Une éducation à la con/Un système à la con/Des éducateurs à la con/Des citoyens à la con/Rien que des conneries/Et toi, le gosse, arrête de rire. »

Des convictions fermes et définitives qui n'interdisent pas les bifurcations vers le café-théâtre, lancées comme os aux interprètes. Avec ses gradins disposés au long de deux grandes tables, le dispositif bifrontal permet à la parole de partir d'un centre et de se dérouler entre la scène et la salle.

3 Quel public touchez-vous réellement ?
En moyenne, nous touchons soixante-cinq spectateurs par séance. Dans un village, tout le monde vient. Sauf, peut-être, les 16-25 ans, qui cherchent à partir vers la ville. Ce n'est pas si facile de faire entrer la modernité dans les salles des fêtes. L'an dernier, cependant, *Les Chasses du comte Zaroff*, par Sentimental Boureau, avaient réussi à attirer les jeunes.

Propos recueillis par
Jean-Louis Perrier

J.-L. P.

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTOPHE PERTON

1 Vous dirigez avec Philippe Delaigue et Jean-Paul Angot la Comédie de Valence, qui propulse le théâtre contemporain par les routes rurales, sous le nom de Comédie itinérante. Comment est née cette initiative ?

Durant six ans, j'ai mené en Ardèche un projet appelé le « Théâtre de parole », où je proposais des créations théâtrales contemporaines (Pasolini, Enzensberger, Durif) à des publics ruraux. Comme un seul homme, d'après Platonov, mis en scène par Philippe Delaigue (*Le Monde* du 18 juillet 2001) a été créé dans ce cadre. Quand nous nous sommes retrouvés à Valence en 2000, nous avons décidé que le rayonnement

du Centre dramatique national sur la Drôme et l'Ardèche devait trouver son aboutissement avec cette Comédie itinérante, qui proposerait, chaque saison, trois pièces à une trentaine de communes. Cette année, *Le Gardien du vase de Chine*, de Mrozek, à l'automne ; *Notes de cuisine*, de Rodrigo Garcia pour l'hiver ; et *Juste la fin du monde*, de Lagarce, au printemps.

2 La Comédie itinérante suppose-t-elle une dramaturgie particulière ?

J'ai conçu moi-même la scénographie de *Notes de cuisine*, en fonction des contraintes de la Comédie itinérante. J'ai fait construire une sorte de chapiteau intérieur, qui peut s'insérer dans de petites salles et les transformer en théâtres. On déploie ainsi un ensemble scène et gradins, cohé-

rent avec le questionnement du public pratiqué par Rodrigo Garcia, qui place le spectateur dans une position active. Le dispositif bifrontal permet à la parole de partir d'un centre et de se dérouler entre la scène et la salle.

3 Quel public touchez-vous réellement ?

En moyenne, nous touchons soixante-cinq spectateurs par séance. Dans un village, tout le monde vient. Sauf, peut-être, les 16-25 ans, qui cherchent à partir vers la ville. Ce n'est pas si facile de faire entrer la modernité dans les salles des fêtes. L'an dernier, cependant, *Les Chasses du comte Zaroff*, par Sentimental Boureau, avaient réussi à attirer les jeunes.

Propos recueillis par
Jean-Louis Perrier

J.-L. P.

Une « Belle au bois dormant » aux rondeurs vénéneuses

LA BELLE. D'après « La Belle au bois dormant », de Charles Perrault. Jean-Christophe Maillot (chorégraphie). Ernest Pignon-Ernest (scénographie). Philippe Guillotel (costumes). Dominique Drillot (lumière). Par les Ballets de Monte-Carlo. Avec l'Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo sous la direction de Nicolas Brochot.

SALLE DES PRINCES, Grimaldi Forum Monaco. Jusqu'au 4 janvier. 20 h 30, sauf le 2 janvier (16 heures). Relâche le 1^{er} janvier. De 7,62 € à 25,92 €. Le 2 janvier une place enfant offerte pour une place adulte achetée. Tél. : 00-377-99-99-3000.

MONACO

de notre envoyée spéciale

Comme une apparition, la Belle avance à petits pas dans une énorme bulle transparente, la traîne de sa robe blanche planant au-dessus d'elle grâce à deux ballons gonflés à l'hélium. Cette vision plastique impeccable est signée par le costumier Philippe Guillotel, ex-complice de Philippe Decouflé, qui désirait depuis des années s'attaquer à l'art du gonflable. Pour *La Belle*, chorégraphiée et mise en scène par Jean-Christophe Maillot, directeur des Ballets de Monte-Carlo, Guillotel est donc passé à l'acte avec la rigoureuse fantaisie qu'on lui sait, ajustant au plus près sens et féerie.

La sphère en plastique dans laquelle notre Belle bulle englobe les problématiques de *La Belle au bois dormant* : rondeur du ventre

de la femme enceinte (on se souvient que les parents de la Belle « étaient si fâchés de n'avoir pas d'enfants, si fâchés qu'on ne saurait dire ») et mise sous cloche – quasi sous vide – de la jeune fille ultra-

protégée sous peine de mort. Ainsi le monde de la Belle ressemble-t-il à un lâcher de ballons multicolores avec ses boules de Noël virevoltant dans les jupons de la Fée Lilas, ses tutus de balles en tissus, ses coiffes cosmiques inspirées de la course des planètes. La vie qui tourne rond en somme.

La version Maillot de *La Belle au bois dormant* pourrait d'ailleurs se résumer au combat des ronds contre les pointus. Pointue comme Carabosse et son fuseau mortel qui crève la bulle, comme la famille du Prince composée d'un père falot épris d'une mère ogresse qui meurt d'envie de dévorer la Belle. S'appuyant sur une solide lecture de Charles Perrault, Jean-Christophe Maillot, qui fantasmaît depuis dix ans sur ce monument du patrimoine, mais résistait au côté meringue de l'œuvre chorégraphiée par Petipa sur la musique de Tchaïkovski (1890), a cédé à l'attrait vénéneux du conte originel. A la sucrerie, il préfère la cruauté, la noirceur trop souvent occultée de cette histoire d'amour à mort.

Rappel : le Prince n'échappe à l'emprise d'une mère dont il a peur qu'en se mariant en cachette avec la Belle qu'il sauvera in extremis de la marmite pour y voir sa propre mère s'y jeter et mourir. De cette double ligne narrative, le chorégraphe tresse les deux fils avec beaucoup d'astuce, réussissant à

nous faire vivre, quasi en simultané, les deux histoires.

Subtil engrenage de panneaux coulissants, de décors qui se relèvent et s'abaissent rapidement, la scénographie conçue par le plasticien Ernest Pignon-Ernest (c'est sa troisième collaboration avec Jean-Christophe Maillot) permet de dédoubler l'espace, d'ouvrir un profond champ tout en jouant d'effets de surimpression. Sculptée par les lumières de Dominique Drillot, l'atmosphère glisse du plein soleil à la pénombre comme si des nuages balayaient le plateau.

UNE DANSE AMPLE

De même la danse, expressive, ample, sait aussi se rétracter pour jouer au plus près de la peau des danseurs dans une sorte d'inefficacité sensuelle. Le long bouche à bouche de la Belle, Bernice Coppie-ters, et du Prince, Chris Roelandt,

sert de pivot à un mouvement spiralé d'une profonde intensité. Surprise musicale, le passage au début de l'acte III à la partition plus ténébreuse, menaçante, du *Roméo et Juliette* de Tchaïkovski que Jean-Christophe Maillot conserve jusqu'à la fin du ballet, resserrée avec austérité autour du trio Belle-Prince-Ogresse.

Après *Roméo et Juliette* (1996), *Cendrillon* (1999), Jean-Christophe Maillot ajoute un titre à son palmarès des relectures de grands ballets classiques. Avec passion, il se risque sur un terrain peu exploré pour le cerner d'un trait net et singulier. Sans quitter le divertissement qu'il tient toujours à l'œil, il scrute le fond du gouffre. Pour le Prince, le choix de la vie va de pair avec la mort de la mère. « Mais il s'en consola bientôt avec sa belle femme et ses enfants. »

Rosita Boisseau

NOUVEAU FILM

B MONKEY

■ Tourné en 1998, *B Monkey* est discrètement sorti aux Etats-Unis, mais pas dans son pays d'origine, la Grande-Bretagne. A l'occasion de ce rattrapage français, on comprend ces infortunes commerciales. Polar érotique, qui conte la liaison d'une braqueuse de bijouterie (Asia Argento) et d'un instituteur rêveur (Jared Harris), *B Monkey* repose sur un postulat aussi inepte que banal. A cette faiblesse constitutive, Michael Rad-

ford vient ajouter une mise en scène faite de clichés (trottoirs londoniens luisants de pluie, lances britanniques embrumées) enfilés sans conviction. Les acteurs font ce qu'ils peuvent mais on dirait bien qu'ils s'ennuient, à l'exception de Rupper Everett, qui joue son rôle de demi-mondain comme s'il s'agissait vraiment de cinéma. T. S. Film britannique de Michael Radford. Avec Asia Argento, Jared Harris, Rupper Everett. (1 h 32.)

SORTIR

PARIS

Tango Pasion

Ils reviennent tous pour notre plus grand plaisir, les danseurs gominés élastiques et leurs partenaires perchées sur talons aiguilles : toute la troupe de Tango Pasion s'appête à faire chavirer, comme il y a trois ans, le public du Théâtre des Champs-Élysées. Dans ce nouveau spectacle, A los amigos, Hector Zaraspe, chorégraphe spectaculaire d'un tango en pleine évolution ne lésine pas sur les moyens : costumes, maquillages, et merveilleuse musique du Sexteto Major. « Peut-on danser le tango quand on n'est pas argentin ? », s'interroge Viviana Lacuzzi, de retour avec son cavalier, Juan Corvalan. Tout comme Monica Romero avec Omar Ocampo. Un homme et une femme qui ne font qu'un. Et le temps s'arrête. Cette année, les représentations seront sûrement traversées du souffle des périls économiques et politiques qui frappent l'Argentine. Le tango, danse populaire par excellence, fut à ses débuts la danse des pauvres. Théâtre des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 heures, les 2, 3, 4 janvier ; 15 heures et 20 heures, le 5 ; 15 heures et 18 h 30, le 6. Tél. : 01-49-52-50-50. De 9,95 € à 79,63 €.

Cirque du Grand Céleste

Sous le petit chapiteau du cirque du Grand Céleste, situé porte des Lilas, à Paris, on se serre avec les enfants sur les canapés pour voir défiler sous son nez les mille et une attractions toutes magiques et charmantes, concoctées par l'équipe de Bruno West et

Ben Boyce. L'amour du cirque met les petits plats dans les grands avec juste le doigt de dérision poétique nécessaire. La danseuse de houla-hop, avec sa cinquantaine de cerceaux, est un mirage ambulant comme le jongleur de diablo. L'illusionniste a plus d'une balle sous son chapeau. Quant à Bruno West, il se révèle un clown délicieusement minimaliste et un dompteur de choc. Il faut voir le fauve Jojo se révéler doux comme un agneau sous ses coups de bâton. Bien soutenu par l'orchestre de Ben Boyce, le Grand Céleste sait avec modestie trouver la voie du merveilleux. Porte des Lilas, Paris-19^e. Jusqu'au 17 février. Tél. : 01-53-19-99-13. De 12,20 € à 24,39 €.

Richard Raux

Grande voix des années free reconverti dans un répertoire plus classique, ténor (saxophone) impétueusement tendre, forte personnalité discrète, Richard Raux est en scène à Paris. Grands moments assurés. L'Arbuci, 25, rue de Buci, Paris-6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, le 2. Tél. : 01-44-32-16-00.

Jean-Loup Longnon septet
L'année s'est achevée au Sunset avec le Paco Sery Group. Au rez-de-chaussée du même établissement (le Sunside), début en fanfare avec un autre grand tenant de la rationalité contrôlée, Jean-Loup Longnon. Il s'agit d'un trompettiste et compositeur particulièrement doué, tonique et cartésien. Peu de place pour l'ennui et la médiocrité. Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, jusqu'au 3 janvier. Tél. : 01-40-26-21-25.

GUIDE

CINÉMA-FESTIVAL

L'Institut du monde arabe propose une rétrospective cinématographique consacrée aux acteurs français d'origine maghrébine. Ces comédiens renouvelent la physiognomie du cinéma français par leur présence corporelle et par le rôle qu'ils jouent dans l'émergence des cinéastes français issus de l'immigration maghrébine, tels Karim Dridi (*Bye-bye*), Abdel Kéchiche (*La Faute à Voltaire*), Rachid Bouchareb (*Little Sénégal*), ou Nabil Ayouché (*Ali Zaoua, prince de la rue*). IMA, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e. Du 5 janvier au 17 mars. Tél. : 01-40-51-38-11.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Graines d'opéra

Mozart : *L'Alphabet*, extrait, Offenbach : *La Grande Duchesse de Gérolstein*, extrait, *La Périchole*, extrait, *Madame l'Archiduc*, extrait, *Les Contes d'Hoffmann*, extrait, Strauss : *la Chauve-Souris*, extrait, Delibes : *Lakmé*, extrait, Beethoven : *La Lettre à Elise*, extrait, Messager : *L'Amour masqué*, extrait, Rossini : *Le Duo des chats*, extrait, Chopin : *Prélude n° 15*, Bizet : *Carmen*, extrait, Estelle Boin (soprano), Magali Palies (mezzo-soprano), Jérôme Clauzel (piano), Jean-Luc Palies (mise en scène).

La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris-2^e. M^e Opéra. 15 heures, les 2, 3, 4, 6 janvier. Tél. : 01-42-60-01-86. 10,67 €, 16,76 €.

Jay Gottlieb (piano)

Musique improvisée. Maison de Radio-France, 116, av. du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^e Passy. 20 heures, le 2 janvier. Tél. : 01-56-40-15-16. Entrée libre.

Une Carmen arabo-andalouse d'après Bizet. Nathalie Espallier, Hélène Obadia, Béatrice Burley (Carmen), Alain Gabriel, Eric Vignau (Don José), Fadila Chebab, Flora Fernandez (Frasquita), Sylvie Belhassen, Nathalia Cadet, Béatrice Burley (Mercedes), Marie-Claude Arbarétag (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris-15^e. M^e Porte-de-Vanves. 20 h 30, les 2, 3, 4, 5 janvier ; 18 heures, le 6 janvier. Tél. : 01-56-08-33-88. 21,34 €, 27,44 €.

Ballet de l'Opéra national de Paris Mikhail Fokine : *Petrouchka* Vaslav Nijinski : *L'Après-Midi d'un faune*. Jérôme Robbins : *Afternoon of a Faun*. Blanca Li : *Shéhérazade*.

Opéra de Paris - Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris-9^e. M^e Opéra. 19 h 30, les 2, 3, 4 janvier. Tél. : 08-36-69-78-68. De 5,03 € à 64,03 €.

Henri Salvador Châtelet - Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 19 h 30, les 2, 4 janvier. Tél. : 01-40-28-28-40. De 9,15 € à 72,41 €.

RÉGIONS

Le Convenienze et le Inconvenienze Teatrali de Donizetti. Franck Leguérinel (Mamma Agata), Jeannette Fischer (la Prima Donna), Marc Barrard (le Metteur en scène), Pierre-Yves Pruvot (le Mari de la Prima Donna), Sergio Bertocchi (le Ténor italien), Gaële Le Roi (la Seconda Donna), Christian Tréguier (le Directeur du théâtre), Chœurs des Opéras de Montpellier, Orchestre national de Montpellier, Dominique Trottein (direction), Stephan Grögler (mise en scène).

Montpellier (Hérault). Opéra-Comédie, 11, boulevard Victor-Hugo. 20 heures et 15 heures, les 4 et 6 janvier. Tél. : 04-67-60-19-99. 9 €, 15 € et 33,54 €.

L'Enlèvement au sérail de Mozart. Cécile Perrin (Konstanze), Sine Bundgaard (Blonde), Shawn Mathey (Belmonte), Alexandre Krawetz (Pedrillo), Till Fechner (Selim), Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Enriqué Mazzola (direction), Dieter Kaegi (mise en scène). Nancy (*Meurthe-et-Moselle*). Opéra de Nancy et de Lorraine, 1, rue Sainte-Catherine. 20 heures, les 4, 8, 10 et 12 janvier ; 15 heures, le 6 janvier. Tél. : 03-83-85-30-60. 6,10 € et 48,78 €.

DERNIERS JOURS

L'Esprit nouveau : le purisme à Paris, de 1918 à 1925. Grenoble (Isère). Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette. Tél. : 04-76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 4 €, exposition + musée : 6 €.

Cai Guo-Qiang : une histoire arbitraire Lyon (Rhône). Musée d'art contemporain, 81, cité internationale, quai Charles-de-Gaulle. Tél. : 04-72-69-17-18. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 6 janvier. 3,81 €.

Chaqué samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.00 TV5, l'invité.
Invitée : Héléne Ségara. **TV 5**

MAGAZINES

19.00 Archimède. Spécial lendemain de fête. Aspirine effervescente. La force de la photosynthèse. Gueule de bois. Lendemain qui déchantent. Brèves. **Arte**

20.55 Union libre. Spéciale Euroland. **France 2**

22.35 C'est la jet-set. **M 6**

22.45 Rock Press Club. Le funk. **Canal Jimmy**

DOCUMENTAIRES

19.00 Biographie. Anne Frank, le combat pour la vie. **Chaîne Histoire**

19.45 Les Mystères de l'histoire. Ivan, pourquoi était-il si terrible ? **La Chaîne Histoire**

20.15 360°, le reportage GEO. Avalanches, la mort blanche. **Arte**

20.35 Le Grand Livre de l'Histoire de France. La guerre de Cent Ans. **La Chaîne Histoire**

20.45 Thema. Au temps de l'empire romain. **Arte**

20.55 La Salsa, danse et musique. **Odyssee**

21.00 Ils ont fait l'histoire. Ulrike Marie Meinhof. **Histoire**

21.00 Kazimir Malevitch. **Mezzo**

21.00 Dans la jungle du Bronx. **National Geographic**

Le Monde TELEVISION

Radio classique

20.40 Chopin et Liszt
Considérés comme des poètes romantiques, Chopin et Liszt ne sont pas associés que dans les programmes pianistiques ; dans la vie, une amitié intense les unit. Ces deux artistes, aux tempéraments d'hommes, d'interprètes et de créateurs si opposés, se dédiaient des œuvres, donnaient des concerts communs. A la mort de Chopin, Liszt écrivit une œuvre semblable à une biographie.

21.05 La Véritable Histoire de l'Orient-Express. **TV 5**

21.20 Les Mystères de la Bible. Noé et le déluge. **La Chaîne Histoire**

21.50 Chambord secret. **Odyssee**

22.05 Biographie. A la rencontre du Père Noël. **La Chaîne Histoire**

23.00 Ours blancs en famille. **National Geographic**

23.25 Le Ramseum. **Histoire**

23.30 A la recherche d'une belle petite. **Planète**

23.35 L'Histoire du monde. Sous les cocotiers, la révolution. **Odyssee**

0.05 Les Mystères de l'Histoire. Hell's Angels. **La Chaîne Histoire**

0.35 Spéciale Egypte. Un portrait au nom de Ramsès II. **Histoire**

MUSIQUE

19.15 Jürgen Flimm. *La Chauve-Souris*. Par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt. **Muzzik**

21.00 Gala du Nouvel An à Berlin 1998. Avec Mirella Freni, soprano ; Christine Schäfer, soprano ; M. Alvarez, ténor ; Simon Keenleyside, baryton. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. **Muzzik**

21.55 Edgar Varèse par Pierre Boulez. Par l'Ensemble InterContemporain et la Junge Deutsche Philharmonie, dir. Pierre Boulez. **Mezzo**

22.30 Carl Maria von Weber, par Brendel. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Eliahu Inbal. **Muzzik**

23.00 Marciac Sweet 99. Avec Herbie Hancock, piano ; Wayne Shorter, saxophone. **Muzzik**

23.15 Franck Corsaro. *Hänsel et Gretel*. Par l'Orchestre et les Chœurs d'enfants de l'Opéra de Zurich, dir. Franz Welsler-Möst. **Mezzo**

23.55 The Nat « King » Cole Show 22. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

20.47 Bob Morane. Norman Leblanc. **Télétoon**

21.00 Détective Philippe Lovcraft. Martin Campbell O. **Paris Première**

22.35 Le Mystère de la Montagne ensorcelée. Peter Rader. **TF 6**

23.05 Hantise. Rod Holcomb O. **RTL 9**

COURTS MÉTRAGES

1.50 Tex Avery. The first bad man ; Drag-a-long Droopy. **France 3**

SÉRIES

19.00 Le Muppet Tonight. Whoopi Goldberg. **Télétoon**

19.00 Ally McBeal. A chacun son image O. **Téva**

20.25 Mister Bean. Le mini-golf de Mister Bean. **France 3**

21.10 That 70's Show. La voiture volée (v.m.) O. **Canal Jimmy**

21.50 Sex and the City. Running with Scissors (v.o.) O. Le mariage de ma meilleure amie (v.o.) O. **Téva**

23.05 Columbo. A chacun son heure O. **TF 1**

implacable. Réalisé en 1967, et présent lors du Festival à Cannes en 1968, ce long-métrage s'imposera stylistiquement comme une œuvre charnière du cinéaste hongrois Miklos Jancso. Il fut un temps où, à travers les festivals internationaux, ce réalisateur était considéré comme le plus grand cinéaste hongrois contemporain. Est-il exagéré de dire que Jancso - dont les grands films ont été pratiquement ignorés par la télévision - est, aujourd'hui, presque un inconnu ?

FILMS

18.10 Beetlejuice ■■
Tim Burton (Etats-Unis, 1988, 95 min) O. **CineCinemas 3**

19.15 Une brigue d'enfer ■■
Kevin Reynolds (Etats-Unis, 1985, 90 min). **TCM**

19.20 Espions sur la Tamise ■■
Fritz Lang (Etats-Unis, 1944, v.o., 85 min) O. **CineClassics**

20.45 Les Cinq Secrets du désert ■■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, v.o., 95 min) O. **CineClassics**

20.50 Gremlins ■■
Joe Dante (Etats-Unis, 1984, 105 min) O. **TF 6**

22.10 Babe, le cochon devenu berger ■
Chris Noonan (Australie, 1995, 90 min) O. **CineCinemas 3**

22.15 Milou en mai ■■
Louis Malle (France, 1990, 105 min). **TV 5**

22.20 Rouges et blancs ■■
Miklos Jancso (Hongrie, 1968, v.o., 85 min) O. **CineClassics**

22.20 Les Sorcières ■
Nicolas Roeg (Grande-Bretagne, 1990, 95 min) O. **CineCinemas 2**



22.25 After Hours ■■
Martin Scorsese. Avec Griffin Dunne, Rosanna Arquette (Etats-Unis, 1985, v.o., 95 min) O. **Cinéfaz**

22.35 La Belle de New York ■■
Charles Walters (Etats-Unis, 1952, v.o., 80 min). **TCM**

22.45 Le Docteur Jivago ■
David Lean (Etats-Unis, 1965, 185 min) O. **France 3**

23.45 L'homme qui venait d'ailleurs ■■
Nicolas Roeg (Grande-Bretagne, 1976, v.o., 135 min) O. **Canal Jimmy**

0.00 Paradis pour tous ■
Alain Jessua (France, 1982, 110 min) O. **Cinéfaz**

0.20 Les Belles de nuit ■■
René Clair (France, 1952, 82 min) O. **Cinétoile**

MERCREDI 2 JANVIER

FILMS

13.45 Escalade à Hollywood ■■
George Sidney (Etats-Unis, 1945, 135 min). **TCM**

14.00 Rouges et blancs ■■
Miklos Jancso (Hongrie, 1968, v.o., 85 min) O. **CineClassics**

14.50 Le Fou de guerre ■■
Dino Risi (France - Italie, 1985, 110 min) O. **CineCinemas 3**

15.50 Le Tombeau hindou ■■
Fritz Lang (Allemagne, 1958, 105 min). **France 3**

16.00 Gigi ■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1959, 120 min). **TCM**

17.00 West Side Story ■■
Robert Wise et Jerome Robbins (Etats-Unis, 1960, 155 min). **Festival**

18.00 Quatre mariages et un enterrement ■■
Mike Newell (Grande-Bretagne, 1994, 120 min) O. **TPS Star**

19.35 Les Belles de nuit ■■
René Clair (France, 1952, 85 min) O. **Cinétoile**

15.40 Wild Man Blues ■■
Barbara Kopple (Etats-Unis, 1997, v.o., 105 min) O. **Cinestar 2**



20.45 La Prisonnière du désert ■■
John Ford. Avec Natalie Wood, John Wayne (Etats-Unis, 1956, 120 min). **TCM**

20.45 La Possédée ■■
Curtis Bernhardt (Etats-Unis, 1947, v.o., 105 min) O. **CineClassics**

21.00 Le Diable par la queue ■■
Philippe de Broca (France, 1969, 95 min) O. **Cinétoile**



21.00 Les Adversaires ■
Ron Shelton. Avec Lucy Liu, Antonio Banderas, Woody Harrelson (Etats-Unis, 1999, 120 min) O. **Canal +**

22.25 Conseil de famille ■
Costa-Gavras (France, 1986, 105 min) O. **RTL 9**

22.45 Le Jardin de l'Eden ■
María Novaro (Mexique - Canada, 1994, v.o., 105 min). **Arte**

23.00 Raspoutine, le moine fou ■
Don Sharp (Etats-Unis, 1966, 95 min) O. **CineCinemas 2**

23.20 Adieu Bonaparte ■
Youssef Chahine (France - Egypte, 1985, 115 min) O. **Histoire**

0.30 L'Aigle des mers ■■
Michael Curtiz (Etats-Unis, 1940, 125 min). **Arte**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.00 L'Incroyable Voyage
Film. Duwayne Dunham.

17.25 Melrose Place.
18.10 et 0.40 Star Academy.

18.55 Le Maillon faible.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.

20.55 Spéciale Vidéo Gag.
23.05 Columbo.

A chacun son heure O.
1.20 Reportages.

FRANCE 2

18.40 Le Numéro gagnant.
19.10 On a tout essayé.

19.50 Un gars, une fille.
20.00 et 1.05 Journal, Météo.

20.55 Union libre.
Spéciale Euroland.

23.00 Y'a un début à tout.
1.25 Passion Dakar.

FRANCE 3

18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.

18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.

20.15 Le Journal du Dakar.
20.25 Mister Bean.

20.55 Jo ■
Film. Jean Girault O.

22.15 Météo, Soir 3.
22.45 Le Docteur Jivago ■

Film. David Lean O.
1.50 Tex Avery.

The First Bad Man.
Drag-a-Long Droopy.

CANAL +

15.00 Laissons Lucie faire ! ■■
Film. Emmanuel Mouret O.

16.30 Stuart Little
Film. Rob Minkoff O.

17.50 South Park O.
18.15 Pokémon, le film

Film. Kunihiko Yuyama et Michael Haigney O.

► En clair jusqu'à 20.05
19.45 Le Journal.

20.05 Ça Cartoon.
20.45 Sixième sens ■■

Film. M. Night Shyamalan O.
22.30 28 jours en sursis

Film. Betty Thomas (v.o.) O.
0.10 La Musique de mon cœur

Film. Wes Craven (v.o.) O.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.40 Vues de l'esprit.
13.45 Le Journal de la santé.

14.00 L'Odyssee de l'homme. [1/3].
15.00 L'Aventure spatiale. [2/4].

A la recherche d'une vie extraterrestre.
16.15 Le Nouvel Ami de Petit Ours

Film. Maurice Sendak.
17.30 100 % question.

18.00 C dans l'air. L'année de l'insécurité.
18.50 L'Oral.

19.00 Connaissance.
Les Mystères de l'évolution.

[3/4]. Le monstre du Rhin.
19.45 Arte info, Météo.

20.15 360°, le reportage GEO.
Le Tournoi équestre de buzkashi.

20.45 Musica.
Hommage à Boris Kochno.

22.45 Le Jardin de l'Eden ■
Film. Maria Novaro (v.o.).

0.30 L'Aigle des mers ■■
Film. Michael Curtiz.

M 6

13.30 Le Monde magique
des Leprechauns.

Téléfilm. John Henderson. [1 et 2/2] O.
16.40 Mary Poppins ■

Film. Robert Stevenson O.
18.55 Charmed O.

19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Malcolm. Panique au pique-nique. O.

20.40 Caméra Café.
20.50 Chasseurs de frissons.

Téléfilm. Mario Azzopardi O.
22.30 X-Files : l'intégrale.

Espace O. L'ange déchu. O.
0.50 Unité 9. Trois amis. O.

0.50 3^e nuit des Board Awards 2001.
1.19 Météo.

1.20 M6 Music. Stefan Eicher.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Personne n'est parfait.
20.30 Victor Hugo, astres,

sciences, nature, infini.
Invités : Jean-Parc Avocat ; Gilles David. L'art et la science.

21.00 Mesures, démesures.
22.00 Journal.

22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.

0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

19.05 Le Tour d'écoute.
20.00 Festival Présences.

Cœuvres de Prin.
20.45 Hommage à Boris Kochno.

Enregistré le 30 novembre, à l'Opéra Garnier et émis simultanément sur Arte. Cœuvres de Weill, Prokofiev, Kochno, Stravinsky.

23.00 Jazz, suivez le thème.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Classique affaires soir.
20.00 Les Rendez-Vous du soir.

Cœuvres de Fauré, Massenet, Poulenc.
20.40 Concert. Cœuvres de Monteverdi.

22.30 Les Rendez-vous du soir (suite).
Cœuvres de Hume, Purcell, Britten.

0.00 Les Nuits de Radio Classique.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 Explorer. Rencontres fatales, les ours attaquent. Nulla Pambu, le serpent bienfaiteur. Fourmis infernales. **Nat. Geographic**

17.10 Les Lumières du music-hall. Antoine. Le Grand Orchestre du Splendid. **Paris Première**

18.00 C dans l'air. L'année de l'insécurité. **La Cinquième**

19.00 Chacun son monde, le sens du voyage, le voyage des sens. Invitée : Danielle Mitterrand. **Voyage**

19.00 Explorer. Guerriers de la vague. Défier les glaces. La vie ne tient qu'à un fil. **National Geographic**

21.00 Les Plus d'« Un an de plus ». **France 3**

22.30 Paris dernière. Spéciale grand hôtel. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

17.00 Ours blancs en famille. **National Geographic**

17.00 Parlier, la soif de vaincre. **Planète**

17.30 D'îles en îles. Les Galapagos. **Voyage**

17.30 Le bébé est un combat. [3/3]. Des bébés bien entourés. **Odyssee**

17.35 L'Etoile de Noël. **Histoire**

17.50 Eclats noirs de la samba. Gilberto Gil, la passion seréine. **Muzzik**

17.55 Frank Sinatra « The Voice ». **Planète**

18.00 Les Mystères de l'histoire. L'histoire de la Tour Eiffel. **La Chaîne Histoire**

18.00 Espace sauvage. Tortues de mer d'Amérique. **National Geographic**

18.30 Vermeer. Lumière, amour, intimité. **Mezzo**

18.30 Paradis de la faune. Au cœur du Congo. **National Geographic**

18.35 Les Secrets de la Méditerranée. Le parc national de Port-Cros. **Odyssee**

18.50 L'Aigle et le Sphinx. **Histoire**

19.00 Biographie. Charles Darwin, la voix de l'évolution. **La Chaîne Histoire**

19.00 Connaissance. Les Mystères de l'évolution. [3/4]. Le monstre du Rhin. **Arte**

19.05 Chambord secret. **Odyssee**

19.15 La Vie des oiseaux. [2/10]. La maîtrise du vol. **Planète**

19.35 Spéciale Egypte. Auguste Mariette. **Histoire**

19.45 Les Mystères de l'histoire. L'art de la guerre chez les Romains. **La Chaîne Histoire**

20.00 Rough Guide. Stockholm. **Voyage**

20.00 Le Jardin sauvage. **Nat. Geographic**

20.05 Spéciale Egypte. Voyage à Saqqarah. Un portrait de Jean-Philippe Lauer. **Histoire**

Le Monde TELEVISION

TF1

20.55 Ushuaïa nature

Afghanistan : l'accord sur le déploiement de la force internationale a été signé

Les contingents de dix-sept pays, dont celui de la France, devraient être sur place à la mi-janvier

KABOUL

de notre envoyée spéciale

Après de multiples tergiversations, l'accord sur le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) a été paraphé, lundi 31 décembre 2001 à Kaboul, par le ministre afghan de l'intérieur, Younis Qanouni, et le premier commandant de cette force, le général britannique John McColl. Le document doit maintenant être signé par les divers pays qui contribueront à cette force, qui devrait compter trois mille cinq cents hommes.

Malgré la demande unanime de la population de voir les soldats de l'ISAF se déployer très rapidement et en nombre à Kaboul, la présence des premiers éléments britanniques est jusqu'à maintenant très discrète. L'ISAF devrait toutefois monter petit à petit en puissance. Soixante-dix militaires britanniques sont arrivés ces deux derniers jours à Kaboul pour préparer l'installation de l'état-major de la force dans une caserne du centre de la ville.

Le gros des troupes ne devrait pas être en place avant la mi-janvier bien que le ministre français

de la défense, Alain Richard, ait annoncé que des soldats français seront à Kaboul « dans les prochains jours ». Le déploiement français se fera à partir de Douchanbé, au Tadjikistan, qui sera le point de transit entre la France et Kaboul, a précisé M. Richard. Le nombre de soldats français devrait être « un peu supérieur à cinq cents », a ajouté le ministre.

Selon le général britannique John McColl, qui commandera l'ISAF pendant les trois premiers mois de son mandat, pour l'ins-

tant limité à six mois, dix-sept pays devraient contribuer à cette force. Ils envieront dans les quarante-huit heures à Kaboul une mission de reconnaissance, soit trente à quarante officiers. Les missions de la force internationale comportent notamment des patrouilles « dans Kaboul et ses environs », c'est-à-dire essentiellement sur les 60 km de route qui relie Kaboul à la base de Bagram, qui sert d'appui logistique à l'ONU, à l'ISAF et aux troupes américaines. L'ISAF assurera

aussi l'entraînement de la future armée afghane dans et aux alentours de la capitale.

L'ISAF va, pour l'instant, cohabiter sur le sol afghan avec les troupes américaines, qui poursuivent leur recherche des hauts dirigeants des talibans et de l'organisation Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. Cette recherche a, selon des sources indépendantes, provoqué une nouvelle bavure, dimanche, quand l'aviation américaine a bombardé le village de Qalaye Niazi, à 4 km au nord de Gardez, dans la province orientale de Paktia. Plusieurs civils ont été tués et, selon un porte-parole américain, une enquête a été ouverte. Les chefs tribaux de la province de Paktia ont réclamé au gouvernement, conduit par Hamid Karzaï, de faire cesser ces bombardements américains qui ont déjà tué plusieurs dizaines de civils.

Cependant, interrogé à ce sujet, le ministre des affaires étrangères, le Dr Abdullah, a affirmé que la campagne américaine « se poursuivra le temps qu'il faudra pour liquider les terroristes ».

Françoise Chipaux

Traque du mollah Omar au nord de Kandahar

La recherche du chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, semble avoir pris un nouveau tour, lundi 31 décembre 2001, avec le départ de Kandahar de deux hélicoptères transportant des marines américains en tenue de combat en direction de Baghran, au nord de la province d'Helmand. C'est dans cette région montagneuse, à 160 km au nord-ouest de Kandahar, berceau du mouvement taliban, que le mollah Omar se cacherait, selon plusieurs sources afghanes, avec quelques-uns de ses derniers fidèles.

Selon l'ancien vice-ministre taliban de l'intérieur, le mollah Mohammad Khaksar, des talibans se trouvent toujours à Baghran. Le Pentagone a confirmé qu'une opération était en cours, mais s'est refusé à en préciser la nature, de crainte de mettre en danger la vie des soldats américains. Des troupes anti-talibans, loyales au nouveau gouverneur de Kandahar, Gul Agha, participent à cette traque. - (Corresp.)

Un ordinateur d'Al-Qaïda, découvert par hasard, révèle l'organisation du réseau

NEW YORK

de notre correspondant

Les services de renseignement américains n'espéraient pas un tel cadeau pour la nouvelle année : la découverte à Kaboul, par hasard, d'un ordinateur IBM utilisé depuis quatre ans par les proches d'Oussama Ben Laden. Il contient des centaines de lettres, des textes, des mémoires et des vidéos détaillant, depuis 1997, l'organisation et la gestion des réseaux d'Al-Qaïda. On y trouve des messages provenant d'Europe, d'Asie, d'Albanie, du Yémen, d'Égypte et de nombreux autres pays. Les documents, authentifiés par les services américains, font référence à Al-Qaïda comme à la « société » et à ses dirigeants comme à la « direction générale ».

On y trouve, par exemple, l'original de la lettre envoyée soignant par des journalistes d'une agence installée à Londres, leur ayant permis d'obtenir une entrevue, le 9 septembre 2001, avec le commandant Massoud. Les deux hommes d'Al-Qaïda ont blessé à mort le chef de l'Alliance du Nord dans un attentat-suicide. Le surlendemain, New York et Washington étaient attaqués.

Selon le *Wall Street Journal*, dont un journaliste a acheté pour 1 100 dollars l'ordinateur à un

commerçant à Kaboul, de nombreux textes étaient cryptés et protégés par des mots de passe. Il est d'ailleurs difficile d'identifier les auteurs, qui emploient souvent des codes ou des pseudonymes. Néanmoins, deux des principaux lieutenants d'Oussama Ben Laden ont été identifiés comme utilisateurs de la machine : l'ancien chirurgien égyptien Zawahri et Mohammed Atef. Le docteur Zawahri a fusionné son propre réseau avec celui d'Al-Qaïda en 1998 et Mohammed Atef, tué en novembre dans un bombardement américain, est soupçonné d'avoir organisé les attentats d'août 1998 contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie.

LE PROGRAMME « LAIT CAILLÉ »

Les documents ne donnent pas de détails sur les préparatifs des attentats du 11 septembre ni sur de futures attaques. Une vidéo à la gloire d'Al-Qaïda montre des Américains fuyant le World Trade Center en flammes sur fond de chants et de prières. Dans un film plus court, un des dirigeants de l'organisation, le cheikh Abu Gaïth, reconnaît la responsabilité d'Al-Qaïda dans les attaques : « L'aide de Dieu a permis à nos frères de mener ces attaques. » Dans

une autre vidéo, Oussama Ben Laden dénonce dans un discours de vingt-trois minutes la « croisade » menée contre l'islam par les États-Unis.

De nombreuses informations étaient stockées sur le programme de fabrication d'armes chimiques et bactériologiques, baptisé « al-Wabadi » (lait caillé). Certains de ces documents contiennent des plaintes sur l'incompétence des collaborateurs travaillant sur ce projet, soulignant la nécessité de recruter des scientifiques de bon niveau. D'autres dressent, par exemple, la liste des ingrédients nécessaires pour fabriquer du gaz innervant. Des documents contiennent des descriptions techniques sur l'utilisation de montres et de réveils pour fabriquer des bombes à retardement. On y trouve aussi une table indiquant les quantités de différents poisons à utiliser pour tuer quelqu'un, en fonction de son poids notamment.

Une lettre d'un militant usant du pseudonyme d'Abu Yaser, adressée à l'un des dirigeants, Ayman al Zawahri, et dont une copie a été envoyée à Oussama Ben Laden, recommande de « frapper les Américains et les juifs, qui sont des cibles de grande valeur et vaudront des récompenses dans la vie après la mort ».

Dans un texte se référant à une étude sur « le meurtre de civils », l'auteur reconnaît qu'il s'agit « d'une question sensible », mais affirme avoir trouvé les moyens d'empêcher les « ennemis » d'utiliser les « assassinats de civils, notamment de femmes et d'enfants » pour discréditer les opérations d'Al-Qaïda. De nombreuses lettres retrouvées sur l'ordinateur portent sur des sujets plus terre à terre, comme le financement des cellules et la discipline. Les plaintes concernant le manque d'argent et les salaires non payés sont fréquentes.

L'ordinateur était installé dans un immeuble de deux étages, à Kaboul, utilisé par Al-Qaïda pour abriter ses bureaux, selon le pillard qui a reconnu l'avoir volé ainsi qu'un portable. Il a indiqué être entré dans le bâtiment après un bombardement, en novembre, par l'aviation américaine, qui aurait tué plusieurs membres d'Al-Qaïda. Après la prise de la ville par l'Alliance du Nord, le voleur a vendu l'ordinateur à un marchand, qui l'a ensuite cédé au journaliste du *Wall Street Journal*. Lequel a copié les données et en a fait traduire une partie.

Eric Leser

La première rentrée des classes d'Asma, après cinq ans d'interdiction d'éducation

KABOUL

de notre envoyée spéciale

Serrée contre le *khamees* (longue chemise) de son oncle, Asma, 6 ans, regarde apeurée les centaines de fillettes ou jeunes filles qui se pressent dans la cour de l'école Manu Chera. Après cinq ans d'interdiction d'éducation, cette première rentrée des classes est particulièrement festive, et la joie se lit sur tous les visages, des professeurs comme des élèves. A 8 ans, Dawa, le visage à moitié caché sous un foulard qui lui tombe sur les épaules, un simple tee-shirt déchiré et une longue jupe, avoue qu'elle sait tout juste écrire l'alphabet. Elle avait trois ans quand les talibans sont entrés dans Kaboul et ont interdit l'éducation des filles, et c'est au cours de leçons privées et secrètes qu'elle a pu au moins apprendre à écrire. Dawa ne doute pas de rattraper le temps perdu et veut être ingénieur en bâtiment « pour reconstruire l'Afghanistan ».

A 17 ans, Doniza, jean moulant et pull-over noir, qu'elle a achetés sur le marché de l'occasion, au lendemain du départ des talibans, garde quand même sa burqa (longue robe grillagée au visage qui recouvre totalement le corps de la femme) repliée sur le bras. « La situation n'est pas claire, mieux vaut être prudente », dit-elle en guise d'explication. Doniza rentre en classe 6, celle des élèves de douze ans. « Après cinq ans, c'est le premier jour d'école et je suis très heureuse. Car cinq ans à la maison, c'était très long », dit-elle joyeusement. Noire paren-

thèse, les cinq ans de régime taliban sont balayés et Doniza reprend ses études là où elle les avait interrompues, en fin de classe 5. Que certaines de ses condisciples d'alors soient aujourd'hui mariées, que beaucoup aient quitté Kaboul, qu'elle se trouve avec des fillettes plus jeunes, cela ne la gêne pas. Doniza veut être docteur, « car l'Afghanistan manque de femmes docteurs ».

Décidée par les nouvelles autorités, cette session de rattrapage, avant la reprise officielle des cours au printemps, a réuni dans cette seule école plus de 600 étudiantes. « Les élèves ont commencé à s'inscrire il y a quinze jours, mais tous les jours nous avons des nouvelles recrues », affirme la directrice, Fatma Zaï, qui officie ici depuis dix-sept ans. « Au début du régime taliban, j'ai enseigné en secret chez moi », confie cette femme d'une soixantaine d'années, « mais ils ont découvert mon école et j'ai dû fermer ». Fatma Zaï est alors allée au Pakistan, où elle a ouvert une école pour les réfugiés afghanes à Rawalpindi.

BATTUE PAR LA POLICE RELIGIEUSE

Revenue à Kaboul dès le départ des talibans, elle a repris ses fonctions sur la base du volontariat, comme tous les professeurs. « Au début nous devons être flexibles et penser à l'avenir des enfants afghans », dit-elle. Chaque enfant paye pour l'instant l'équivalent de 7 francs par mois, et la somme globale sera attribuée au personnel de l'école en attendant que celui-ci reçoive un salaire.

L'avenir, c'est dans de dures conditions que ces jeunes filles le préparent, si l'on en juge par le dénuement total de cette école. Professeur d'anglais dans la classe 7, Shala Bakshi enseigne l'alphabet sur un petit tableau noir apposé sur un mur. La salle au sol bétonné est glaciale. Une trentaine de jeunes filles assises les unes contre les autres, sur des bancs d'enfants, écrivent religieusement leur leçon sur des cahiers, pour certains usagés. Il n'y a ni tables, ni chaises, ni livres. Toutes les salles, ouvertes sur une cour, sont identiques. Cette misère, Shabna, 16 ans ne la voit pas. Les larmes dans les yeux, elle veut dire à la fois sa peine de ces cinq ans perdus et sa joie de retrouver l'espoir. « J'ai écrit par peur de perdre tous les mots en dari, dit-elle, maintenant je peux écrire une petite lettre à ma famille. » La peine de Shabna, c'est ce souvenir d'avoir été sévèrement battue par la police religieuse des talibans parce que, souffrant des yeux et incapable de voir derrière une burqa, elle était sortie enveloppée dans un simple tchador. « Ils m'ont tellement frappée sur l'épaule », confie-t-elle. Shabna aussi veut être médecin, « un bon docteur », dit-elle, les yeux brillants.

Si l'avenir est encore incertain pour tous les Afghans, il existe de nouveau pour les jeunes Afghanes, dont l'enthousiasme à rattraper le temps perdu est ce qui leur manque le moins.

Fr. C.

Légion d'honneur : Jacques Fauvet élevé à la dignité de grand-croix

L'historien Jean Favier grand officier

LES NOMINATIONS, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur du 1^{er} janvier sont parues au *Journal officiel* daté lundi 31 décembre-mardi 1^{er} janvier 2002.

Sont élevés à la dignité de grand-croix :

Jean Cabannes, premier avocat général honoraire à la Cour de cassation, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde*, président honoraire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Sont élevés à la dignité de grand officier :

Albin Chalandon, ancien ministre, ancien député ; Jean Favier, historien, membre de l'Institut ; Dieudonné Mandelkern, président de section honoraire au Conseil d'Etat, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ; Pierre Somville, préfet honoraire.

Sont promus commandeurs :

Prosper Amouyal, mécène ; Marc Saltet, membre de l'Institut, inspecteur général des bâtiments civils et des palais nationaux ; Gérard Jaquet, ancien ministre ; Robert Touzery, conseiller d'Etat honoraire, président du comité consultatif de la répression des abus de droit ; François Legerot, premier président de la Cour des comptes ; sœur Emmanuelle, fondatrice d'une association humanitaire ; Jean Lemaire, avocat au barreau de Paris ; Jacques Barel, préfet hors cadre ; Pierre Deyon, professeur honoraire des universités ; Louis Favoreu, professeur des universités ; Camille Cabana, ancien ministre, président de l'Institut du monde arabe ; Joseph Ehrsam, administrateur d'une société immobilière (Suisse) ; André Bord, ancien ministre, président de la commission interministérielle de coopération France-Allemagne ; Michel Herchin, ancien vice-président de société ; Gérard Pelisson, président du conseil de surveillance d'un groupe hôtelier ; notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech, membre de l'Académie française, écrivain, critique littéraire ; Jacques Rigaud, membre honoraire du Conseil d'Etat ; Pierre Montesson, ancien président d'une société d'encouragement à l'élevage équin ; Lucien Neuwirth, député honoraire de la Loire, ancien sénateur ; Alain Blanchard,

conseiller maître honoraire à la Cour des comptes ; Henri de Lumley-Woodyear, ancien directeur du Muséum national d'histoire naturelle, professeur au Muséum, chargé du Musée de l'homme et de l'Institut de paléontologie humaine.

Parmi les personnalités promues officiers, on relève les noms de Pierre Tchernia, auteur, réalisateur de cinéma et de télévision ; Alain-Dominique Perrin, président de Cartier ; Henri Lachmann, PDG de Schneider-Electric ; Martin Bouygues, PDG du groupe Bouygues ; Jean-Pierre Davant, président de la Fédération nationale de la mutualité française ; René Frydman, chef d'un service de gynécologie ; Philippe Marchand, ancien ministre ; Jacques Dupâquier, membre de l'Académie des sciences morales et politiques ; Jacques Lassalle, auteur, metteur en scène, ancien directeur de théâtre ; Claude Nougaro, auteur, compositeur, interprète ; René Desmaison, guide de haute montagne, cinéaste ; Roland Nungesser, ancien ministre ; Claudie Haigné-ré, médecin rhumatologue, membre du corps des astronautes européens.

Enfin, parmi les personnalités nommées chevaliers, figurent notamment : Nicolas Beytout, directeur de la rédaction des *Echos* ; Christian Lacroix, couturier ; Dominique Gillot, ancienne secrétaire d'Etat à la santé et aux handicaps ; Claudette Marquet, pasteur ; Mgr Jean-Pierre Ricard, archevêque de Bordeaux, président de la Conférence des évêques de France ; Pierre Arditi, comédien ; Dominique Blanc, comédienne ; François d'Orival, président du directoire de Valmonde ; Attilio Labis, danseur étoile, chorégraphe et maître de ballet ; Anne Landowski, présidente du Centre national de la danse ; Michel Le Bris, écrivain, directeur du Festival des étonnants voyageurs de Saint-Malo ; Frédéric Lodéon, violoncelliste ; Didier Lockwood, violoniste de jazz ; Christian Bonnet, ancien ministre ; Benno Besson, metteur en scène suisse ; Christoph Eschenbach, chef d'orchestre allemand.

★ *Le Monde publiera dans ses éditions du mercredi 2 janvier daté 3 la liste complète des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur.*

L'Inde salue l'arrestation d'extrémistes cachemiris par le Pakistan

NEW-DELHI. Dans un premier geste d'apaisement, réclamé par l'administration américaine, l'Inde a qualifié de « pas en avant dans la bonne direction » l'annonce par Islamabad de l'arrestation de dizaines d'extrémistes islamistes, dont les chefs des deux groupes que New Delhi accuse d'être responsables de l'attentat meurtrier contre son Parlement, le 13 décembre 2001. Le ministre indien des affaires étrangères, Jaswant Singh, a laissé entendre qu'il pourrait éventuellement rencontrer son homologue pakistanais, Abdul Sattar, lors du sommet des pays de l'Asie du Sud à Katmandou, en fin de semaine. Le président américain, George W. Bush, qui s'est entretenu à la fois avec le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, et le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, s'est félicité des efforts de ce dernier pour lutter « contre les terroristes ».

Cependant, mardi 1^{er} janvier, de nouvelles escarmouches le long de la ligne de contrôle qui sépare l'Inde et le Pakistan au Cachemire, et où ont été massées des troupes et des armes, ont attesté de la persistance d'une forte tension. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **SAINT-SYLVESTRE : 53 personnes ont été interpellées au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre, à Paris**, essentiellement pour ivresse et jets de projectiles, selon la préfecture de police. En outre, 115 interventions pour des personnes légèrement blessées ou victimes de malaises, et 26 évacuations vers des centres de soins ont eu lieu sur les Champs-Élysées, où se sont rassemblés 300 000 personnes. La préfecture avait déployé 3 000 policiers sur la capitale pour la circonstance.

■ **RAVE : quelque 25 000 personnes se sont rassemblées dans la nuit du 31 décembre sur une base militaire désaffectée à Béziers (Hérault)** pour une rave-party qui a commencé dimanche sans autorisation. Les participants entendent rester sur place jusqu'au 2 janvier.

■ **ACCIDENT : deux randonneurs ont été tués, lundi 31 décembre 2001, dans une avalanche sur la commune de Léchère, en basse Tarentaise (Savoie)**. Les victimes évoluaient dans un secteur hors piste.

■ **LOGEMENT : le décret rendant obligatoire la présence d'un gardien pour cent logements afin d'améliorer la sécurité des habitants et d'humaniser les cités** vient d'être publié au *Journal officiel*.